

L'écho des chars syriens

Ironie à l'égard d'Israël, le président Assad a renvoyé à Beyrouth-Ouest la même 86^e brigade chassée par l'armée de Jérusalem, en août 1982. Cinq ans après ce cuisant échec, le pendule a repris sa place originelle, une image qui ne déplaît sans doute pas au président syrien, expert dans l'art d'utiliser le temps.

Mais Beyrouth paraît aujourd'hui, bien loin aux dirigeants israéliens, et M. Pérès a pris soin de répéter dimanche, pour la sixième fois : « Nous avons quitté le Liban et n'avons aucunement l'intention d'y remettre les pieds. » Ministre de la défense, M. Rabin, qui a tout de même qualifié l'initiative de Dames de « développement négatif », a pour sa part précisé que, si celle-ci était suivie « avec vigilance », Israël « n'envisageait de prendre aucune mesure à ce stade ». A court terme, l'entreprise syrienne a d'autant moins lieu de chagriner l'Etat juif qu'elle devrait léser en priorité ses deux pires ennemis au Liban, le Fatah de M. Yasser Arafat et le Hezbollah pro-iranien.

De plus, Israël voit sans déplaisir, le régime de Damas s'embourber de nouveau à Beyrouth. En reprenant le rôle du gendarme dans une capitale libanaise à majorité musulmane, il s'expose à porter la responsabilité de la sécurité à Beyrouth-Ouest. Or, arriverait-il à quelques jours de la fin de la guerre, à se voir isolé et à devoir se battre pour défendre son autorité en organisant, par exemple, de nouveaux séjours d'étrangers ?

La médiation d'Israël va de pair avec la déclaration de Washington qui pour être plus musclée paraît toutefois devoir se limiter à une condamnation de principe. En réaffirmant leur soutien à « l'unité, la souveraineté et l'indépendance du Liban » et en réclamant en conséquence le retrait de toutes les troupes étrangères, les Etats-Unis ne s'engagent pas au-delà d'un appel qui paraît bien dérisoire à la légitimité bafouée du président Gémayel.

A Moscou, l'agence Tass s'est contentée de donner brièvement l'information, précisant que les dirigeants libanais « ont demandé au président syrien de sauver Beyrouth de l'effusion de sang ». Cette réaction trahit peut-être l'embarras soviétique face aux conséquences de l'entrée des troupes syriennes alliées de Moscou pour ses autres alliés qui sont le Parti communiste, le Parti socialiste progressiste de M. Walid Joumblatt et l'OLP de M. Yasser Arafat.

A l'exception du Koweït, qui, il est vrai, avait payé le prix fort pour la présence du président Assad au cinquième sommet islamique et qui appelle tous les Libanais à réserver une réponse favorable à l'action syrienne, les capitales arabes restent pour l'instant dans une prudente expectative.

Une fois de plus, l'OLP se trouve donc seule à condamner une intervention qui menace directement sa présence à Beyrouth. Mais l'appel émis de M. Yasser Arafat aux organisations internationales, dont l'ONU, leur demandant d'envoyer des forces pour protéger les camps de réfugiés palestiniens, a toutes les chances de rester lettre morte.

Plus significatif est le silence de Téhéran, qui attend sans doute de voir comment se comportera l'armée syrienne à l'égard du Hezbollah pro-iranien. L'une des conséquences de ce retour syrien à Beyrouth-Ouest pourrait bien être, en effet, de mettre à l'épreuve les relations syro-iraniennes.

(Lire nos informations page 3.)

L'arrestation des chefs de l'organisation terroriste

MM. Mitterrand et Chirac saluent le succès de la police sur Action directe

Les policiers estiment que la « branche internationaliste » d'Action directe est décapitée après l'arrestation, samedi 21 février, dans le Loiret, de Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon, Georges Cipriani et Joëlle Aubron. Recherchées depuis plus de quatre ans, ces figures du groupe terroriste français sont soupçonnées notamment d'être responsables des assassinats de l'ingénieur général des

armées Audran en 1985 et de Georges Besse, PDG de Renault, en 1986.

Ce succès policier, qui est essentiellement l'œuvre de la Direction centrale des renseignements généraux, a été également salué par MM. François Mitterrand et Jacques Chirac. Cependant, certains dirigeants de la majorité ont engagé une polémique sur les responsabilités de la gauche lors des libérations de 1981.

LIRE

- Une victoire des Renseignements généraux, par Edwy Plenel.
- Les années de cendre et de sang, par Laurent Greilsamer.
- Les deux terroristes.
- La vie sans histoire de « Nadine » et « Robert », par Régis Guyotat.
- Le procès Abdallah, par Jean-Marc Théolyne.

Pages 8 à 10



L'accord sur le dollar à la conférence de Paris

Les taux de change, nouvel enjeu politique

Les ministres des finances de six grands pays industrialisés - Etats-Unis, France, Allemagne, Japon, Grande-Bretagne, Canada (Pitts) s'étaient réunis de la conférence) - réunis à Paris pendant le week-end ont déclaré qu'ils s'accordaient sur le fait que le dollar correspondait aux données économiques fondamentales. La devise américaine ayant beaucoup baissé, il n'y a pas grand risque d'être immédiatement déstabilisé en amorçant sa stabilisation, mais quelle est la portée au-delà de quelques semaines ou de quelques mois d'une telle déclaration ?

par Paul Fabra

Comme pour une monnaie qui flotte, la notion de « taux d'équilibre » n'est qu'une pure tautologie (le taux auquel s'équilibre le marché est le cours quel qu'il soit du jour), la tentation est grande pour les hommes politiques, dans certaines circonstances, d'en inventer un. C'est ce qu'on fait dimanche les Cinq (ou si l'on préfère les Six). Oubliées les savantes études, elles-mêmes sujettes à caution, selon lesquelles le taux correspond aux « données fon-

damentales » (?) de l'économie serait plutôt de 2,20 DM pour un dollar (7,30 F environ) comme de bons esprits l'assuraient il y a moins d'un semestre.

La vérité est que le jeu dangereux auquel se livrait le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, depuis le printemps dernier - qui était de faire baisser le dollar par de petites phrases assassines - risquait de tourner mal. On voulait stimuler les économies allemande et japonaise. La revalorisation du mark et du yen - c'est-à-dire la baisse du dollar - était en train de les condamner à la déflation. Le franc ne pouvait pas suivre, le SME, fragile construction assurant un minimum d'ordre en Europe, était promis à l'éclatement. Halte-là. Les ministres décrètent que le taux du dollar, comme l'a dit M. Edouard Balladur, est « convenable ».

Ce jugement arbitraire et dénué par lui-même de signification pourrait en acquiescer une à une condition : que les ministres, à commencer par M. Baker, se prennent à leur propre mot et consentent, à partir de ce jour, à subordonner le reste de leur politi-

que au maintien du taux de change ainsi choisi. Celui-ci, dans une telle éventualité, cesserait peu à peu d'être arbitraire, car l'ensemble des facteurs agissant sur le marché étant contraints de s'y adapter progressivement, on verrait se rétablir un système véritablement international des prix et des taux d'intérêt impliquant des balances de paiement proches de l'équilibre ou modérément déséquilibrées. Ce serait là une extraordinaire novation. Il n'y a guère de chance qu'elle se produise. Le texte du communiqué, si on le lit attentivement, révèle un certain nombre de contradictions qui bloquent pratiquement la possibilité de cette heureuse évolution.

A dire vrai, l'instabilité est inscrite dans la réalité encore plus profondément qu'on pourrait le croire. Par construction, le dollar est condamné à apparaître, quel que soit pratiquement son taux de change, comme surévalué. Cela tient à son rôle de monnaie de réserve.

(Lire la suite page 33 ainsi que les articles de FRANÇOIS RENARD et d'ERIK IZRAELWICZ, et le communiqué des Six, pages 32 et 33.)

Les enfants perdus

par ANDRÉ FONTAINE

CORRUPTIO optimi pessima : la pire corruption, c'est celle du meilleur, disait-on au temps où l'on apprenait le latin. Comment ne pas méditer cette évidence lorsque l'on apprend, quelques heures avant l'ouverture du procès Abdallah, l'arrestation par une étrange coïncidence des chefs « historiques » d'Action directe ? C'est la même pensée, en effet, visiblement nourrie d'innombrables lectures, qui court, à vous glacer le sang, à travers la déclaration du chef présumé des Forces armées révolutionnaires libanaises, dont le Nouvel Observateur a révélé, la semaine dernière, la teneur, et l'interminable réquisitoire tout récemment adressé aux rédactions des journaux par lequel Rouillan et les siens prétendaient justifier ce qu'ils appelaient tranquillement, dans leur jargon, l'« exécution » de la « brute Besse ».

L'argument, le décalé, qui les a fait passer du simple militantisme révolutionnaire à la lutte armée se résume en peu de mots : il n'y a pas de pitié à

avoir pour ceux qui, à un titre ou à un autre, soutiennent le monde sans pitié dans lequel nous vivons, et dont nous ne nous accommodons tous, plus ou moins, que par égoïsme, lâcheté, cynisme ou hypocrisie.

A cas purs d'un nouveau genre, tout, hormis eux, est impur. Peu importe que le peuple, au nom duquel ils prétendent agir, ne leur ait pas donné ne serait-ce que l'ombre d'un mandat ; peu importe qu'ils les rejette dans sa quasi-unanimité ; prenant Lénine au pied de la lettre, comme si sa vision des choses avait été d'une parfaite exactitude, comme si l'univers n'avait pas depuis lors considérablement changé, ils se considèrent comme le bras séculier de la justice de classe, autorisés à frapper l'« ennemi » où bon leur semble. D'où cet enlèvement qu'ils méditaient, pour soumettre quelque otage de marque, à l'instar du malheureux Aldo Moro, à un tribunal prétendument populaire.

(Lire la suite page 9.)

La « 5 » à M. Robert Hersant

La Commission nationale de la communication et des libertés a attribué, le lundi 23 février, la cinquième chaîne à la société constituée par MM. Hersant et Berlusconi.

Normalisation Egypte-Soudan

Les deux pays ont signé une « charte de fraternité »

PAGE 3

L'exploit de Bruno Marie-Rose

Le coureur français a battu le record du monde en salle du 200 mètres

PAGE 17

Auschwitz n'aura plus de carmel

Un compromis a été trouvé entre juifs et catholiques

PAGE 16

Le Monde

ÉCONOMIE

- La tarification des chèques, une impérieuse nécessité ?
- L'informatisation des caisses de sécurité sociale
- La chronique de Paul Fabra.

Pages 27 à 30

Le sommaire complet se trouve page 36

La mort d'Andy Warhol

Le « martien » de Marilyn

L'artiste américain Andy Warhol est mort, dimanche 22 février, d'une crise cardiaque, au New York University Hospital, où il avait subi une opération de la vésicule biliaire.

Andy Warhol était sans doute notre plus beau « martien ». David Bowie, qui s'y connaissait en 1971 en petits hommes verts, lui avait dédié une de ses premières bandes dessinées. Et ce pape albinos en blue-jean, cet extra-terrestre porté pâle dès l'enfance, ne se lamentait pas comme l'ET comique de Spielberg, « Phone home... ». Où téléphone, dans quel sweet home, quand on est de nulle part, tout au plus de Pittsburgh, riante cité de l'acier, né une année imprécise, 1928, 1930, selon son humeur ?

Le génie de Warhol était de tout précéder, la mort et la mode. Il sera peintre ? Il décroche d'abord une médaille de « la meilleure publicité pour chaussures ». En même temps que Lichtenstein, il s'intéresse à l'agrandissement des bandes dessinées, puis à la reproduction par sérigraphie d'images déjà omniprésentes, boîtes de soupe, bouteilles de soda, tête de Marilyn, d'Elvis, de Mons Lisa, de Mao. Il retouche à la main ses séries et, selon le principe « Mieux vaut trente Jockones qu'une », se paie en beauté la tête de Léonard. Trop facile ? Non, Andy Warhol fait comme son temps, il photocopie, banalise, multiplie le beau, le laid, le n'importe quoi et le sublime. Puisque la télévision, l'image industrielle, écrasent tout au ro-

seau compresseur, puisque tout se vend, autant le vendre cher et en nombre.

Son atelier de la 57^e avenue, il le baptise « The Factory », l'usine universelle. Tout ce qui comptera dans les années 60 y passera. Le petit homme discret, avec ses cheveux d'argent, sa voix douce, ses grosses lunettes, sa cohorte de jeunes garçons, a tout compris, il est une star, il le proclame, et on le croit. Il se fait monnaie vivante, fixe son prix, et le cours de ses œuvres, de sa vie, monte en flèche. Beaucoup en profiteront.

L'homme est généreux, et sûr de lui. Il écrit une curieuse histoire de sa vie, simplement intitulée *A*, héberge tous les paumés de l'époque qui font preuve d'un peu de talent, touche à tout, très vite, une seule fois et là où c'est sensible.

MICHEL BRAUDEAU.

(Lire la suite page 12.)

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte-d'Ivoire, 215 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 150 pes. ; G.-B., 66 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 86 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 10 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,60 fr. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

هكذا من اللاحل

صكزا من الامل

Débats

MORT ET TRANSFIGURATION

La vie, la mort. Le balancier qui règle les destins individuels relativise tant de choses. Au nom de la dignité de l'individu, Henri Caillavet défend l'euthanasie et estime qu'une réglementation juridique vaut mieux qu'un choix abandonné à quelques proches parents intéressés. C'est à l'humanité et à sa tentation du néant que pense Pierre Marcilhacy, affirmant son espoir en Dieu et en l'homme pour la sauver.

Tentation

L'humanité souffre de son inhumanité. Que revienne le temps des certitudes !

par PIERRE MARCILHACY

Il n'y a pas si longtemps encore, quand nous parvenait avec retard l'annonce d'événements tragiques où avaient péri femmes et enfants, certains disaient : « Si Dieu existait, il ne permettrait pas de semblables horreurs. »

Aujourd'hui comme hier, Dieu existe, on lui parle en toutes langues, on le représente en diverses formes, mais les hommes n'ont plus le droit de maudire son indifférence, car ils ont par eux-mêmes le pouvoir de faire cesser les plus criantes injustices, de nourrir ceux qui ont faim et de veiller à la protection des innocents.

Récemment un grand journal parisien publiait sous forme de graphiques la somme des productions agricoles de la CEE dont on ne sait que faire après les avoir stockées à grands frais. Ces tonnes de viandes, de céréales, de lait, de beurre, résoudraient, si les Etats en faisaient don, les problèmes de famine en Afrique, en Asie, en Amérique du Sud, et cependant cette forme de liquidation humanitaire paraît à tous inacceptable.

« L'homme existe, et, bien qu'il ait des moyens d'action, il permet de semblables horreurs. » Faudrait-il nier son existence comme on a nié celle de son Créateur ?

Et ce que nous venons de dire au plan matériel peut être transposé à d'autres valeurs. L'esprit de justice et d'équité, le respect du droit à la vie et à la dignité de tout être humain, sont méconnus ou bafoués, et l'homme permet que d'autres hommes en soient privés et que, pour beaucoup, la notion de liberté relève du mythe insaisissable.

Plus question de lever le poing vers le ciel, que l'on veut seulement peupler de galaxies, et pas question de reprocher aux hommes, à tous les hommes, leur irresponsabilité. Ainsi se construit un néant qu'on ne peut même pas conquérir puisque, par définition, il n'existe pas. Faut-il dès lors

s'étonner que la jeunesse, qui croit à la vie et à la liberté, puisqu'elle les porte en elle, se refuse à entendre les propos de ses aînés ?

Faut-il se scandaliser de l'immunité du discours politique, ici comme ailleurs, et de la futilité des recherches de l'esprit ?

Certes, la science, les industries, tentent de peupler la Terre d'objets de convoitise et de biens de consommation qui aiguisent les appétits des repus, des nantis, sans, ou rarement, nourrir les affamés trop scandaleux.

La science médicale aussi se bat, souvent avec succès, contre les maux qui nous assaillent. Les monstres des épidémies modernes ne doivent pas faire oublier que la peste ou le choléra ont été vaincus, à moins qu'ils ne se soient lassés d'attaquer ces privilégiés du monde animal qui ne cessent de se défendre. Cependant cette lutte ne peut faire oublier que notre humanité souffre d'abord d'inhumanité et qu'elle est responsable, parce qu'elle possède le plus souvent les moyens de faire face à sa responsabilité.

Défendre un ordre établi

Ce qui le paralyse prend des formes bien diverses, mais toutes s'abritent derrière la volonté de défendre un ordre établi. Celui-ci ne repose sur rien et lui aussi ne vient de nulle part. Il est aussi rigoureux et vain que la géométrie d'Euclide. A cette différence que celle-ci partait d'un point imaginaire situé dans l'espace et que l'ordre actuel ne tient ses origines que d'une somme d'intérêts égoïstes.

Pour ceux qui croient, ce point dans l'espace et dans le temps existe et le genre humain s'y réfère depuis des millénaires. Il

paraît passé de mode — mais les modes passent elles aussi — et il serait grand temps que reviennent ces interrogations ou ces certitudes qui, dans le respect de toutes nos libertés, empêcheraient que la négation de tout n'aboutisse au nihilisme suicidaire.

Car notre monde possède un arsenal qui pourrait l'anéantir en moins de temps qu'il n'en fallut pour le construire. Toutes les religions de la Terre seront-elles assez efficaces pour sauver la vie ?

Parce que je crois en Dieu comme je crois en l'homme, je refuse la tentation de ne pas l'espérer.

La mort désirée

(...) Il est curieux que M. Higgins (le Monde du 21 janvier), psychanalyste, donne le rôle est, semblerait-il, de déculpabiliser ceux et celles qui ont choisi de vivre et mourir dignement en toute connaissance de cause, sans obéir ni à une idéologie, ni à une philosophie doctrinaire, ni à un dogme, mais en leur âme et conscience par obéissance à ce que leur dicte leur sens.

Par ailleurs, M. Higgins fait plusieurs contre-sens (...) à propos de notre attitude face à la mort, du droit à disposer de nous-mêmes tel que nous l'entendons, de l'euthanasie, mais il est excusable car il ne connaît les buts de notre association que par ce qu'il a lu au travers du prisme déformant des conventions sociales, religieuses, héritées du passé dont il ne semble pas vouloir

L'euthanasie : un mot qui ne doit pas faire peur

Imposer une vie à celui qui veut mourir, n'est-ce pas porter atteinte à sa dignité ?

par HENRI CAILLAVET (*)

Le corps de l'homme est tout à la fois objet et sujet. Nous ne pouvons pas d'ailleurs dissocier l'esprit du corps. Celui-ci est périssable, tout comme l'esprit, qui serait incertain sans le corps.

Toutefois, l'esprit possède sur le corps un avantage exceptionnel. Il peut se parler et se répondre, processus au demeurant impossible dans le règne animal. L'esprit a donc une dimension irréductible à la matière. Il en est cependant inséparable. Tirant la nécessaire conséquence de ce dualisme, disons que l'esprit a la faculté d'élaborer l'acte de volonté, auquel rien, dans l'absolu, ne peut s'opposer, sauf la mort.

Il y a deux façons d'aborder la mort. La première ou la subir. En cela, le suicide conscient est l'acte unique authentique de la liberté de l'homme. Nous évoquons alors le stoïcisme. Lorsqu'il est directement ou indirectement « assisté », nous parlons d'euthanasie active ou passive, d'euthanasie proposée en termes de « complicité de suicide ».

Président de l'Association pour le droit de mourir dans la dignité (1), ce débat n'est pas

pour moi, ni pour la grande majorité de nos quinze mille adhérents, philosophique ou sémantique. Il est un engagement. Pour tous ceux qui considèrent que l'existence ne vaut plus la peine d'être vécue, que d'un bien elle est devenue une malédiction, nul pouvoir, serait-il religieux, médical, législatif, moral, ne saurait se dresser contre leur décision de mourir, parce qu'ils sont seuls juges de la qualité de leur vie.

Sans nier l'utilité, en certaines circonstances, de la « persévérance thérapeutique » ou de l'administration de médicaments antalgiques puissants — ensemble à haïr le dénomement — ou le développement des soins palliatifs, l'ADMD constate, hélas, que la dimension individuelle de la mort n'est toujours pas respectée. Ainsi, l'acceptation par un tiers de la demande réfléchie d'euthanasie engagerait ipso facto la responsabilité pénale de l'intervenant. Or se dresser contre la volonté librement exprimée de

mourir, imposer une vie non acceptée à celui qui ne peut matériellement pas se suicider, n'est-ce pas porter atteinte à sa dignité ?

Songeons à l'exemple héroïque du résistant Pierre Brossolette. Celui qui aurait réussi à l'empêcher de se jeter dans le vide pour échapper à ses bourreaux lui aurait certes sauvé la vie. Mais il aurait pour l'essentiel assassiné son honneur et son patriotisme.

En cette fin de siècle, ayons la probité d'aborder cet immense débat de société qu'est l'euthanasie. Nous avons le devoir d'éviter des abus toujours plus accusés. La réglementation juridique vaut mieux qu'un choix abandonné à quelques proches parents intéressés, à des médecins harassés, à des soignants hésitants. Elle vaut mieux que la clandestinité, qui a souvent droit de cité dans des établissements de soins.

Les exemples des Etats-Unis et des Pays-Bas ouvrent la voie à cette réflexion. L'honnêteté du droit, en toutes circonstances, devrait l'emporter sur la fausse pitié.

(1) ADMD, 103, rue La Fayette, 75010 Paris.

COURRIER DES LECTEURS

se défiera, ce qui est encore son droit après tout !

Car ce n'est pas la mort que nous redoutons : bien au contraire, nous la regardons en face et elle est pour nous la solution lorsque tout est dit ; la mort fait partie de la vie et, pour beaucoup d'entre nous, elle n'est que la mort de l'enveloppe charnelle qui libère un principe vital éternel plus fort que la mort car rien ne se perd. Loin d'être indésirable, elle est fortement désirée pour le plus tard possible, mais pour le moment où nous estimons, alors que nous sommes en bonne santé, que les conditions ne sont plus réunies pour vivre dignement et ce irrémédiablement (...).

M. Higgins confond le droit à disposer de nous-mêmes, que nous revendiquons, dans le respect de nos principes, et le droit au suicide que nous rejetons en tant que mobile pour adjoindre à nos associations, sans

d'ailleurs porter de jugement sur ceux qui se suicident ou tentent de le faire, le suicide étant un autre problème.

JEAN-CLAUDE MAHINC, membre de l'association Vivre et mourir dignement, 1, rue Desfort-Rochereau, 75006 Chambray.

La misère marginale

Dans le « Vivre avec 15 francs par jour » (le Monde du 30 janvier), tout est vrai et, dirai-je, tout est pire. Mais il ne s'agit pas de la perpétuation d'un état de fait, d'une misère fatalement « plus noire qu'ailleurs », dans ce pays minier.

J'ai grandi là. Mais il n'y avait pas alors de misère, la pauvreté, ou plutôt je dirai la modestie des familles, était largement atténuée par le cocon extérieur tissé par les houillères. Et tout était propre, net. Pas une maison où l'on eût, sans en livrer par la vapeur chaude de ses usines quotidiennes, qui ne montrât son intérieur impeccable, la toile cirée immaculée sur la table de la

cuisine et, roucoulant sur le poêle poilu, assis, la cafetière répandant partout son arôme engageant.

Et puis la crise est venue, bien avant 1974. Les mines ont commencé à fermer, puis les usines, les fabriques diverses. La pluie, désolée, a lavé l'atmosphère, les champs, les murs et les toits. Mais c'est vrai que dans ces couleurs retournées, la misère croissante est encore plus noire, la misère pour huit cents chômeurs, un seul sur quatre.

Pourtant, je ne voudrais pas qu'on ne voie que cela. La clé du problème est la reconversion, chacun en est conscient (...). Certes, la misère ici est très noire, et il est vrai qu'il en perd ou devine souvent chez l'habitant une attitude poliment dubitative. Mais même si la marge tend à croître, elle reste marginale. Le Valenciennais c'est encore l'avenir, un autre avenir, et le meilleur moyen de vaincre la fatalité de ces univers à la Zola ou à la Dickens, c'est d'y venir.

PIERRE GÉVART, Agrégé de l'Université, Elève de l'ENSA.

« LA MONTÉE AU FOND DU CŒUR », d'Henri Le Saux

Une même foi, deux cultures

HENRI Le Saux (1910-1973), ce moine bénédictin parti pour l'Inde en 1948, avec l'accord de ses supérieurs, en espérant y fonder un monastère hindou-chrétien, a publié de son vivant une dizaine d'ouvrages sur son expérience. Un de ses amis, R. Parikkar, vient d'écrire d'importants fragments d'un Journal intime de celui qui voulait vivre en sannyasi (ascète et mystique hindou), sous le titre de La Montée au fond du cœur.

Cette expérience prend dès lors le relief d'un drame intérieur d'une telle intensité, avec des jugements d'une telle audace, que l'éditeur se croit obligé de prévenir que « ce journal n'a pas été écrit en vue d'être publié... ». Conscient de ses paradoxes, l'auteur qualifie lui-même certaines de ses assertions de simples « hypothèses de travail ». Elles méritent cependant la plus sérieuse attention. Il n'hésite pas à parler, en effet, d'une « nouvelle ère religieuse ». Par son existence ascétique, par l'éternité de sa culture et par un don d'expression exceptionnel, il ne peut qu'inspirer le respect.

Bien avant son départ de France, Henri Le Saux était attiré par les doctrines védantiques. Peu après son arrivée en Inde, il se rend à l'ashram de Sri Ramana Maharshi (1879-1951). L'influence de ce maître le marque de façon prédominante. Pour lui, l'adhésion, l'expérience et théorie de la non-dualité de l'être, ne reste pas le fruit d'une spéculation métaphysico-religieuse. En 1952, retiré dans les grottes d'Arumachala, il connaît l'expérience pure et inexprimable de la « non-dualité ».

Toute sa vie, il se référera à cette « Présence si éclatante, déboussante, qu'un n'a besoin de rien distinguer pour la sentir. L'Esprit est cette Présence coe-

mique, universelle, impalpable... L'homme est capable de la reconnaître, de l'appréhender, de la conscience d'être... Ne pas dire deux dans sa vie, c'est l'amour ».

Dans le désir inquiet de ne trahir ni les intuitions des Upanishads ni les dogmes de l'Eglise, à ses efforts de traduire l'essentiel de sa foi dans les termes de l'advalta et d'interpréter ceux-ci dans un sens chrétien. Si, par sa filiation divine, Jésus introduit l'homme au cœur de la Trinité, Brahman, Atman, Sakti, maints autres noms expriment aussi symboliquement des relations trinitaires dans l'unité de l'Être. « La Trinité, conclut-il, est au fond de moi ». L'Eucharistie lui apparaît de même comme le signe-symbole de la communion de l'univers et des hommes dans la conscience de cette présence, au-delà de nous-mêmes, du Soi suprême. Trinité dans l'Unité. « L'hindou a raison, répète-t-il. Dieu est au-dedans, au plus profond, au plus intime, au plus soi de soi ». Oublierait-il que, sans être hindou, saint Augustin avait déjà dit que « Dieu est plus intime en moi que le plus intime de moi-même ? ».

On ne peut multiplier ici les exemples d'une telle herméneutique. Comme une tunique de Nessus, qui ne s'arrache des épaules qu'en emportant des lambeaux de chair, sa formation intellectuelle demeure inexorable. Elle le harcèle, tout au cœur de cette transposition d'une foi qu'il voudrait garder intacte, dans les termes d'une tradition intellectuelle différente. S'il réussit cette mutation culturelle, sans nuire à sa fidélité profonde, n'ouvre-t-il pas l'Inde au message primordial de Jésus ?

JEAN CHEVALIER.

* Editions CEIL, Paris 1986, avec notes, biographie, bibliographie de l'éditeur. 496 p., 175 F.



Plus vite, moins cher !

309 GTI-130CV

Nouvelle gamme 309-3 portes en livraison rapide

Pour un meilleur prix téléphonez-nous avant de commander votre PEUGEOT !

NEUBAUER

C'est 1000 PEUGEOT en livraison immédiate

NEUBAUER

c'est la garantie du prix et du service !

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Berne-Méry (1944-1969), Jacques Favret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Robert Berne-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wonts

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS

BP 507 69
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

| | 3 mois | 6 mois | 9 mois | 12 mois |
|-------------------------|--------|---------|---------|---------|
| FRANCE | 354 F | 672 F | 954 F | 1 200 F |
| TOUTS PAYS ÉTRANGERS | 487 F | 1 337 F | 1 952 F | 2 536 F |
| PAR VOIE NORMALE | | | | |
| ÉTRANGER (par avion) | | | | |
| L - BELGIQUE-LUXEMBOURG | 399 F | 762 F | 1 089 F | 1 380 F |
| PAYS-BAS | 504 F | 972 F | 1 404 F | 1 800 F |
| IL - SUISSE, TUNISIE | | | | |

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'office tous les sous-projets : un capital d'investissement.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tarif LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montmaury, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 266 136 F

Le Monde (USPS 785-910) is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde o/o Speedpress, 45-45 39th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y., postmaster: send address changes to Le Monde o/o Speedpress, U.S.A. P.O. Box 45-45 39th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

* Editions CEIL, Paris 1986, avec notes, biographie, bibliographie de l'éditeur. 496 p., 175 F.

A Beyrouth-Ouest

Les troupes de Damas ont été accueillies avec chaleur dans la banlieue chiite

BEYROUTH

de notre correspondant

Quatre ans et demi après avoir évacué Beyrouth-Ouest assiégé en 1982 par l'armée israélienne, les troupes syriennes ont fait, dimanche 22 février en fin d'après-midi, un retour en force dans le secteur musulman de la capitale libanaise, avec 4 500 hommes, 60 chars, 40 transports blindés, 8 batteries de missiles anti-aériens autotractés, et un bataillon d'artillerie, qui a pris position sur les contreforts montagneux surplombant Beyrouth, dans le fief de cet allié incommode pour Damas qu'est le chef druze, M. Walid Joumblatt.

Durant toute la traversée du territoire druze, les troupes syriennes ont été convoyées par des miliciens du PSP et accueillies avec enthousiasme, mais sans effusion, par la population, alors qu'à leur arrivée à l'entrée sud d'Ouzai, ils ont commencé la banlieue chiite, elles eurent droit à des manifestations d'amitié. Les jeunes gens grimpaient sur les chars, brandissant des drapeaux d'Amal et des portraits du chef de ce mouvement, M. Nabih Berri, et fraternisaient avec les soldats syriens. M. Nabih Berri s'apprête maintenant à retourner à Beyrouth, après avoir résidé durant plus de trois mois à Damas.

Après s'être fortement implantées sur les pistes de l'aéroport de Beyrouth, à l'endroit précis d'où s'étaient retirés les derniers « marines » américains en février 1984, à l'issue de l'épisode peu glorieux pour l'Occident de la Force multinationale, les troupes syriennes ont fait avancer leur colonne vers le cœur de Beyrouth-Ouest, où elles ont commencé à se déployer à la tombée de la nuit. Jusqu'à la dernière minute, les miliciens des deux camps se sont tenus dans les rues, ne se retirant qu'en extrême, au fur et à mesure que les troupes syriennes avançaient à l'intérieur de la ville, atteignant principalement les quartiers de Ramlet-El-Baida, Raouche, Hamra, d'une part, la cité sportive et Mazraa, de l'autre. Mais leur pénétration s'est limitée, du moins pour l'instant, pratiquement aux grands axes, les milices n'ont fait, en réalité, jusqu'à nouvel ordre, que se replier vers les rues et ruelles intérieures.

Se raccrocher à l'ordre syrien

Un « dernier ultimatum » a été adressé aux miliciens par le général Ghazi Kanaan, chef des services de renseignements syriens au Liban, et ordonnateur de l'opération en cours, les avertissant que les soldats de son

pays avaient ordre de traiter tout porteur d'armes en ennemi, c'est-à-dire de le faire prisonnier ou de l'abattre.

Plus traumatisés qu'ils ne l'ont jamais été, les habitants de Beyrouth-Ouest se raccrochent quand même à l'ordre syrien, comme à une bouée de sauvetage. Ils l'acceptent volontiers après l'avoir appelé de leurs vœux. Toutes communautés confondues au niveau de la population, ils ne s'embarrassent guère de considérations légales et évitant de trop penser à l'avenir et de se demander si la présence syrienne ne risque pas, à terme, de créer plus de problèmes qu'elle n'est capable d'en résoudre. C'est donc avec espoir mais sans exubérance que l'entrée des Syriens a été accueillie à Beyrouth-Ouest.

Comme prévu, le camp chrétien a pris position contre ce nouveau retour des Syriens dans la capitale libanaise et l'a dénoncé. Prenant le risque de torpiller son dialogue difficilement rétabli avec Damas, le président Gemayel a noté, au nom des principes, que « cette démarche [l'appel à Damas de la part des ministres musulmans] unilatérale représente un acte non constitutionnel approfondissant le clivage et contribuant à éroder la capacité de décision de la légalité ». A qui le premier ministre, M. Rachid

Karamé, de retour de Damas, a rétorqué : « La légalité découle de la volonté du peuple. (...) Cela fait longtemps que l'armée syrienne accomplit son devoir en aidant le Liban. (...) Si l'on en augmente les effectifs, à notre demande, en fonction des besoins de l'heure, cela n'implique pas une requête nouvelle ou une autorité pour la présenter. »

Le Front libanais a, pour sa part, « réaffirmé son refus de la présence de l'armée syrienne au Liban, qui (...) durant ces ans, a toujours représenté un problème. Cette armée n'a jamais pu y assurer l'ordre ni la paix. (...) L'entrée de l'armée syrienne est contraire (...) à la Charte des Nations unies, ce qui impose une intervention urgente du Conseil de sécurité ». Enfin, le chef des Forces libanaises, M. Samir Geagea, a qualifié de « partitionnisme » la requête sollicitant l'entrée des Syriens à Beyrouth-Ouest, se demandant ce qu'il serait advenu si, par exemple, le président de la République avait sollicité l'entrée au Liban de troupes américaines ou autres.

Au-delà de sa position de principe, le camp chrétien a des craintes plus concrètes. Il redoute notamment que les Syriens réinstallés à Beyrouth-Ouest ne relancent le secteur musulman de la capitale dans des hostilités — aujourd'hui et

depuis des mois au point mort — avec le camp chrétien rétif.

Autre réaction prévue : celle des Palestiniens. Ils ont déjà commencé à rameuter le monde arabe contre un retour des Syriens, qui, selon eux, du moins selon l'OLP de M. Arafat, menace la population des camps de Beyrouth, dont la guerre avec les chiites d'Amal n'est, elle, pas terminée.

« Deux voies s'offraient à nous. En choisissant d'envoyer nos troupes à Beyrouth-Ouest, j'ai pris la plus ardue », a souligné le président Assad, en expliquant sa décision. Les difficultés qui attendent les troupes syriennes à Beyrouth-Ouest sont en effet innombrables. Il s'agit d'abord des défaillances de l'allié principal de Damas, Amal, qu'il leur faudra à la fois renforcer et contenir, et de la quasi-impossibilité de contrôler en profondeur une situation chaotique. Il y a également l'hostilité prévisible du Hezbollah, qui n'est d'ailleurs pas partie prenante des accords ayant présidé au retour des Syriens, le mécontentement du grand allié soviétique, flagrant durant la « guerre entre alliés », et enfin, les manœuvres, les manipulations et les menaces d'Israël toujours omniprésentes.

Assurément, le président Assad n'a pas tort d'affirmer qu'il a choisi la voie étroite...

LUCIEN GEORGE.

ISRAËL

Dix-sept blessés dans un attentat à la grenade à Jérusalem

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Un attentat — très probablement à la grenade — a fait dix-sept blessés, dont douze gardes frontières israéliens, dimanche 22 février près de la « porte de Damas », la plus fréquentée des voies d'accès à la vieille ville de Jérusalem. A une exception près, les blessés ont été légèrement atteints. Les victimes civiles sont des passants arabes.

L'attaque visait d'évidence le groupe de gardes frontières. Elle s'est produite au moment précis de la relève entre deux patrouilles regroupées autour d'un véhicule militaire. Ceux que l'on appelle communément ici les « bérets verts » — et qui sont en majorité druzes — ont la responsabilité du maintien de l'ordre dans la vieille ville. Ils sillonnent les ruelles et stationnent en permanence aux principales portes et autour des Lieux saints. Une réputation justifiée de rudes les fait craindre d'une population arabe qui ne les aime guère.

Acte revendiqué deux fois

L'attentat perpétré dimanche est dû, semble-t-il, à une grenade à fragmentation lancée d'un véhicule. La police a appréhendé aussitôt plusieurs dizaines de suspects arabes rapidement relâchés pour la plupart. Il y a un mois, un juif avait été blessé non loin de là.

En novembre, un étudiant talmudiste a été poignardé mortellement dans une velle du souk, ce qui avait suscité, en retour, des manifestations anti-arabes dans la vieille ville. Et, le mois précédent, une attaque à la grenade contre des soldats avait fait un mort et soixante-neuf blessés à quelques centaines de mètres du Mur des lamentations. Les trois auteurs de cette attaque viennent d'être condamnés à la prison à vie.

Ce nouvel acte de violence a été revendiqué deux fois dimanche. Dans un communiqué téléphonique à l'AFP à Jérusalem, la « Force 17 » de l'OLP, se félicitant de son opération, assure : « Nous frapperons de plus en plus où et quand nous le pourrions. Nos héros ont réussi à regagner sains et saufs leur base à Jérusalem ». L'autre revendication émane du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP) de Nayef Hawatneh, qui affirme avoir commis cet attentat à l'occasion du dix-huitième anniversaire de sa fondation.

J.-P. L.

ÉGYPTE : normalisation des relations avec le Soudan

Le Caire et Khartoum ont signé une « charte de fraternité »

LE CAIRE

de notre correspondant

L'Égypte et le Soudan ont signé, samedi 21 février, une « charte de fraternité » visant à promouvoir la coopération entre les deux pays aux niveaux économique, culturel et de l'information. L'accord signé au Caire par les premiers ministres des deux pays, MM. Ataf Sedki et Saddek El Mahdi, remplace de facto la « charte de complémentarité » signée en octobre 1982 par les présidents Mubarak et Némery. Cette charte, qui devait déboucher dans un délai de dix ans sur « la fusion totale entre l'Égypte et le Soudan », avait été gelée après le renversement du maréchal Némery en avril 1985.

En signant la « charte de fraternité », l'Égypte et le Soudan ont tourné une nouvelle page de leurs relations qui s'étaient nettement détériorées au cours des deux dernières années. Ce froid était d'autant plus sensible depuis l'arrivée de M. El Mahdi au pouvoir. Le premier ministre soudanais avait non seulement remis sine die deux visites officielles en Égypte mais s'était rapproché du colonel Kadafi, la bête noire du Caire. Aujourd'hui, celui qui avait, à l'époque, vivement critiqué la « charte de complémentarité », a signé la « charte de fraternité », soulignant ainsi les progrès sensibles accomplis dans les relations entre les deux pays au cours de la seconde moitié de 1986.

Durant cette période, les responsables égyptiens et soudanais ont multiplié les échanges de visites et ont signé plusieurs accords, dont un protocole commercial d'une valeur de 200 millions de livres sterling. Au cours de ces contacts, Égyptiens et Soudanais ont convenu de laisser à la justice égyptienne le soin de trancher dans l'affaire de l'extradition de l'ex-maréchal Némery. Le Caire a accordé l'asile politique à celui que le gouvernement soudanais veut « faire répondre de ses crimes ». Une demande d'extradition a donc été déposée devant la Haute Cour constitutionnelle égyptienne, qui doit se prononcer en mars.

Plus déterminant a été le don fait par le Caire à Khartoum d'armes et de munitions d'une valeur de 52 millions de dollars. Ces livraisons ont permis à Khartoum de mettre un terme à la série de revers subis par son armée dans le Sud face aux guérilleros du colonel John Garang. M. El Mahdi, qui est également ministre de la défense, a été d'autant plus sensible au geste égyptien. Il a d'ailleurs visité plusieurs usines égyptiennes d'armement au cours de son séjour et a rencontré à deux reprises le ministre égyptien de la défense, le maréchal Abdel Halim Abou Ghazala.

Dans cette guerre dans le Sud soudanais, qui coûte 1 million de dollars par jour à Khartoum, l'Égypte a apporté une aide à son voisin méridional en intervenant auprès de l'Éthiopie, qui offrait soutien et refuge aux rebelles du colonel

Garang. La médiation égyptienne, si elle n'a pas totalement mis un terme à l'aide accordée par Addis-Abeba aux rebelles sud-soudanais, a toutefois permis sa réduction.

Un manque d'investissements

Mais la coopération économique reste la pierre angulaire de la « charte de fraternité », particulièrement dans le domaine agricole. Le Soudan dispose de millions d'hectares de terres arables, mais qui demeurent en friche faute de main-d'œuvre et d'investissements. L'Égypte, avec ses 50 millions d'habitants et ses 50 000 kilomètres carrés de terres cultivées, dispose en revanche d'un surplus de main-d'œuvre paysanne expérimentée. Des expériences ont déjà été tentées avec succès, quoique sur une échelle limitée, à ce niveau. Ce qui manque pour réaliser de tels projets, c'est un financement que les deux signataires de la charte espèrent trouver dans les pays pétroliers du Golfe.

ALEXANDRE BUCCIANI.

Diplomatie

La visite en URSS de M. Roland Dumas

Les responsables de Moscou espèrent le soutien des Européens dans les négociations sur les armements

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Les dirigeants soviétiques sont prêts d'aboutir à un accord avec les Occidentaux sur la limitation de la course aux armements et espèrent pour cela que les pays européens ne seront pas un frein ; de la réussite sur ce terrain dépend la possibilité pour M. Gorbatchev d'imposer la mise en route de sa nouvelle politique économique. Tel est l'essentiel de ce qui a été dit à la délégation de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, conduite par son président, M. Roland Dumas, député socialiste de la Dordogne, qui s'achève, lundi 23 février, un voyage d'une semaine en Union soviétique.

Quand ils ont en face d'eux l'ancien ministre des relations extérieures, les dirigeants du Kremlin savent bien qu'ils ne s'adressent pas seulement au président d'une commission parlementaire et que leur interlocuteur pourra transmettre à l'Élysée le message qui lui aura été confié. Ils ont donc fait le nécessaire pour que ses carnets de notes soient bien remplis. La délégation qu'il menait a été reçue une journée entière par son homologue des chambres du Parlement soviétique. Celle-ci était dirigée par M. Anatoli Dobrynine, secrétaire du Comité central chargé des relations internationales. Y figuraient notamment le maréchal Sergueï Akhromeev, chef d'état-major général et premier vice-ministre de la défense. Quant à M. Dumas, il a été reçu pendant plus de deux heures en tête à tête par M. Edouard Chevardnadze, le ministre des affaires étrangères.

Jamais l'ancien ministre français des relations extérieures, dont le dernier séjour à Moscou remontait à juillet 1986, lorsqu'il avait accompagné le président Mitterrand, n'avait senti les Soviétiques si pressés d'aboutir à un accord sur le désarmement. Aussi ceux-ci se disent-ils inquiets de ce qu'ils qualifient de manque d'intérêt de la part des Américains pour ce sujet, devant cette situation, ils comptent sur l'Europe.

Les députés français, que ce soit M. Louis Mermaz (PS, Isère) ou M. Claude-Gérard Marcus (RPR, Paris), ont fortement insisté sur l'importance de l'union européenne, « une réalité dont vous devez tenir compte », ont-ils dit à leurs interlocuteurs soviétiques. Mais, alors qu'ils tiennent ce discours depuis longtemps, ils ont senti pour la première fois très réceptifs. En même temps les responsables du Kremlin n'ont pas caché qu'ils n'avaient pas compris les réactions européennes après Ryjyavik, alors qu'au contraire ils comptent sur l'Europe pour les soutenir dans le

processus de désarmement qu'ils souhaitent engager.

M. Chevardnadze a, semble-t-il, été très explicite avec M. Dumas, soulignant que les Soviétiques avaient fait un pas dans le sens souhaité par les Européens (la non-prise en compte des forces de frappe française et anglaise). Le ministre soviétique s'est étonné de n'avoir pas été payé de retour.

Les Soviétiques paraissent prêts en tout cas à discuter avec les Européens. M. Dobrynine a rappelé qu'il admettait tout à fait que la France modernise sa force de frappe tandis que le maréchal Akhromeev et M. Chevardnadze insistent sur la nécessité de réduire l'importance des armes conventionnelles en Europe. Ils ont proposé avec insistance que militaires français et militaires soviétiques se rencontrent pour, chiffres en mains, essayer de se mettre d'accord sur l'inventaire des forces existantes.

L'Afghanistan et la « transparence »

Le lien entre la nécessité d'un succès diplomatique et la mise en route de la nouvelle politique intérieure n'a jamais été caché par les dirigeants du Kremlin. Ainsi pour l'Afghanistan, M. Dobrynine a reconnu qu'un des effets de la « transparence » était d'alourdir le poids de l'opinion publique soviétique, dont il a avoué qu'elle ne comprenait guère ce que ses troupes faisaient là-bas. D'où l'espoir des

responsables russes d'aboutir dans les délais les plus brefs possibles à un processus de paix, grâce aux négociations avec le Pakistan — dont le ministre des affaires étrangères, M. Yakov Khan a été reçu dimanche à Moscou — et à la reprise des contacts de Genève. Ils ont semblé — aux députés français — s'attendre à un accord proche pouvant conduire à l'établissement d'un échafaudage pour le retrait des troupes soviétiques.

L'obligation où se trouve M. Gorbatchev d'obtenir quelques satisfactions à l'extérieur s'il veut réussir la réforme intérieure qu'il annonce est apparue clairement aux députés français. Certains de leurs interlocuteurs ont avoué qu'il ne maîtrisait pas bien leur économie et que sa « reconstruction » ne supporterait pas un accroissement des dépenses militaires. Les responsables qu'ils ont rencontrés en Georgie et à Leningrad leur ont confirmé que bien des dirigeants locaux étaient loin d'avoir tout parfaitement intégré le nouveau discours dans leur raisonnement et leur pratique ; ils préféraient parler culture, langues régionales, identité nationale, que conséquences pratiques de l'orientation économique et politique voulue par M. Gorbatchev.

Le premier secrétaire, malgré son mot d'ordre de « transparence », n'a pas réussi à faire disparaître les attributs essentiels des pouvoirs intermédiaires soviétiques : la prudence et le parapluie.

THÉRIER BRÉNIER.

Mesures préparatoires à la reprise des essais nucléaires soviétiques

MOSCOU

de notre correspondant

Des savants américains installés à titre privé à proximité du polygone de tir du Kazakhstan n'étaient pas là pour observer d'éventuelles explosions nucléaires soviétiques, mais seulement pour « écouter le silence » qui régnait sur les lieux. Ils ont en effet été poignément invités à plier bagages « dans les jours qui viennent », a indiqué, dimanche 22 février, l'un d'eux.

Le moratoire unilatéralement proclamé par Moscou le 6 août 1985, date du quarantième anniversaire d'Hiroshima, doit en effet prendre fin prochainement. Les Soviétiques ont annoncé qu'ils reprendraient leurs essais dès la première explosion artificielle de l'année 1987.

M. Tom Cochran, président du Conseil pour la défense des ressources naturelles, un organisme écologiste et scientifique privé de

Washington, avait demandé aux autorités soviétiques la permission de laisser des Américains présents sur place pour « écouter » le premier tir soviétique. Ils avaient tout le matériel nécessaire, notamment des sismographes très perfectionnés. Il a reçu une réponse négative.

Les savants américains s'étaient installés pendant l'été 1986 sur trois sites proches du centre de tir de Semipalatinsk, dans le nord du Kazakhstan, à environ 2 800 kilomètres de Moscou. Une des installations avait été récemment détruite par un incendie puis reconstruite.

Les Américains ont démenté leur motif samedi en fin de matinée. La décision finale des autorités de ne pas les laisser plus longtemps sur place avait été communiquée, le jeudi 19 février, à M. Cochran par M. Anatoli Dobrynine, secrétaire du comité central chargé des questions internationales.

D. Dh.

Georges Corm

Geopolitique du conflit libanais

Georges Corm présente une analyse claire et lucide des facteurs déterminants et des éléments spécifiques du conflit au Liban. Il introduit dans sa réflexion deux dimensions trop rares dans les analyses de cette guerre : la sociologie historique d'une part, la philosophie politique de l'autre. *Le Monde*

Un ouvrage d'analyse qui est un plaidoyer pour le Liban de tous les Libanais. Un livre qui dérange et même une guerre impitoyable aux clichés redoutables. *Le Figaro*

Éditions La Découverte

هكذا من الاصل

Europe

ESPAGNE

L'accord a été conclu
socialistes et nationalistes pour
la formation du gouvernement.

... Le Monde • Mardi 24 février 1987 5

LA FRANCE MISE SUR SON COMMERCE EXTERIEUR.

NOUS EXPORTONS 66% DE NOTRE PRODUCTION.

Moulinex, par son dynamisme à l'exportation,
contribue activement au redressement de la
balance commerciale de la France.

Sur un chiffre d'affaires total de 3,3 Milliards
de Francs, 2,2 Milliards sont réalisés sur les
marchés étrangers.

Deux criminels de guerre
richement leur mise en scène

Mariette P...
le droit d'...

Moulinex
QUI DIT MIEUX!

هذا من الاول

i
r
t
r
ce
s,
pe

is
lle
xii
as
en
re

le
in-
ve
en
re
à
ue
il
us
pe,
us
sur
vif-
le
et
la
nis
tés
de
s,
tén
me
lui
le
ait
ste
ces
sp-

ait
t le
m-
le
de
ar-
ide

ite
une
un-
mri
jes
dia
mri
sur
tre
qui
tre
pe-
sta
ne
apo
crof

ps
à
du
sur
un
ro-
dja
ns,
ele
nt,
lus
et
hui
qui
ms

, la
s à
es
ro-
au

dis-
on
ar-
ion
so-
de
res
sti-
ces
en
les
rio-

502 من الامم

Europe

URSS

La « Pravda » réplique vivement à M. Malhuret

MOSCOU
de notre correspondant

Le titre du *Figaro* « Le cirque de Moscou », à propos du forum international qui a eu lieu du 14 au 16 février dernier dans la capitale soviétique, n'a visiblement pas plu au correspondant de la *Pravda* à Paris, M. Bolchakov. Ce dernier n'a pas apprécié davantage les propos sceptiques, voire caustiques, exprimés sur le même événement par M. Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme (le *Monde* du 19 février).

La *Pravda* a donc publié, samedi 21 février, une « réplique » de M. Bolchakov intitulée « Le cirque de monsieur Malhuret ». Le titre dit tout.

« Il serait naïf d'espérer que tous les représentants des milieux dirigeants français se félicitent des changements qui s'opèrent en Union soviétique », écrit la *Pravda*. « Tout le monde n'a pas vu d'un bon œil le forum pour un monde sans armes nucléaires, mais la réaction a été dans l'ensemble bienveillante. »

« On ne peut pas en dire autant de M. Malhuret », poursuit le correspondant de la *Pravda*, citant les réflexions du secrétaire d'Etat. M. Malhuret a commis la faute majeure. Affirmer que le forum était un « spectacle », ce n'était pas bien, mais pas encore. Le secré-

taire d'Etat est allé plus loin. Il a prononcé, selon la *Pravda*, des « attaques personnelles » (le lecteur soviétique ne saura jamais lesquelles) à l'encontre de la « direction soviétique ».

« M. Malhuret s'est comporté comme un clown dans le cirque de la propagande, et non comme un homme d'Etat », écrit encore M. Bolchakov. Il lui faudrait défendre les droits de l'homme en France et non ailleurs. Car le secrétaire d'Etat « a de quoi s'occuper chez lui où l'on recense quelque trois millions de chômeurs, des millions de personnes qui vivent au-dessous du seuil de la pauvreté et des dizaines de milliers de sans-abri. »

La *Pravda* conclut qu'il faut « balayer devant sa propre porte ». Au-delà de la polémique, qui est d'un grand classicisme, on retiendra que Moscou n'a pas modifié sa conception des droits de l'homme, qui restent en URSS le droit au travail, au logement, à la santé, etc. M. Gorbatchev y a ajouté spectaculaire le « droit à la vie », estimant que le péril nucléaire est le plus grand des maux. Ces rappels sont peut-être utiles au moment où la diplomatie soviétique travaille, le forum à peine terminé, à faire convoquer à Moscou une « conférence internationale » sur les droits de l'homme.

D. Dh.

Défenseur des droits de l'homme

Le général Grigorenko est mort à New-York

New-York (AFP). — Le général Piotr Grigorenko, défenseur des droits de l'homme, qui avait été déchu de sa citoyenneté soviétique en 1979, est décédé, samedi 21 février à New-York, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, a annoncé, dimanche, son fils Andrew.

Officier général pendant la deuxième guerre mondiale, il s'était engagé dans la lutte pour les droits de l'homme en URSS pendant les années 70. Il avait notamment fondé les groupes ukrainiens et moscovites de surveillance des accords d'Helsinki et avait pris la défense des minorités tatar et ukrainienne, ce

qui lui avait valu d'être emprisonné à deux reprises.

Il était venu aux Etats-Unis en 1979 pour rendre visite à un de ses cinq fils installé dans ce pays et y suivre un traitement de la prostate. Pendant son séjour, les autorités soviétiques avaient ensuite annulé son visa de retour, ce qui revenait à le déchoir de fait de la citoyenneté soviétique, à l'indiqué son fils.

Installé aux Etats-Unis, le général Grigorenko avait poursuivi son action en faveur des droits de l'homme en URSS. — (AFP.)

Andreï Sakharov s'inquiète du sort de prisonniers non libérés

Moscou. — L'académicien Andreï Sakharov et son épouse Elena Bonner ont exprimé, dimanche 22 février, leur préoccupation à l'égard de certains dissidents, comme Guenrik Altounian, qui n'ont pas été libérés, apparemment parce qu'ils refusent de signer un engagement à « cesser leurs activités antisoviétiques ».

Au cours d'une conférence de presse à son domicile, M. Sakharov a indiqué qu'il disposait à présent d'une « centaine » de noms de détenus politiques récemment libérés de prison après avoir bénéficié de mesures de grâce ou d'une remise de peine.

Le fils de M. Altounian, Alexandre Altounian, qui se trouvait chez les Sakharov, a indiqué que son père, condamné en 1981 à sept ans de camp suivi de cinq ans de rélegation pour « propagande antisoviétique », avait été transféré il y a un mois du camp de Barachevo (Moldavie, centre de la Russie) dans une prison de Khar'kov (Ukraine), d'où il est originaire.

Vendredi 20 février, Alexandre Altounian est allé voir un responsable du ministère public, M. Oviche-

rov, qui lui a expliqué que les mesures actuelles n'étaient pas des mesures de réhabilitation ni d'amnistie, que son père restait un criminel et que, s'il voulait bénéficier d'une libération anticipée, il devait s'engager à « cesser ses activités antisoviétiques ».

Le lendemain, la famille de M. Altounian a reçu une lettre de lui, depuis la prison de Khar'kov, dans laquelle il indiquait qu'il s'était adressé au Soviet suprême de l'URSS. Il précise qu'il ne veut pas signer l'engagement à « cesser ses activités antisoviétiques et antisociales » car il considère qu'il n'en a jamais eues et que le terme « antisocial » est trop vague.

Selon M^{me} Bonner, des dissidents comme Anastoli Koriagin ou Iossif Begun ont été libérés, bien qu'ils aient refusé de signer l'engagement demandé, parce qu'ils ont demandé d'être relâchés depuis longtemps. Mais elle a cité le cas de deux autres dissidents, Alexeï Smirnov et Valeri Senderov, qui sont actuellement toujours détenus à la prison de Lefortovo et se trouvent dans la même situation qu'Altounian. — (AFP.)

Selon le général Jaruzelski

Les changements en Union soviétique « coupent le souffle » aux Polonais

Varsovie (AFP). — Le général Jaruzelski, premier secrétaire du Parti communiste polonais (POUP), a rendu, dimanche 22 février, un vibrant hommage au numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev et a fait l'éloge de sa politique de réformes.

Dans un discours prononcé à Varsovie devant des cadres du parti et diffusé par l'agence PAP, le général s'est félicité des « changements historiques » intervenant en Union soviétique et qui, selon lui, « coupent le souffle » aux Polonais.

« Les scléroses politiques, et qui, par contre, renforce dans leurs convictions les gens honnêtes, travailleurs, entrepreneurs et simples. »

Affirmant que la Pologne « emprunte la même voie » que l'Union soviétique, le numéro un polonais a ajouté : « Nous appuyons tout ce que fait Mikhaïl Gorbatchev dans l'énergie, le courage et la vision des choses méritent la profonde sympathie des Polonais. »

« La voie empruntée par Mikhaïl Gorbatchev est sans retour, elle ne dilue pas le socialisme, mais s'oppose à sa momification, ce qui ne fait que le renforcer », a conclu le général Jaruzelski.

Amériques

ETATS-UNIS : le secrétaire général de la Maison-Blanche et l'« Irangate »

La démission de M. Donald Regan est désormais très probable

Semaine importante dans l'affaire de l'« Irangate » : c'est jeudi 26 février que doit être rendu public le rapport de la commission Tower, mise en place par le président Reagan en décembre dernier pour enquêter sur les conditions de ventes d'armes américaines à l'Iran à partir de 1985 et le détournement d'une partie des revenus provenant de ces opérations au profit des « contras » nicaraguayens.

A l'approche de la publication des conclusions de cette commission, dont le porte-parole de la Maison-Blanche a déjà dit qu'elles seraient « très critiques et très dures », l'état se resserre autour du secrétaire général de la Maison-Blanche, M. Donald Regan, soupçonné d'avoir voulu maquiller un certain nombre de faits pour éviter que le scandale n'éclabousse la présidence. La situation personnelle de M. Regan se serait dégradée au point que plusieurs organes d'information américains ont cru possible d'annoncer, dimanche, sa prochaine démission, peut-être dans le courant de la semaine.

Ainsi, la chaîne de télévision NBC a indiqué que le président Reagan avait pris la décision de se séparer de son secrétaire général. Aggravant son cas, ce dernier est, depuis quelques jours, en conflit ouvert avec M^{me} Nancy Reagan avec laquelle il aurait eu par deux fois des conversations téléphoniques orageuses, allant jusqu'à lui reprocher au nez. M^{me} Reagan, selon des sources proches, aurait demandé il y a déjà un certain temps à son mari de se débarrasser de ce collaborateur qu'elle n'a jamais vraiment porté dans son cœur. Pour le *Washington Post*, en tout cas, l'affaire est quasiment entendue. Le

quotidien de la capitale fédérale titrait son édition dominicale : « Regan semble avoir perdu la bataille pour sa place ». Déjà les noms de successeurs sont avancés. Le plus souvent prononcé est celui de M. Drew Lewis, ancien secrétaire aux transports.

Destruction de documents

Le *Washington Post* a également révélé, dimanche, que le lieutenant-colonel North, ancien membre du Conseil national de sécurité, avait

North aurait agi pour se conformer à une « consigne » de M. Donald Regan demandant de « protéger le président ».

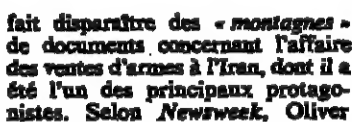
La destruction de ces documents a été confirmée par la secrétaire de M. North, M^{me} Fawn Hall, qui a bénéficié au début du mois de l'immunité judiciaire de la part du procureur indépendant nommé pour enquêter sur cette affaire, M. Lawrence Walsh. C'est le 21 novembre dernier que le lieutenant-colonel, aidé de M^{me} Hall, aurait fait disparaître toute une série de messages et de documents clés quelques heures seulement avant que des fonction-

s'agissait-il d'« un cas évident d'obstruction à la justice ». Toutefois, certains documents ont pu être retrouvés dans les mémoires des ordinateurs du Conseil national de sécurité et la commission Tower aurait pu en prendre connaissance.

Un autre ancien membre du Conseil national de sécurité, M. McFarlane, qui dirigeait cet organisme d'octobre à décembre 1985, a réaffirmé, samedi, que le président Reagan avait autorisé la première livraison clandestine d'armes à l'Iran par Israël en août 1985. Interrogé par la commission Tower pendant trois heures, M. McFarlane n'est pas revenu à ce sujet sur de précédentes déclarations faites devant le Congrès. L'ancien conseiller de M. Reagan séjourne actuellement à l'hôpital naval de Bethesda, où il a été admis le 9 février à la suite de l'absorption d'une trop forte quantité de tranquillisants.

Le président Reagan avait d'abord indiqué à la commission Tower avoir autorisé cette livraison d'armes. Mais il avait modifié sa déposition au cours d'une deuxième audition avec la commission, après s'être entretenu de cette question avec le secrétaire général de la Maison-Blanche, M. Donald Regan. Ce dernier avait, de son côté, déclaré au Congrès que le président n'avait pas autorisé cette vente d'armes.

Par ailleurs, la Maison-Blanche a démenti, dimanche, une information publiée dans le *New York Times*, selon laquelle les Etats-Unis avaient cherché à tuer le colonel Kadhafi lors du bombardement de Tripoli en avril 1986. « Les bombes qui sont tombées sur la résidence de Kadhafi visaient des casernes situées à 200 mètres », a déclaré un porte-parole. — (AFP, Reuters.)



fait disparaître des « montagnes » de documents concernant l'affaire des ventes d'armes à l'Iran, dit-il a été l'un des principaux protagonistes. Selon *Newsweek*, Oliver

COLOMBIE : un colloque international sur les « disparus »

Le pouvoir rampant des militaires

La loi du « point final », qui devait entrer en vigueur dimanche 22 février en Argentine, porte prescription de toutes les violations des droits de l'homme commises au cours de la dictature militaire. Elle permet d'accéder — avant d'y mettre un terme — les procédures judiciaires déjà engagées contre les militaires accusés de ces délits. Leur procès devra avoir lieu dans un délai de soixante jours à compter de la promulgation de la loi. En principe, les officiers qui ne figurent pas sur les

listes dressées par les tribunaux avant cette date ne pourront pas faire l'objet de poursuites.

Le vote de cette loi, présentée par le président argentin Raúl Alfonsín, a provoqué de nombreuses réactions indignées des associations de défense des droits de l'homme. Une délegation des mères de la place de Mai et une association des familles de disparus effectuent en ce moment une tournée européenne pour

dénoncer ce qu'elles estiment être une amnistie. Plus d'une dizaine de milliers de personnes ont manifesté à la fin de la semaine dernière à Buenos-Aires pour s'opposer à ce texte, qui provoque ainsi la colère des militaires, plusieurs chambres fédérales ayant engagé des poursuites judiciaires contre cent cinquante d'entre eux.

A Bogota, un récent colloque a examiné le problème des disparitions en Amérique latine.

poler la formule employée au colloque de Paris, en février 1981, par le juriste français Nicole Questiaux : « Les trois armes, dans la lutte contre les disparitions restent la vérité des faits, la force du droit et la volonté d'aller jusqu'au bout. »

MARCEL NIEDERGAANG.

(1) Collectif d'avocats dirigé par le Dr Eduardo Uman.

BOGOTA de notre envoyé spécial

Les « disparus » : on les met entre guillemets, car il subsiste un doute, une faible doute qu'ils puissent encore être vivants. Mais on n'y croit guère. Les disparus, enlevés dans la plupart des cas par des commandos militaires en civil, reviennent rarement des prisons clandestines, des salles d'interrogatoires « poussés », de camps de détention, des voyages à l'itinéraire kaïfakien, de l'exil intérieur. Pour les familles s'obstinent, manifestent, réclament des preuves, au moins la trace d'une tombe.

Comme les « mères de la place de Mai », qui ne font plus recette à Buenos-Aires, mais qui n'acceptent pas la politique dite de « point final » du gouvernement Alfonsín. Comme les militants du GAM (Groupe d'appui mutuel) du Guatemala, le « pays des veuves et des orphelins ». Cent mille exécutions et au moins trente mille disparus, selon des sources religieuses, au Guatemala depuis plus de trois décennies que la guerre interne se poursuit avec de brèves parenthèses. Et il n'est pas certain que l'actuel président démocrate-chrétien Vinicio Cerezo puisse, malgré sa bonne volonté, pacifier réellement son pays.

Comme en Colombie, où un collectif d'avocats dynamiques et indépendants réclame que la lumière soit faite sur les disparus du palais de justice de Bogota, occupé en novembre 1985 par un commando du M-19 et pris d'assaut par l'armée. Bilan : une centaine de morts, dont une douzaine de magistrats. Ce même collectif — en collaboration avec une organisation humanitaire hollandaise — a récemment organisé à Bogota un colloque sur le problème des « disparitions forcées » à travers le monde (1). Car le drame n'est pas proprement latino-américain, même s'il a pris des proportions et une portée exceptionnelles dans cette région du monde. On « disparaît » aussi en Asie, en Afrique, au Proche-Orient.

Des personnalités d'Amérique du Nord et du Sud, mais aussi d'Europe et d'Asie, étaient présentes à ce colloque : juristes, avocats, experts internationaux, universitaires, sociologues. Ils ont déploré la banalisation de la disparition et de l'enlèvement, pour des raisons politiques ou de droit commun. Au Guatemala, en 1986, année du retour

des civils au pouvoir, on a encore dénombré officiellement soixante-dix disparitions. L'illustration d'un thème de méditation pour toute l'Amérique latine : les forces armées continuent, directement ou indirectement, d'être un facteur de pouvoir, même dans les pays — et ils sont aujourd'hui la grande majorité — où la démocratie et le gouvernement des civils ont été au moins formellement rétablis.

« Mais que faire face à ce pouvoir militaire rampant, obéissant, mal installé dans les coulisses de l'Etat, ou bien rampant et suffisant, qui refuse les lois civiles au nom de l'honneur de l'institution » ou, plus vaguement, de la « sécurité nationale » ? « La justice militaire », écrit le journal uruguayen *Brecha*, est à la justice ce que la musique militaire est à la musique... »

Le colloque de Bogota a été solennellement inauguré par le procureur général de la nation, M. Carlos Mauro Hoyos. Un signe que le gouvernement de M. Virgilio Barco a la ferme intention de lutter contre la recrudescence inquiétante des enlèvements et des disparitions, et de tenter de mettre aussi à la raison les seigneurs de la mafia de la drogue, responsables d'une notable partie de la criminalité organisée. « Il faut tout faire », a dit le ministre colombien de la justice, M. Monroy. Il faut tout faire pour éclaircir les cas de disparition, et d'abord renforcer l'autorité et l'autonomie des juges... »

Etablir un véritable Etat de droit : la formule a séduit pour l'instant. Pour le passé. « Les disparus », dit un délégué bolivien, sont sans doute morts. Mais ce n'est pas à nous de le dire. Nous n'allons pas réclamer des cadavres... » Conscients de se battre contre un mur — et préoccupés par le renouveau fréquent des partis politiques face au pouvoir des militaires, — les participants ont souhaité aller plus loin. MM. Matamoros (Argentine) et Philippe Texier (France) ont fait approuver à l'unanimité un projet de résolution visant à corriger et à améliorer les textes déjà adoptés par les Nations unies. Mais il est évident que la nécessité d'informer et d'alerter les opinions publiques sur la gravité et l'ampleur des disparitions reste entière.

Bataille difficile et généreuse. « A Cordoba », constate avec amertume M^{me} Martinez, présidente de Justice et Paix, d'Argentine, une dizaine d'avocats seulement s'intéressent aux droits de l'homme. Et de rap-

porter la formule employée au colloque de Paris, en février 1981, par le juriste français Nicole Questiaux : « Les trois armes, dans la lutte contre les disparitions restent la vérité des faits, la force du droit et la volonté d'aller jusqu'au bout. »

MARCEL NIEDERGAANG.

(1) Collectif d'avocats dirigé par le Dr Eduardo Uman.

Asie

INDE

Les entretiens de M. Gandhi avec le président Zia sont jugés positifs

New-Delhi. — Le premier ministre indien Rajiv Gandhi et le président pakistanais Mohammad Zia Ul-Haq ont tenu deux jours, dimanche 22 février, que leurs entretiens du matin même et de la veille à New-Delhi permettraient de réduire la tension à la frontière entre leurs deux pays (le *Monde* du 20 février). Interrogé sur les causes de cette tension, le général Zia Ul-Haq a répondu : « Les choses importantes, c'est que nous avons pu la résoudre ». Pour sa part, M. Gandhi a indiqué que le « malentendu » provoqué par les concentrations de troupes pakistanaises et les contre-mesures prises par l'Inde avait pu être dissipé.

Le président pakistanais était arrivé samedi en Inde pour une visite qualifiée de « diplomatique d'érudit ». Il a, en effet, assisté à un match entre les deux équipes nationales dimanche à Jaipur. Selon un porte-parole indien, le général Zia Ul-Haq et M. Gandhi se sont également mis d'accord pour améliorer le processus de normalisation par la promotion des liens culturels et commerciaux. Les deux pays, qui se sont combattus trois fois depuis leur indépendance en 1947, ont signé le 4 février un accord de non-agression qui prévoit le retrait des troupes des frontières. — (AFP.)

Controverses sur l'outre-mer

« C'est le président de la République qui met le feu aux poudres »
affirme M^{me} Lucette Michaux-Chevry

Sarcelles, ville antillaise et ville francophone. La raison du débat organisé vendredi soir, 20 février, dans une salle du Forum des Châtelliers était double. Le thème : Sarcelles et l'outre-mer. L'invitée : M^{me} Lucette Michaux-Chevry, secrétaire d'Etat chargée de la francophonie, et elle-même originaire de la Guadeloupe.

Les organisateurs : M. Raymond Lamotte, maire de Sarcelles et conseiller général (RPR), et le comité d'action et de participation des Français d'outre-mer vivant en métropole (CAFFOM) présidé par M. Denis Anguine, adjoint au maire de Maisons-Alfort (Val-de-Marne) et Antillais lui-même. Sur cinquante mille habitants, la ville de Sarcelles compte en effet neuf mille Antillais - soit, en importance, la deuxième ville de métropole après Paris - et soixante-trois ethnies, originaires de Pondichéry au Cambodge, avec 13 % d'étrangers, dont 7,7 % naturalisés français.

C'est donc en famille que s'est déroulée la réunion devant quelques trois cents à quatre cents convives à majorité antillaise. Une réunion haute en couleur avec musique, madras, danses et folklore, mais qui n'a pas été exempte de discours et de diatribes politiques contre la gauche. La Nouvelle-Calédonie était bien évidemment au cœur du débat. M^{me} Michaux-Chevry a tout d'abord violemment critiqué l'ancien gouvernement, qui avait envoyé M. Pisani donner l'indépendance sans tenir compte des aspirations profondes des différents peuples de la Nouvelle-Calédonie.

M. Chirac aime « le piment de la force »
Auparavant, louant M. Jacques Chirac, qui a « replacé l'outre-mer à la place qu'il doit avoir », M^{me} Michaux-Chevry avait parlé de son ministère - « la francophonie c'est l'expression de la langue » - et rappelé que le premier ministre avait choisi « une femme d'outre-mer pour défendre une partie du patrimoine culturel de la France ».

« Je n'entends nullement imiter l'accent parisien, a-t-elle dit, j'entends conserver l'accent de mon terroir, qui est une racine profonde. L'unité nationale se retrouve dans cette différence. »

Puis M^{me} Michaux-Chevry s'est adressée exclusivement à ses « frères et sœurs » : « Décolonisons-nous, pardons nos complexes. Nous sommes des hommes comme les autres, capables de nous insérer dans la vie sociale. Ne croyez pas que nos problèmes ne sont liés qu'à la couleur de la peau. Un homme ne veut pas parce qu'il est noir, blanc ou rouge, mais parce qu'il l'est. »

Il s'ensuivit un échange de mots assez vifs qui devait pendant quelques minutes refroidir l'assistance. « En 1956, a répondu le secrétaire d'Etat, les socialistes étaient pour la départementalisation et, en 1979, le parti a fait allégeance aux forces indépendantistes. Je l'ai quitté à ce moment-là... »

« Je ne bats pas le feu de la gauche, a-t-il dit, mais je bats le feu de la droite. Je ne bats pas le feu de la gauche, a-t-il dit, mais je bats le feu de la droite. Je ne bats pas le feu de la gauche, a-t-il dit, mais je bats le feu de la droite. »

JACQUELINE MEILLON.

« C'est un véritable partenariat qu'il faut organiser avec les DOM »
nous déclarent MM. Soisson et Laventure

A la suite du voyage aux Antilles de M. Bernard Pons (RPR), ministre des DOM-TOM, le député national de l'UDF pour l'outre-mer, M. Jean-Pierre Soisson, député de l'Yonne, et le député de l'UDF en Martinique, M. Miguel Laventure, conseiller général de Fort-de-France, nous ont déclaré ce qui suit.

Aucune politique ne saurait être de grande portée ou d'effet durable, si elle n'est pas avant tout un projet culturel, c'est-à-dire une attitude de l'esprit et une conception d'ensemble de la société. Cela est particulièrement évident pour les départements d'outre-mer qui gagneraient pourtant beaucoup à voir tous ceux qui détiennent une part de pouvoir à leur égard, s'en souvenir à chaque instant.

Il ne s'agit plus pour eux d'être seulement des « vitrines » de la France ou de l'Europe, positions passives d'expression d'une réalité qui ne leur est pas spécifique mais qui, venant du centre, se manifeste jusque dans les périphéries lointaines. Il importe désormais pour les DOM d'être des acteurs volontaires et diligents dans les secteurs qui leur sont propres, pour le compte certes de la France et de l'Europe, mais bénéficiant de tout ce qu'elles peuvent mettre en œuvre : finances, technologies, influence et

autorité, marchés potentiels de développement.

Ainsi en matière, par exemple, de médecine tropicale, d'agronomie tropicale, d'aquaculture en eau chaude, d'énergie solaire ou thermique des mers, il est urgent de voir clairement affirmés les responsabilités dont seraient investies les DOM où existent déjà des équipes souvent très compétentes, des équipements modernes, et surtout la volonté très forte de conduire au plus haut niveau d'efficacité et de résultats, des programmes dont les finalités nationales ou internationales seraient officiellement reconnues.

Cela va bien au-delà de la sous-traitance à des unités locales de fractions de projets élaborés dans leur globalité par des instituts nationaux dont les instances de décision sont strictement hexagonales pour ne pas dire rigoureusement parisiennes.

C'est un véritable partenariat qui peut s'organiser sur la base de la reconnaissance dans les DOM d'une capacité d'initiative, d'expertise et d'actions opérationnelles, sanctionnée par une obligation des résultats contractuellement définie.

Cette approche nouvelle permettrait de libérer des énergies et des talents qui ne disposent pas aujourd'hui des espaces utiles.

Elle devient particulièrement féconde, appliquée au domaine de la coopération internationale. Par essence, celle-ci procède de la souveraineté nationale mais par l'effet d'un court-circuit pervers, à moins qu'il ne s'agisse d'une frilosité administrative, certains traduisent et comprennent de manière étriquée par responsabilité parisienne. La nation se résumerait-elle à une structure parisienne ? Pourquoi la souveraineté nationale ne serait-elle pas aussi pleinement exprimée à la périphérie et notamment dans les départements d'outre-mer ?

Faut-il de grandes démonstrations pour comprendre qu'il est plus aisé, plus efficace, plus utile, plus logique d'organiser la coopération française et européenne avec la Caraïbe à partir de la Martinique et de la Guadeloupe ? Qu'attend-on pour faire participer résolument ces deux départements français dans la grande affaire que peut être la coopération avec Haiti où six millions d'habitants s'impacitent depuis un an ?

Comment ne pas immédiatement admettre que, dans ce pays créole, où la presque totalité de la population est analphabète, les points de rencontre culturels sont des Guadeloupéens et des Martiniquais presque les intervenants obligés d'une coopération française et européenne dans une zone où la volonté anglo-saxonne peut très rapidement s'imposer ?

Qu'il y a-t-il de plus évident que la nécessité de prendre appui sur les moyens disponibles dans les départements français des Antilles (universités, centres de recherches, moyens sanitaires et hospitaliers, organismes multiples de formation, instruments statistiques, institutions financières...) pour réussir la coopération dans la Caraïbe ?

N'est-ce pas la logique de la décentralisation qu'assemblent les départements français des Antilles (universités, centres de recherches, moyens sanitaires et hospitaliers, organismes multiples de formation, instruments statistiques, institutions financières...) pour réussir la coopération dans la Caraïbe ?

N'est-ce pas la logique de la décentralisation qu'assemblent les départements français des Antilles (universités, centres de recherches, moyens sanitaires et hospitaliers, organismes multiples de formation, instruments statistiques, institutions financières...) pour réussir la coopération dans la Caraïbe ?

Voilà qui peut constituer une nouvelle espérance pour les populations de tous les départements d'outre-mer. Car, non seulement des opportunités nouvelles apparaissent ainsi en termes d'emplois, de créations de richesses, de renforcement des échanges de toute nature, etc., mais surtout un nouveau positionnement des DOM peut ainsi s'organiser. Devenir partie prenante d'un développement international, ils y apporteront leurs contributions propres puisant dans leurs propres valeurs et s'enrichissant dans la dialectique de la coopération.

Acteurs directs dans leur environnement et procédant des possibilités que peut offrir une grande nation et même l'Europe, ils pourraient jouer un rôle qui respecte leur authenticité au lieu de la dénaturer, et leur offre un espace d'initiative au lieu d'être les destinataires en bout de ligne des impulsions centrales.

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Longuet : les libéraux n'ont pas d'états d'âme

Invité, le dimanche 22 février, du « Grand Jury RTL-le Monde », M. Giscard d'Estaing a répondu à la question posée par M. Giscard d'Estaing : « une réflexion approfondie » sur les institutions.

« Je pense, a-t-il déclaré, que M. Giscard d'Estaing a raison de poser le problème mais qu'il le fait avec un petit peu de malice en disant qu'il s'agit seulement de changer un mot. (...) Je souhaite dans cette affaire que l'on aille au fond du problème. Une Constitution comme la nôtre comporte deux piliers : un pôle « stabilité » avec l'autorité du président et un pôle « contact avec l'opinion », le Parlement. Pour l'instant le balancier est du côté de la stabilité et l'opinion française a parfois l'impression de ne pas pouvoir assez s'exprimer.

Concernant le rendez-vous présidentiel de 1988, M. Longuet a indiqué qu'il avait « ses préférences » mais qu'il voulait attendre « le moment venu » pour exprimer sa préférence. Concrètement être « un peu en retrait » par rapport à une candidature de M. François Léotard, le secrétaire d'Etat auprès du ministre des P et T entend s'adonner exclusivement à sa tâche ministérielle.

« Quelle que soit ma passion pour le libéralisme ou pour François Léotard, je préfère être utile à mon pays en faisant progresser les dossiers, en poussant les chartes dont j'ai la responsabilité. »

Notant que le premier ministre « n'a jamais refusé à quiconque le droit de s'exprimer au sein du gouvernement », M. Longuet a déclaré que ses amis libéraux et lui « se sentent bien » au sein de ce gouvernement. « On n'a pas d'états d'âme dans ce gouvernement, on pousse nos wagons tranquillement et on marque des points (...). La bande à Léo, cela n'existe plus. C'est vraiment une équipe libérale, et cette équipe veut apporter au gouvernement et à sa majorité un public nouveau. »

A propos du dossier néo-calédonien, M. Longuet estime que le président de la République « aurait dû se taire (...), peut-être contre ses convictions mais dans l'intérêt du pays, pour donner de la France l'image d'un pays rassemblé autour d'une majorité (...). Je trouve que le président de la République a pris une initiative très forte en affaiblissant notre pays devant l'opinion mondiale, et je regrette cette déclaration. »

Rendant hommage au député RPR du territoire, M. Jacques Lafleur, « un homme d'un très large acméisme », M. Longuet a souligné que les libéraux étaient « solidaires de la façon dont le RPR conduit les affaires des départements et territoires d'outre-mer. »

L'état de l'opinion

La cohabitation en négatif, selon la SOFRES...

Décidément, la cohabitation n'a plus le vent en poupe et ses deux protagonistes placent davantage de cette expérience qu'ils n'en tirent bénéfice. Au moins dans les sondages. Ainsi 47 % des personnes interrogées estiment que la cohabitation entre MM. François Mitterrand et Jacques Chirac constitue « une période plutôt négative pour la France », 36 % considérant qu'il s'agit d'une expérience positive, selon les résultats du sondage réalisé par la SOFRES et publié, le lundi 23 février, dans l'hebdomadaire le Point (1). En décembre dernier, 56 % des consultés émettaient un jugement positif sur la cohabitation, tandis que 29 % s'en déclaraient mécontents.

Conséquence de ce renversement de l'opinion, MM. Mitterrand et Chirac ne sont plus les grands vainqueurs de cette période. A la question « A qui profite la cohabitation ? », 40 % des personnes interrogées considèrent qu'il s'agit de... M. Raymond Barre, 29 % penchent en faveur de M. Mitterrand, 18 % estiment que M. Chirac en est le plus grand bénéficiaire. En décembre, les résultats étaient à l'inverse, puisque le premier ministre recueillait 43 % des suffrages, le président de la République 42 %, et le député du Rhône 14 %.

Si les Français sont partagés sur le bon fonctionnement de cette expérience (son déroulement étant critiqué de 45 % d'avis favorables et de 45 % d'opinions négatives), ils ne sont pas si divisés de ce qui concerne l'institutionnelle, puisque 65 % d'entre eux espèrent que la cohabitation durera jusqu'en avril 1988, 26 % souhaitant l'organisation d'une élection présidentielle anticipée.

...M. Chirac aussi, selon FIOP

Si cette coexistence traverse une mauvaise passe dans l'opinion, les hommes politiques sont, ce mois-ci, cotés à la hausse, selon le baromètre réalisé par FIOP et publié, le dimanche 22 février, dans le Journal du dimanche (2). La moisson a essentiellement profité à MM. Valéry Giscard d'Estaing (42 % d'avis favorables) et François Léotard (47 % de bonnes opinions) qui réalisent tous deux un gain de 3 points par rapport au mois de janvier. M. Michel Rocard et Laurent Fabius, qui recueillent respectivement 52 % et 40 % d'avis positifs, enregistrent pour leur part une hausse de 3 points.

Le chef de l'Etat, de son côté, amène de 2 points sa cote de popularité et est crédité de 52 % de bonnes opinions, 35 % (au lieu de 34 % en janvier) des personnes interrogées se déclarant mécontentes de lui. Enfin, avec 56 % d'avis favorables, M. Barre reste stable, de même que M. Chirac qui recueille, comme le mois dernier, 39 % de bonnes opinions. Néanmoins, 48 % (au lieu de 45 %) des consultés ont

M. Tardito nouveau maire d'Anabagne

M. Jean Tardito (PCF) a été élu, le vendredi 20 février, maire d'Anabagne (Bouches-du-Rhône), en remplacement de M. Edmond Garcia (PCF) qui occupait ce poste depuis 1965. Ce dernier s'était déclaré, le 13 février, « dans l'obligation de renoncer à ses fonctions de maire » pour des « raisons personnelles et de santé ». En ajoutant : « C'est en pleine accord avec moi parti que j'ai décidé de ne plus assumer mes fonctions de maire. Il n'y a pas de problème politique. »

[Né le 19 décembre 1933 à La Ciotat (Bouches-du-Rhône), M. Jean Tardito, instituteur puis professeur, est élu conseiller municipal d'Anabagne en 1965 sur la liste conduite par M. Edmond Garcia. Constatant réçu depuis, il est nommé adjoint en 1977, puis premier adjoint en 1981. Il est conseiller général du canton d'Anabagne depuis 1976.]

■ Pas-de-Calais : une élection annulée. - Le conseil d'Etat a confirmé, dans une décision en date du 20 février, l'annulation par le tribunal administratif de Lille de l'élection de M. Léon Fatous, maire socialiste d'Arras, au conseil général du Pas-de-Calais.

Lors des cantonales de mars 1985, M. Fatous n'avait devancé son concurrent RPR, le docteur Henri Leduc, que de 23 voix dans le canton d'Arras-Ouest. Devant le tribunal administratif, il lui était reproché d'avoir utilisé sa fonction de président de l'office départemental HLM du Pas-de-Calais lors de la campagne électorale. Le tribunal administratif avait décidé l'annulation de son élection. Devant le Conseil d'Etat, le commissaire du gouvernement s'était prononcé au contraire pour la confirmation de l'élection mais il n'a pas été suivi par les juges.

Les électeurs du canton d'Arras-Ouest retourneront aux urnes. M. Fatous ne devrait pas se représenter, ne pouvant le faire en raison de la loi sur le cumul des mandats. - (Corresp.)

La lettre d'information de Michel Rocard



CONVAINCRE

20 numéros par an, au tarif de 150 F abonnement normal et à partir de 500 F abonnement de soutien.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Envoyez ce bon avec votre règlement sous enveloppe affranchie à : CONVAINCRE, 266 bd Saint-Germain 75007 PARIS

صكنا من الاميل

L'arrestation à Vitry-aux-Loges

Le compliment, cependant, n'est pas sans sous-entendus. Un succès policier éclatant profit-

Une chronique

36.15 **TAPEZ LEMONDE**

Société

des quatre principaux responsables d'Action directe

tant inévitablement aux responsables politiques en place. M. Mitterrand a tenu à souligner le « travail de plusieurs années » qui aurait permis ce résultat. De fait, divers responsables socialistes n'ont pas manqué de s'expliquer durant la journée de dimanche, afin de ne pas laisser à la majorité le privilège solitaire de la réunion. Il est vrai que, s'agissant notamment de Jean-Marc Rouillan et de Nathalie Ménigon, les socialistes devaient réagir au reproche de les avoir remis en liberté en 1981.

Ainsi, dans ce concert de félicitations apparemment consensuelles et excluant d'avance, selon le porte-parole du PS, toute « polémique politique », M. Robert Toubon n'a pas manqué — le premier — de jouer les trouble-fête. Selon le secrétaire général du RPR, « Georges Besse ne serait pas mort s'ils n'avaient pas été libérés ». « M. Pasqua et Pandraud n'auraient pas aujourd'hui à refaire tout ce que M. Defferre

et Joxe ont fait », a-t-il ajouté si (ceux-ci) n'avaient pas démobilié les services spécialisés et conduit une politique très complaisante à l'égard du terrorisme. » Ce à quoi les socialistes rétorquent — sans voix — que les deux policiers responsables des arrestations de samedi, MM. Claude Bardon et Ange Mancini, avaient été nommés à leurs postes avant le 16 mars 1986. Enfin M. Mitterrand n'a pas manqué d'avoir quelques mots pour la grande oubliée de cette

affaire, la gendarmerie, en félicitant aussi les « fonctionnaires militaires ». Une gendarmerie qui, notent quelques mauvaises langues policières, a la responsabilité de la sécurité en zone rurale et qui, pourtant, n'a rien soupçonné de ce qui se tramait dans une ferme isolée, en bordure de la Sarthe. Une ferme où « Robert » et « Nadine », alias Jean-Marc et Nathalie, abritaient, durant trois ans, sans dommages et sans soupçons, leur double vie de campagnards et de terroristes.

de cendres et de sang

deux pays à porter l'estocade au vu de France.

Le défilé prendra forme. Durant plusieurs mois, ces amoureux de la clandestinité se livreront à des attaques à main armée dans diverses banques afin de financer leur « projet révolutionnaire ». Puis viendra l'heure de l'enlèvement, rocambolesque mais bien réel, durant trois semaines, du banquier Angel Bahouth Saïra, magnanime à l'égard de ses prisonniers, et l'heure des attentats en série.

En juillet 1974, le groupe de Rouillan — « Sebas » de son nom de guerre — dépose une bombe sur le toit d'une école voisine du consulat d'Espagne. Elle est décelée avant son explosion : sapeurs-pompiers et policiers s'affairent autour. Onze d'entre-eux, dont certains gravement, seront blessés. Les GARI se mordent les doigts. Ils ne voulaient pas cela, pas de blessés. Mais leurs remords sont stériles. Les pompiers, eux seuls, recevront trois bouteilles de champagne et au mot d'excuses Rouillan n'est déjà plus le combattant au grand cœur qu'il a peut-être été. Son penché est mité.

Un message plein de haine

Au reste, si les premiers blessés ont droit à quelques égards, le ton d'un message adressé au conseil général d'Espagne à Toulouse charrie la haine : « *Cherbourg, aujourd'hui nous mettrons la voiture pour vous montrer, à toi et à ton gouvernement, que nous avons des armes et sommes prêts à nous en servir.* » Ce « *charoïte* » — il ne respire-t-il pas, avec treize ans d'avance, le style halluciné et froid du dernier communiqué d'Action directe s'est prêté à « la liste Georges Besson ? »

L'avenir des GARI s'achève en prison. Jean-Marc Rouillan, qui a en le temps de reconnaître son enfant, un garçon, sera le dernier arrêté un certain 5 décembre 1974. Si l'on en croit sa carte d'identité, il s'appelle alors Dominique Moran. Le véhicule dans lequel il se trouve transporte trop d'armes pour qu'il ne les ait pas vues. La Cour de sûreté de l'Etat, puis le tribunal de Paris le maintiendront en prison jusqu'en 25 mai 1977. Il en sort un militant mûri dans son militantisme, un guerrier impénétrable. Il n'a pas changé, ou, plutôt, si Jean-Marc Rouillan, marqué à l'origine par les idées du mouvement anarchiste espagnol, gagne les rives plus froides du marxisme-léninisme et finit par se définir comme un « communiste révolutionnaire ».

Sa sortie de prison coïncide précisément avec un bouillonnement de l'ultra-gauche à Paris. Le mouvement autonome italien est à son apogée. Une poignée de Français rêvent d'importer le « modèle ». Jean-Marc Rouillan se fonde dans ce chaudron, renoue avec ses habitudes conspiratrices et rencontre Nathalie Ménigon, sur trame d'affinités autonomes. Peut-être se laisse-t-il aller à rêver à un effondrement de la V^e République. Il n'est question, dans ces milieux, que de renversement de l'Etat, de grands mouvements collectifs d'annexion sur les prix des transports publics, d'EDF.

Nathalie Ménigon y croit. Elle a vingt ans en 1977. Fille d'une famille d'ouvriers de la région parisienne, elle est très proche de la CFDT, qui finira par exclure avec fracas « ses » autonomes. Elle milite à la revue *Camarades*, laquelle puise abondamment son inspiration à Rome, Milan et Padoue. Cela n'est pas incompatible avec Rouillan, mais Rouillan va lui offrir en prime l'action et ses mystères.

Le 22 mars 1978, ce dernier est arrêté avec sept personnes dans un appartement « collectif » de la rue de Belleville, à Paris. Les policiers interrompent une conversation et découvrent un pistolet, deux revolvers et des munitions. Le décor vrai de la prépa-

ration d'un hold-up ou d'un attentat, mais sans preuves. Rouillan est relâché. Un an plus tard, Nathalie Ménigon, lui et quelques autres fondent Action directe.

Assurer son « auto-défense »

De nombreux amis ont fait pression sur Nathalie Ménigon pour qu'elle ne s'engage pas dans l'avenir : « Si tu y vas, tu es foutue ». « Ne déconne pas ». « Tu ne survivras pas avec ces mecs qui discutent pistolet sur la table ». Trop tard, un couple est né. Le 18 mars 1979, elle et lui mitraillent, en plein jour et comme à la parade, le ministère de la coopération. Les enquêteurs reçoivent vingt-neuf impacts de balles dans le fauteuil et les toilettes du bureau du ministre, Robert Galley, qui a quitté son bureau quelques minutes plus tôt.

Jusqu'au 13 septembre 1980, Action directe revendique une quinzaine d'attentats par explosif et de mitraillages. Le groupe ne cherche pas à tuer, mais à démolir le patronat, la politique africaine de la France, la spéculation immobilière, et ainsi de suite. Le groupe ne veut pas tuer mais entend bien assurer son « auto-défense ». Le 19 septembre, les renseignements généraux parviennent à attirer Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon rue Pergolée, à Paris, sous le prétexte fallacieux d'un rendez-vous avec « Carlos ». Rouillan est immédiatement arrêté. Nathalie Ménigon, sur les gardes, dégage et vide sans dommage son chargeur sur les policiers. Deux ans plus tard, un informateur des renseignements généraux, Gabriel Chahine — celui-là même qui avait joué les intermédiaires entre Rouillan et le prétendu « Carlos » — sera assassiné de deux coups de fusil sur le palier de son appartement.

Jean-Marc Rouillan (qui profite de son incarcération pour lire les textes d'André Bauder et d'Ulrich Meinhof), Nathalie Ménigon et tous les autres ne moquent pas en prison. La gauche, en arrivant au pouvoir, veut « remettre les compteurs à zéro ». Rouillan bénéficie de l'amnistie votée par le Parlement ; Ménigon, pour sa part, finit par obtenir une libération pour raisons médicales à la suite d'une grave de la faim.

Il respecterait, six mois, une trêve durant laquelle il s'efforcerait de militer, de convaincre, de recruter. Leurs apocryphes méditations les rejettent définitivement dans la clandestinité.

Rouillan se mue en « militant révolutionnaire international », à savoir anti-américain et anti-Israélien. En août 1982, il revendique, dans un entretien avec le quotidien *Libération*, trois attentats contre des objectifs israéliens et juifs. La même année, Nathalie Ménigon est gravement blessée dans un accident de voiture, alors qu'elle transporte quinze mille affiches appelant à une « manifestation armée » contre le président Reagan lors de sa visite en France. C'est un nouvel activisme, plus dur. Une radicalisation progressive, qui se tempère au contact de groupes terroristes étrangers.

Une jeune fille de bonne famille

En 1982 toujours, Joëlle Aubron apparaît publiquement, pour la première fois, aux côtés de Mohand Hamani. Cette jeune fille de bonne famille a vingt-trois ans. La police lui reproche d'être la locataire d'un box, rue du Borego, à Paris, abritant deux fusils à pompe, sept pistolets mitrailleurs, six pistolets automatiques, deux revolvers, une grenade, etc.

Elle s'en tire bien, disclipe Hamani, qui sera accusé un an plus tard par la police du meurtre de deux policiers avenue Trudaine, et a, depuis, été formé en Libye. Elle raconte gentiment son itinéraire de lycéenne, son bac râté à dix-sept ans, ses petits boulots, ses parents, qu'elle aime bien, et le domicile familial qu'elle a quitté pour aller « squatter ».

Action directe ? Elle jure au tribunal qu'elle ne connaît pas. Mais elle concède faire partie du « mouvement révolutionnaire ». Elle consent même une sortie : « On est marxiste avant d'avoir lu Marx, c'est Régis Delray qui le dit. Je suis communiste ». Elle fera deux ans de prison et épousera, plus tard, Régis Schleicher, l'un des fondateurs d'Action directe, dans sa cellule.

Le groupe Action directe s'est rétréci. Cette famille vit désormais réfugiée, ne sortant que pour le strict nécessaire, toujours sur le qui-vive. Ce qui n'empêche pas une multiplication

des attentats et des contacts internationaux. En 1982 et 1983, Action directe s'associe avec des Italiens et commet une série importante de hold-up, dont certains meurtriers. Dans la foulée, le groupe terroriste se réfugie en Belgique et joue un rôle non négligeable au sein des Cellules communistes combattantes (CCC). En 1985, la Police belge découvre un appartement dans la banlieue de Bruxelles, qui « parle ».

Jean-Marc Rouillan, Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron sont devenus inséparables. Les enquêteurs identifient leurs empreintes digitales dans cette cache et établissent que le trio s'est renforcé de Georges Cipiani, un homme de trente-cinq ans discret, né à Tunis, qui a vécu avec une Allemande et maîtrise parfaitement cette langue. Précisément, l'état-major d'Action directe fusionne avec les terroristes de la Fraction armée rouge ouest-allemande en janvier 1985.

La radicalisation d'Action directe, de proclamée, passe dans les faits. Tuer ou faire tuer devient le métier de ces deux hommes et deux femmes apparemment sagement retirés en Solange où ils boivent beaucoup entre l'excitation de leurs crimes, la rédaction de « résolutions stratégiques révolutionnaires » et l'élevage d'une poignée de chèvres et de lameters.

LAURENT GRELSAMER.

Des enfants perdus

(Suite de la première page.)

Aucune société ne peut se permettre de tolérer pareil débordement, et la France unanimement applaudie, avec le président de la République, le gouvernement qui a réussi à décapiter Action directe. Personne ne pourra plus ironiser sur la fameuse phrase de Charles Pasqua selon laquelle il fallait désormais terroriser les terroristes.

N'ayons garde, cependant, parce que le pouvoir vient de marquer un point spectaculaire dans la lutte contre la violence, d'oublier ce qui, avec l'orgueil et un intellectuelisme dévoyé, contribue à expliquer sans bien sûr la justice en quoi ce soit cette violence.

Malgré les attentats qui l'ont, à trop de reprises, endeuillée, la France, dans cette affaire, n'est qu'un bout de chaîne. La brutalité des séparatistes, Corses ou Bretons, est loin d'égaliser celle des Irlandais de l'IRA ou des Basques de l'ETA, même si l'action de ces derniers ne se confine pas au sud de la Bidassoa. La plupart des attentats

commis sur notre sol sont en relation directe avec le, avec les drames du Proche-Orient. Laquelle est la pire ? Le Liban vit à l'heure de l'apocalypse. Ignoré, repoussé, détesté comme empêcheur de danser en rond, le peuple palestinien subit tour à tour les coups de boutoir d'Israël et des régimes arabes idéologiquement les plus opposés.

Enfin, l'Irak et l'Iran s'enfoncent dans une hécatombe qui ne profite qu'aux marchands de canons et de pétrole.

Que nos gouvernements, que nous-mêmes, nous accommodions de tant d'horreur, qu'elle se soit banalisée au point de ne même plus nous émouvoir, que nous ne nous passionnions, des prévisions électorales au cours des dernières privatisations, que pour nos petites affaires, avec de temps à autre une question en passant sur le libéralisme vrai ou supposé de Gorbatchev, voilà évidemment un objet de scandale. C'est ainsi, en tout cas, que le ressentiment, des Palestiniens aux maronites, tous ceux

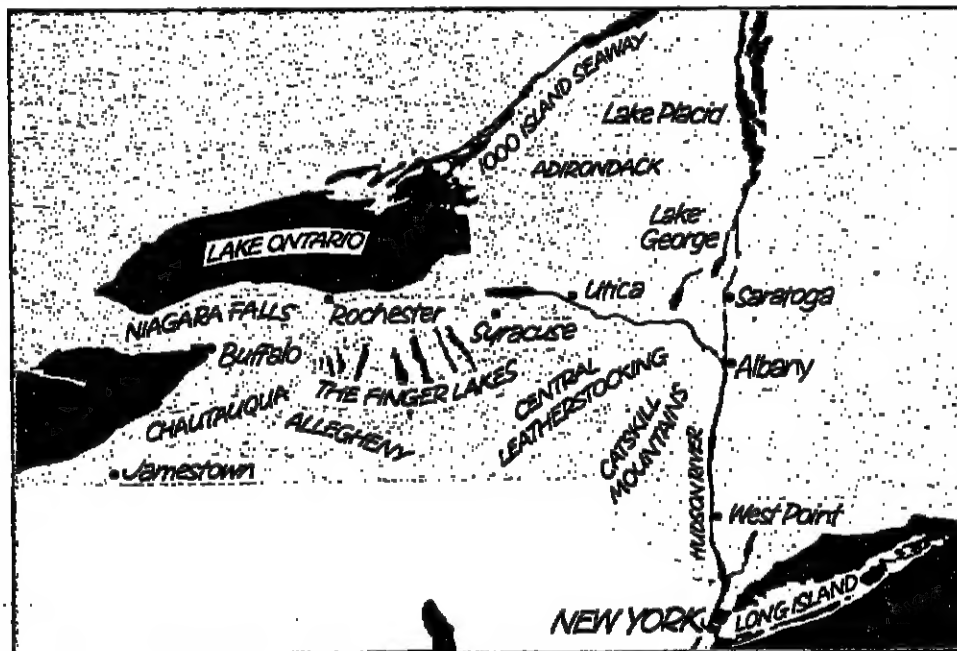
qui s'entre-tuent sur le sol d'un Liban qui souffre, entre autres, d'avoir trop compté sur la France.

C'est ainsi également que le ressentiment ces enfants perdus conduits au meurtre par leur soif d'une justice abstraite que ce monde n'a jamais connue. Leur combat, comme celui de leurs frères allemands, italiens ou belges, est sans espoir. Mao l'a justement dit : la révolutionnaire doit être comme un poison dans l'eau. Quel Français songerait à donner de l'eau à ces poissons rouges ?

Que le succès de la lutte engagée contre eux ne nous fasse pas oublier cependant que cette violence qui n'est ici que marginale ne cesse, ailleurs, de gagner. Et qu'il y a trop ici des de « désordre durable », pour parler comme Emmanuel Mounier, pour qu'on puisse attendre longtemps encore sans grave danger de s'attaquer non seulement à ses inadmissibles effets mais à ses causes profondes.

ANDRÉ FONTAINE.

Avec TWA, New York c'est beaucoup plus que New York.



C'est tout simple : il suffit de partir avec TWA, la compagnie officielle de "New York", pour la ville de New York et d'en profiter pour visiter l'Etat de New York.

Avec "Passport pour New York" que vous propose TWA - Flaneries Américaines, vous avez une visite de la ville de New York, une voiture Hertz pendant 7 jours pour visiter l'Etat de New York, des cadeaux et des prix à gagner. Il suffit d'être 2 personnes minimum par voiture.

New York c'est une ville.

Une ville trépidante : la 5^e Avenue, la Statue de la Liberté, Central Park, Broadway, les restaurants, les boîtes de nuit, les bars. C'est ça New York.

New York c'est un pays.

De la frontière canadienne jusqu'à Long Island, c'est encore New York, l'Etat de New York avec des sites extraordinaires, tels que les Chutes de Niagara, la Vallée de l'Hudson, et tant d'autres. C'est encore cela, l'Etat de New York.

Passport pour New York.

Si vous partez avec TWA avant le 15 avril, vous pouvez profiter de "Passport pour New York" et de la voiture gratuite. Il vous suffit ensuite de faire valider votre "Passport pour New York" à des points précis de votre parcours. A la fin du voyage, grâce au bon nombre de timbres, vous recevrez des cadeaux et vous aurez droit à participer à un concours qui pourra vous faire gagner un autre voyage aux USA avec TWA - Flaneries Américaines et Hertz. Renseignez-vous vite chez votre agent de voyages. Demandez-lui des renseignements sur le merveilleux programme TWA-Flaneries Américaines "Passport pour New York". Et bon voyage.

Transporteur officiel I♥NY

TWA

LE CHATEAU EN FRANCE
sous la direction de J.P. BABELON
Co-édition : Colisée Nationale des Monuments Historiques et Sites
le château, architecture et société
21 x 30 cm - 440 p. - 350 F. 880 F.
Berger-Levrault
UN GRAND NOM DE FRANCE

سكزا من الاصل

L'arrestation des responsables d'Action directe

L'un amnistié, l'autre libérée

Le 13 septembre 1980, Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon sont arrêtés. Le 5 août 1981, le premier est amnistié. Le mois suivant la seconde sera libérée après avoir observé une grève de la faim. Recherchée de nouveau, presque aussitôt, par la police, elle échappera aux recherches jusqu'au 21 février 1987.

Le 13 septembre 1980, Jean-Marc Rouillan et Nathalie Ménigon tombent dans le piège que leur ont tendu, rue Pergolèse à Paris (16^e), des policiers des renseignements généraux. Ces policiers leur ont fait miroiter un rendez-vous avec le terroriste « Carlos ». Jean-Marc Rouillan se laisse maîtriser. Nathalie Ménigon dégage une arme et tire, sans blesser personne.

La loi d'amnistie dont bénéficie en un plus tard Jean-Marc Rouillan est une loi « classique ». Comme celles qui ont suivi les élections présidentielles de 1969 et de 1974, elle prévoit la libération des personnes ayant porté atteinte à la sûreté de l'État. Publiée au journal officiel du 5 août 1981, cette loi a été votée à l'unanimité au Sénat, moins la voix de M. Yvon Bourges, ancien ministre, appartenant RPR. À l'Assemblée nationale,

le RPR s'est prononcé contre : l'UDF s'est abstenue, à l'exception de MM. Christian Bonnet et Raymond Marcellin, tous deux anciens ministres de l'intérieur, qui, eux, ont voté contre.

Cette loi d'amnistie exclut cependant la libération des militants politiques auteurs d'infractions d'une particulière gravité, en particulier ceux qui se sont rendus coupables de « tentatives d'homicide par arme à feu sur les représentants des forces de l'ordre » (communiqué du conseil des ministres du 8 juillet 1981). C'est le cas de Nathalie Ménigon. Elle reste incarcérée.

Elle sera toutefois libérée un peu plus tard, après avoir observé pendant vingt jours une grève de la faim à la prison de Fresnes. Le 17 septembre 1981, M. Guy Joly, premier juge d'instruction à Paris, chargé du dossier depuis la disparition — récente — de la Cour de sûreté de l'État, rend en sa faveur une ordonnance de mise en liberté. Le parquet ne fait pas appel. Nathalie Ménigon est censée se présenter le moment venu devant la cour d'assises, qui doit la juger pour la fusillade de la rue Pergolèse. Peu de temps après, elle entre dans la clandestinité.

Polémiques sur les libérations de 1981

« Il faut bien dire que M. Besse par exemple ne serait pas mort s'il n'avait pas été libéré », a déclaré M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, après l'arrestation des chefs d'Action directe. « Il faut dire aussi, a ajouté M. Toubon sur RMC, que MM. Pasqua et Pandraud n'auraient pas aujourd'hui à refaire tout ce que MM. Defferre et Joxe ont défilé, s'ils n'avaient pas démolis les services spécialisés et conduit une politique trop complaisante à l'égard du terrorisme. » Ce « magnifique succès », a conclu M. Toubon, démontre que « la lutte contre le terrorisme n'est pas sans espoir quand une forte volonté et un grand courage sont mis à son service ».

Invité du « Grand-Jury RTL-le Monde », M. Gérard Longuet, ministre délégué chargé des P.T., a estimé qu'en matière de terrorisme « rien ne se fait sans la durée ». Il a ajouté : « Si ces terroristes d'Action directe, qui s'affichaient comme tels depuis longtemps, n'avaient pas été libérés par une amnistie un petit peu aveugle, on en aurait eu, en 1981, certainement, en 1981, certainement pas en lieu, je pense à M. Besse et à l'ingénieur général Audran. »

Pas de leçon à recevoir

M^{me} Simone Veil (UDF) a également estimé sur Europe 1 « l'amnistie aurait dû être, en l'espèce, écartée ». « On peut espérer qu'ils [les socialistes] ont changé et qu'ils se réjouissent de cette arrestation. Enfin, M. Alain Peyrefitte, député RPR de Seine-et-Marne, a jugé « amusant de voir M. Mitterrand adresser ses félicitations à un gouvernement qui mène une politique à rebours de la politique du gouvernement qui l'avait précédé ». « On doit rendre hommage non seulement à MM. Pasqua et Pandraud (...), mais encore avoir la reconnaissance pour M. Chalançon qui, par quatre fois qu'il a fait voter au cours de ces derniers mois, pratiquement reconstruit la Cour de sûreté de l'État et pratiquement rétabli ce qui avait été amputé de la loi Sécurité et liberté », a affirmé l'ancien garde des sceaux.

Lundi, sur France-Inter, le porte-parole du gouvernement, M. Alain Juppé, s'est montré, sur ce point, plus nuancé, préférant « s'en tenir au regard vers l'avenir plutôt que vers le passé ». « L'ensemble de la nation éprouve le même sentiment de soulagement et de confiance renouvelée », a souligné le ministre délégué au budget.

Au nom du Parti socialiste, MM. Jean-Jack Queyranne, porte-parole, et Georges Sarre, secrétaire national, ont répondu aux critiques. « La lutte contre le terrorisme ne doit pas souffrir de polémiques politiques. En 1981, les charges qui couvraient les responsables d'Action directe n'étaient pas les

mêmes qu'aujourd'hui », a rappelé M. Queyranne sur RMC. « Les socialistes de l'époque n'ont pas de leçon à recevoir de l'actuelle majorité », a affirmé M. Sarre. Sous Valéry Giscard d'Estaing, il y avait la Cour de sûreté de l'État, mais elle n'a jamais jugé un terroriste. Quand elle en trouvait un, elle l'arrêtait comme Abou Daoud. Au micro d'Europe 1, lundi, M. Jean-Pierre Chevènement, à l'époque ministre de l'Éducation nationale, Dimanche, M. Lionel Jospin, Charles Hernu et Louis Mermaz s'étaient félicités de ces arrestations, ainsi que le Mouvement des radicaux de gauche. Il s'agit d'un « succès de la démocratie française », a déclaré l'ancien ministre de la Défense.

De son côté, le député du Front national Bruno Mégret a félicité les policiers, indiquant : « Tant que la loi ne prévoira pas la peine de mort pour les crimes terroristes, l'action de la police risque d'être un éternel recommencement ponctué d'évasions, de prises d'otages et de changements ».

Parmi les syndicats de police, les réactions sont unanimes. L'Union des syndicats catégoriels de la police nationale (USCP) estime que « la volonté politique, le courage et la ténacité du ministre de l'intérieur et du ministre de la sécurité portent aujourd'hui leurs résultats les plus évidents ». La Fédération professionnelle indépendante de la police (FFIP) proche de l'extrême droite « salue le courage des collègues qui ont dû résister aux campagnes antipolicières menées par des associations ennemies de l'ordre ».

Enfin, le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale estime que le coup de filet résulte d'« une parfaite coopération entre les différents services ou directions chargés de la lutte contre le terrorisme », et que la police vient de démontrer « l'habileté et la détermination de ses services de renseignement ».

Selon « l'Humanité »

Un « paravent » ?

Sous le titre « Besoin de clarté », l'Humanité du 24 février pose plusieurs questions, après l'arrestation des chefs de file d'Action directe. Après avoir rappelé que la condamnation du terrorisme par les communistes est « sans ambiguïté », l'éditorialiste Claude Lacombe s'interroge : « Comment des gens recherchés par toutes les polices de France depuis tant d'années ont-ils pu vivre aussi tranquillement à cent kilomètres de Paris ? Action directe aurait-elle servi de paravent, comme en d'autres temps des services secrets ont manipulé des organisations de ce genre pour couvrir leurs besoins insatiables ? (...) L'opinion publique comprendrait mal que le procès qui doit intervenir n'apporte pas un peu de clarté sur les acteurs, leurs complices et leurs inspirateurs », conclut le quotidien communiste.

(Publicité)

CENTRE

Murdjef-Ouspensky

Tél. : 42-73-17-06

سكرايا لاجل

Georges Ibrahim Abdallah aux assises de Paris

Un président tranquille entre deux avocats pugnaces

Une salle vaste mais peu fonctionnelle, celle dite, de la Cour d'assises, depuis les débats de la III^e République, toute en boiseries sombres, sous un plafond lourd, peint de symboles, l'un des murs agrémentés d'une fresque moderne représentant, on ne sait pourquoi, un lit de justice sous Louis XIII, tel est le décor du procès de Georges Ibrahim Abdallah.

On y a casé tant bien que mal près de cent-vingt journalistes représentant autant de titres, d'organes, de journaux, de radios, de télévisions, dont la moitié de la presse étrangère et, particulièrement, américaine. Ils voient avec un public d'invités ou d'avocats étrangers à l'affaire. Le vrai public, lui, est cantonné tout au fond. Chacun peut accéder à dû se soumettre à des opérations draconiennes de contrôle et reste sous la surveillance attentive d'un nombre considérable de gendarmes.

Abdallah devait occuper dans le box des accusés la place qu'on lui a assignée, la plus proche de la cour, la plus éloignée du public ; gardé par d'autres gendarmes mobiles qui ont pour consigne de ne pas le quitter des yeux.

Cette salle a été celle du procès d'Emile Zola répondant de son l'accusé au temps de l'affaire Dreyfus. On y a jugé, depuis, des affaires criminelles par milliers, oubliées pour la plupart. On y a vu, en 1913, les derniers membres de la bande à Bonnot. On y a acquitté l'auteur de l'assassinat de Jean-Jaures — condamné à mort Eugène Weidman — dont l'exécution fut la dernière à être publique, le docteur Petiot en 1945. Elle a été le théâtre, l'après-midi de la Libération, de la plupart des grands procès de la collaboration devant la cour de justice. Les tribunaux militaires y ont siégé, ordinaires ou d'exception, pour juger l'affaire dite des fuites en 1956, les généraux Jouhaud et Salan au temps de l'OAS. C'est ici encore que se sont déroulés les débats de l'affaire Ben Barka, puis, plus récemment, l'affaire de Broglie.

Décor inhabituel et suranné. D'autres accusés avant Georges Ibrahim Abdallah y ont produit des déclarations violentes pour ensuite s'enfermer dans le silence ou décider de quitter l'audience, comme il a l'intention de le faire, laissant M^{re} Vergès seul présent.

Pour l'heure, la procédure est classique. Abdallah est invité à déclarer sous serment qu'il est le véritable auteur des crimes dont le chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises est accusé d'avoir été le complice : les assassinats de Robert Charles et de Yacov Barsimantov ; la tentative d'assassinat à Strasbourg de M. Robert Hottel. Il s'y ajoute une dizaine d'experts, médecins légistes, spécialistes de la balistique, graphologues. A chacun, on indique une date à laquelle il aura à revenir pour déposer. D'ici là, les témoins ne peuvent assister aux débats. Ces formalités accomplies, il reste à lire l'arrêt rendu par vingt-cinq pages qu'a prononcé la cham-

bre d'accusation de Paris le 28 janvier dernier. Cela, c'est le préalable ordinaire. Il peut toujours être perturbé.

Le président est M. Maurice Colomb, conseiller à la cour d'appel de Paris depuis 1979, il a des assises une connaissance certaine précédée de cinq années passées dans les fonctions de procureur de la République adjoint au tribunal de Fontenay. Mais c'est la première fois qu'il se trouve en charge d'un dossier aussi retentissant et au face d'un accusé par la gentillesse et, moins encore, par l'approbation de son cheminement. Bien des amis d'autrefois se sont détournés, mais de nouveaux ont pris la relève, séduits par la dialectique qui dérange. On n'a jamais cessé d'interroger le sphinx. Ses origines familiales, un père français, une mère vietnamienne commandant, pour une grande part, son attitude politique. Un engagement à dix-sept ans dans les Forces françaises libres lui permettrait toujours, si nécessaire, de répondre qu'il n'a

pas de leçon de patriotisme à recevoir. L'adhésion à Parti communiste, prolongée par un séjour à Prague, la rupture avec un appareil pour lequel il apparaissait bien vite incontrôlable. Voilà ce qui appelle ses premières classes.

Ce n'est donc plus, à l'approche de la trentaine un jeune homme qui arrive au barreau de Paris. La guerre d'Algérie, les procès de ce temps-là, révèlent chaque fois qu'il y parait, la conception que ce révolutionnaire se fait de sa mission : retourner l'accusation contre les juges, contre l'État dont ils sont les auxiliaires, en leur faisant valoir qu'ils n'ont rien à envier, pour ce qui est du crime, à ceux qu'ils poursuivent, tourner en dérision le système même de la justice, tout en utilisant à son avantage tous les moyens que la procédure, établie par ce même État démocratique, peut lui offrir.

Le comportement dans l'affaire Barbie reste en ce sens conforme à celui des « Années de braise ». Mais lorsque Abdallah, dans la déclaration qu'il a préparée s'en prend non seulement à « criminalité » bourgeoise de tous les déshérités de la terre, mais aussi à « la lâcheté de tous ceux qui pendant l'occupation se sont frottés aux porteurs de l'étoile jaune », comment ne pas voir là, sinon la main de Jacques Vergès, défenseur de Barbie, du moins une adhésion à cette défense ? Disent-ils qu'il lui convient, mystérieux en la voie est, à l'audience, l'absence de huit années entre 1970 et 1978, M^{re} Vergès sera toujours celui qui éprouve de véritables difficultés à la seule idée qu'il puisse inquiéter et plus encore être craint.

M^{re} Georges Klejman ou la passion de convaincre

M^{re} Georges Klejman, partie civile, contre Georges Ibrahim Abdallah, est de ceux auxquels il faut aussi des adversaires à sa mesure. A première vue, la place qu'il occupe, et, surtout, le fait qu'il occupe au nom du gouvernement américain, a de quoi surprendre. M^{re} Klejman est le palais de ceux qu'on classe à gauche, et les affaires qu'il plaide en apportent la régulière illustration.

Dans un décor suranné, les ombres de Zola, de la bande à Bonnot, du docteur Petiot et de Ben Barka et celles des généraux Jouhaud, Salan...

donc, il sait trop bien quel sera le comportement et l'agressivité.

Si, manière ordinaire — faite de tranquillité et de patience, cette douceur d'un berger appelé, sinon à être le dompteur dans la cage aux fauves, du moins à maîtriser un débat difficile, qui sera observé dans ses moindres péripéties, suffira-t-elle, face à Georges Ibrahim Abdallah qui même faisant défaut, après avoir dit ce qu'il entend dire, passera la main à un défenseur, M^{re} Jacques Vergès, dont la spécialité est l'imprévu ?

Si ce qu'on appelle au théâtre de la présence, paraît donc, a priori, faire défaut à M. Colomb, s'il n'a pas ce côté vif-argent de son collègue, M. André Versini, qui d'instinct n'a pas son pareil pour affirmer cette présence, M^{re} Vergès, lui, arrive avec une réputation qui n'est plus à faire.

Jacques Vergès ou le délicieux plaisir d'inquiéter

Un visage lisse sur lequel l'âge ne semble pas avoir de prise, un port de tête assuré, un maintien cambré qui fait penser à certains croquis de Robespierre à la tribune des Jacobins ou de la Convention, voilà pour le physique. Il faut y ajouter l'émotion d'un sourire dont on ne sait jamais s'il traduit une satisfaction de soi-même ou l'intense jubilation d'être « dans le jeu ». Mais les propos sont religieusement recueillis et non moins religieusement livrés à l'opinion. Car tel est bien aujourd'hui le paradoxe.

Autant le Jacques Vergès qui se révèle dans la profession d'avocat en défendant, au temps de la guerre d'Algérie, à la tête d'un collectif parfaitement rodé, les militants FLN — après avoir été un brillant premier secrétaire de la confédération des étudiants — l'un de ceux de Paris où il s'était inscrit en 1955, — sentait le soufre et n'avait que le prétexte pour faire connaître, à sa manière, sa conception de la défense politique, autant depuis, celui qui est devenu l'avocat de Klaus Barbie, avant d'avoir en charge la défense de Georges Ibrahim Abdallah, se sent porté au pinacle.

Certes, les entretiens que l'on sollicite de lui ne sont pas commandés

Récemment, il agissait devant le tribunal civil, au nom de M^{me} Danielle Mitterrand et d'une association qu'elle préside, mise en cause par certains journaux à propos de l'affaire du Carrefour du dévotement. Pour autant, il se défend d'être un familier de l'Élysée comme peut l'être son confrère Roland Dumas, ami personnel du président de la République. Depuis trente ans, avocat, entre autres, de TF1, il excelle dans les affaires de diffamation. Il y apporte ses connaissances de la loi sur la presse.

Ce flegmatisme à la silhouette britannique sans décocher dans un débat ou dans une plaidoirie le mot qui fait mouche, ainsi, plaidant précisément pour M^{re} Mitterrand, contre le nouvel hebdomadaire appelé le Chardon, il glisse tout naturellement ce commentaire : « Un journal qui a pris pour titre le nom d'une plante dont se nourrissent les bœufs ».

Dans la forme, c'est un classique. La phrase qu'il commence s'achève toujours, en conformité avec la grammaire et la syntaxe. Insistait au barreau depuis 1953, il y est à quelques années près, le contemporain d'hommes d'un renom professionnel comparable au sien : Robert Badier, Jean Denis Brodin, Henri Lemaire. Comme eux, c'est un battant, un gagnant. Si d'aventure demandeur au civil, partie civile au pénal il a la parole au premier, il est bien rare que, d'avance, il n'ait pas les réponses à donner aux arguments de ses adversaires.

Aux cas où il découvrirait après coup qu'il a omis un point, il aime volontiers répliquer. C'est une affaire de tempérament. Un magistrat a dit un jour de l'avocat que le meilleur est celui qui sait donner sa juge l'envie de le faire gagner. Georges Klejman, assurément, a retenu le conseil.

Il se défend d'être, par goût, un polémiste. Il est vrai qu'on l'a vu rarement aux assises. Lorsqu'il y paraît, on le remarque. C'est d'abord parce que la cause qu'il a acceptée de soutenir laisse rarement indifférent. Défenseur, il n'a pas pour autant obtenu à chaque coup des acquittements. Il reste pourtant en mémoire son entrée dans le procès de Pierre Goldman, après que ce militant ait été condamné à l'arrêt de des années qu'il reconstruit, mais aussi pour une autre dont il se défendait d'être complice.

L'arrêt fut cassé et le procès recommença devant les assises de la Somme. M^{re} Klejman devait, dans cette juridiction, apporter l'acquiescement qui avait été refusé à l'origine, sans lui. Plus récemment, à Paris, il plaide, avec succès, la légitime défense en faveur d'un jeune secrétaire d'ambassade à Llanes (Argentine) qui, en épilogue d'une affaire sentimentale, avait provoqué la mort d'un chauffeur à cette même ambassade.

Devant son confrère Vergès, M^{re} Klejman se sent un peu devant l'inconnu. C'est la première fois qu'il se trouve opposé dans un procès. Chacun connaît les forces de l'autre et suppose ses faiblesses. JEAN-MARC THÉOLLEVE.

REPÈRES

Espace

Un satellite américain sur lanceur chinois

La société américaine Pan American Pacific Satellite Corp., a signé, vendredi 20 février, à Pékin un contrat pour la mise en orbite géostationnaire (36 000 kilomètres d'altitude) d'un satellite par le lanceur chinois Longue Marche-3. Ce contrat est le deuxième passé par une firme américaine à la Chine qui, depuis 1985, propose ses services de lancement aux étrangers à des prix que l'on dit de 15 % inférieurs à ceux de la concurrence. Le premier satellite américain, Westar-6, sera lancé au cours du premier semestre de 1988 pour le compte de la société américaine Terasat Inc.

Pauprété

Des « restos du cœur » pour le tiers-monde

Un projet de « restaurants du cœur » pour le tiers-monde, alimentés par les excédents agricoles de la Communauté économique européenne, devrait être présenté, lundi 23 février, à Jean-Paul II par le ministre français de l'Agriculture, M. François Guillaume et par l'abbé Pierre, fondateur des Chiffonniers d'Emmaüs. Ce projet répond à l'appel du Saint-Siège proposant aux pays riches de « lancer un vaste plan de coopération et d'assistance au profit des pays en voie de développement ».

Alcool et publicité

Du renfort pour le professeur Got

Quatorze personnalités médicales se sont associées samedi 21 février au professeur Claude Got qui, deux jours auparavant, avait démissionné du Haut Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme pour dénoncer « l'extension de la publicité pour les boissons alcoolisées à l'ensemble des chaînes privées » (le Monde du 21 février). L'extension de cette publicité a donc un caractère insupportable pour les médecins. Ils ont donc décidé de constituer un comité d'experts pour faire connaître, à sa manière, sa conception de la défense politique, autant depuis, celui qui est devenu l'avocat de Klaus Barbie, avant d'avoir en charge la défense de Georges Ibrahim Abdallah, se sent porté au pinacle.

Certes, les entretiens que l'on sollicite de lui ne sont pas commandés

EN BRIEF

● MARSEILLE : M. François Ferrandi succède à M. Pierre Quilici. — M. Robert Pandraud, ministre chargé de la sécurité, a signé, samedi 21 février, deux nominations. A la direction départementale des polices urbaines des Bouches-du-Rhône, à Marseille, afin de remplacer M. Pierre Quilici, relevé de ses fonctions, mardi dernier, « pour avoir manqué au devoir de réserve », le ministre a nommé M. François Ferrandi, cinquante-quatre ans, commissaire divisionnaire, qui était directeur départemental des polices urbaines du Var à Toulon.

En remplacement de M. Ferrandi à la direction départementale des polices urbaines du Var, M. Pandraud a nommé M. Pierre Cohet, commissaire divisionnaire qui était chargé de mission à la direction centrale des polices urbaines depuis le 1^{er} septembre 1986.

● Suicide d'un détoné à la maison d'arrêt de Lure (Haute-Saône). — Un détoné, âgé de trente-neuf ans, Jean-Claude Billamboz, s'est pendu, pendant la nuit du samedi 21 au dimanche 22 février, à la maison d'arrêt de Lure (Haute-Saône).

Jean-Claude Billamboz, en détention préventive, était inculpé de viol sur la personne d'une dame âgée de quatre-vingt-cinq ans, viol commis au mois de mai 1986, alors que l'octogénaire était venue lui proposer le bulletin paroissial.

● Une caravane servant à des ornithologues précipitée dans un ravin en Ardèche. — Dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 février, des ornithologues ont précipité dans le ravin une caravane stationnée au col de l'Escart, en Ardèche, qui servait de poste d'observation à un groupe d'ornithologues chargés d'étudier les passages d'oiseaux migrateurs. Les ornithologues, qui se relaient jour et nuit pour observer les oiseaux qui remontent d'Afrique vers l'Europe du Nord, étaient en soirée en réunion à Privas. Ils ont déposé une plainte contre X... pour tentative d'homicide.

Les incidents se sont multipliés ces dernières années entre militants écologistes et chasseurs, qui sont nombreux actuellement sur les cols pour attendre les ramiers à la « repasse ».

● Expulsion vers l'Espagne d'un Basque espagnol. — Un Basque espagnol réfugié en France, M. José Antonio Inciarte Gallardo, trente-quatre ans, a été expulsé vers l'Espagne samedi 21 février selon la procédure de l'urgence absolue. Il s'agit de trente-troisième Basque espagnol expulsé de France depuis le 19 juillet, le trentième en « urgence absolue ».

M. Inciarte Gallardo, né à Saint-Sébastien (Espagne), a été arrêté à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques), samedi vers 17 heures et reconduit à la frontière deux heures plus tard.

MUSIQUES

Au Centre Georges-Pompidou

Le Japon de Takemitsu et de Messiaen

Le concert donné par l'Ensemble intercontemporain au Centre Pompidou, à l'occasion de l'exposition « Japon des avant-gardes », nous met en face de l'ambiguïté avec laquelle nous considérons l'art oriental d'aujourd'hui.

Intérêt de voir les Japonais aux prises avec une musique vraiment contemporaine, petite déception de ne pas toujours y reconnaître des traits « exotiques » fluttant notre goût des voyages. Nous n'admettons guère, au fond, de les voir parler un langage abstrait et « universel » comme un Allemand, un Suédois ou un Français !

Ichiro Nodaira, né en 1953, visage et barbe de samouraï philosophe, a fait une grande partie de ses études en France et travaillé

avec Ligeti, Fernyough, Grisey, Éliot, Donatoni — véritable avènement de compositeurs. Le titre de son œuvre, *Texture du délire I*, s'inspire d'une évocation d'Antonin Artaud lisant par Pierre Boulez... et rien dans sa musique ne permet de deviner son origine, du moins à nos oreilles. Mais on se laisse prendre à la forme intérieure de cette « organisation du délire » : musique picrocante en décalages rythmiques, d'un ton assez panique, qui s'unifie progressivement avec des ondulations poétiques, des miroitements de timbres, le chant mystérieux et les cris des synthétiseurs et des ondes Martenot, puis se dénoue simplement.

Time Current, de Toshio Ichinaga (1933), qui fut l'élève de John Cage, fait appel à des concepts japonais sur les rapports du temps et de l'espace, mais son architecture très soignée ne s'est pas laissée captiver, ni l'écriture instrumentale très originale, malgré le succès qu'il a obtenu.

Avec *The Dorian Horizon*, écrit en 1966 pour la Fondation Koussevitzky, par Tora Takemitsu, on respire au contraire d'emblée dans une atmosphère ébriée. Et ce n'est pas simplement parce que les sonorités de ces deux groupes de cordes, placés à quelque distance, qui se répondent en écho ou se marient, évoquent les coloris de l'orgue à bouche, les mystères du gagaku, les fusions extasiées ; mais cette musique sourde des zones profondes de l'inconscient, des couches ancestrales, émerge à l'intérieur du temps et suit un chemin aussi imprévisible qu'un pèlerin de Debussy, tracé lentement par la main d'un calligraphe ou le pinceau tachiste d'un Sesshū.

Paradoxalement, c'est à Olivier Messiaen que revenait le soin de nous présenter le Japon le plus tourmenté avec les *Sept haïkai* de 1962. Temples bouddhiques de parc de Nara, rizières du mont Fuji, gagaku à la cour impériale, portiques shintō dans la mer, ces images

peintes avec la fraîcheur émue d'un Douanier Rousseau s'insèrent dans une composition savante et majestueuse d'une extrême densité où l'on reconnaît la grande époque de *Chironochromie*, sans les déchaînements sonores de plus en plus pompeux qui vont un peu gâter les *Couleurs de la Cité céleste*. Et *exspecto et la Transfiguration*. Les oiseaux merveilleusement libérés par Pierre-Laurent Aimard en vocalises irrésistibles s'unissent aux somptueuses liturgies de l'Ensemble intercontemporain, avec ses prodigieux solistes chantant la gloire de l'empereur, jetant à profusion fleurs et pierres, sous la direction si limpide et fervente de Kent Nagano. Mais au fait, que pensent les Japonais de leur pays vu par Messiaen ?

JACQUES LONCHAMPT.

P.S. — Dans l'article sur l'Orchestre de San Francisco (*Le Monde* daté 22 février), à la première ligne du dernier paragraphe, il fallait lire « le grand artiste » (et non orchestre).

Les rêveries du mélomane

Observant les volets clos de son voisin critique, le mélomane conclut qu'il est parti en vacances et, muni d'une fausse berbe, imagine de prendre sa place pour assister, sans bourse délier, aux concerts de ses rêves : le récital de Rudolf Serkin (salle Pleyel, lundi à 20 h 30), le concert-rencontre avec François-Bernard Mache à l'Auditorium 105 de la Maison de Radio-France (mardi à 18 h 30 et 20 h 30, entrée libre), la reprise du *Concerto pour violon* de Dutilleul par Isaac Stern et l'Orchestre de Paris sous la direction de Daniel Barenboim, avec, en seconde partie, la *Symphonie n° 8*, la « grande », de Schubert (salle Pleyel, mercredi, jeudi et vendredi à 20 h 30 ; tél. 45-63-07-98), le récital du jeune pianiste José Carlos Cordero (première prix Busoni en 1985 et Long-Thibaud en 1986), qui jouera Liszt, Schubert, Brahms et

Prokofiev, jeudi à 20 h 30 à l'Auditorium des Halles (tél. 47-53-70-78), et s'il renonce à aller entendre le son de l'Orchestre national de France se perdre dans la salle de La Villette malgré la direction de Lorin Maazel et l'attrait de la *Symphonie n° 2* de Tchaïkovski, le mélomane ne manquera ni le *Concerto pour orgue* de Poulenc suivi du *Roi David* d'Honegger avec J. Chamonin, J. Mayeur, T. Dran, la voix de Sami Frey, le NOP et les chœurs de Radio-France dirigés par Christian Badae (salle Pleyel, samedi à 20 h 30), ni le récital Schubert par Isaac Stern et Daniel Barenboim (salle Pleyel, dimanche à 20 h 30). Mais les volets s'ouvrent et l'espoir s'effondre : ce matin-là, le critique ne voulait pas se réveiller car il rêvait qu'il était un simple mélomane... comme son voisin.

G. C.

La grande leçon d'Hermann Scherchen

Le beau livre consacré par Hermann Scherchen à la Direction d'orchestre (qui vient enfin de paraître en français, dans une très bonne traduction d'Alain Artaud) s'adresse, bien entendu, aux futurs chefs, et il est d'autant plus précieux (même s'il date de 1925) qu'il n'existe presque aucun manuel de ce genre pour un des métiers musicaux les plus complexes. Mais cet ouvrage très technique, comportant quantité d'exemples et d'exercices pratiques, pourra intéresser également les instrumentistes, qui y puiseront de nombreux enseignements, ainsi que les mélomanes qui souhaitent entrer un peu plus avant dans le dialogue mystérieux entre cet homme seul et l'armée de ses musiciens.

On y découvre maints principes et détails sur la « gestique », l'irrépressible complexité

des batteuses, les phrases, les dosages des rythmes, l'équilibre des instruments, la dynamique des mouvements, etc., qui font mieux comprendre pourquoi, d'un chef à l'autre, on passe d'une exécution sans rigueur ou sans âme au miracle d'une œuvre entièrement réalisée.

A travers ce livre se profile le portrait du grand chef d'orchestre, qui fut à la fois un interprète génial de Bach ou de Beethoven, et l'un des prophètes de toute la musique moderne pendant cinquante ans, de Schoenberg à Xenakis. Et c'est lui-même qu'on croit revoir dans des pages comme celle-ci : « Il faut que le geste soit à l'image du son qui prend vie : il résume ce qui, en tant que processus de pensée, volonté sensible, conception constructive, est à la base de la

création sonore chez celui qui dirige. Il s'efforce d'atteindre la pureté de l'instrument parfait : simple, intelligible, sans équivoque, réduit au minimum, mais le plus significatif possible. Il est l'éclair qui illumine le son, il irradie, organise, canalise les multiples énergies de l'orchestre, si éphémères de couleurs (...). Diriger, c'est établir une relation avec un ensemble d'êtres humains : plus simple, plus vraie, plus intense sera cette relation, plus compréhensible et éloquent sera le message, et les musiciens, avec bonheur et enthousiasme, pourront d'autant mieux restituer l'œuvre jouée comme une véritable œuvre d'art. »

J. L.

* Hermann Scherchen, la Direction d'orchestre, préface de Isaac Xenakis, éditions Actes Sud, 326 pages, 140 F.

Los Lobos à la Locomotive

Un melting-pot éclairé

Paul Simon considère Los Lobos comme le groupe le plus authentique et le plus représentatif des États-Unis actuellement. Joignant l'acte à la parole, il les a invités à participer à l'enregistrement de son album sud-africain, *Graceland*. « Il existe chez eux, dit-il, cette simplicité et cette limpidité mélodiques qui m'ont séduit dans la musique sud-africaine. De la même façon, Los Lobos pratiquent le métissage, mais c'est à partir de leurs racines, qui font aussi partie de la culture américaine. »

Leurs racines ? Le Mexique. Plus exactement, ce mélange pimenté et très spécial que l'on trouve de part et d'autre du rio Grande, et que perçoit la communauté mexicaine immigrée dans le sud des États-Unis (Texas, principalement) : les

Chicanos. Leur culture ? La musique tex-mex : un melting-pot d'influences entre rock'n'roll, country, un western, rhythm'n blues et mariachi. Musicalement, ça donne un ton rural aux mélodies charnelles, teintées d'exotisme et balancées sur des rythmes ondulants. Los Lobos composent sur un registre classique : guitares ciselées sur le mode californien, harmonies vocales veloutées, accordéon rustique et espagnolades discrètes.

A titre de comparaison, ils sonnent comme des Dire Straits au feu. On a souvent évoqué l'inspiration de Woody Guthrie à leur propos, et leur jeu, leur technique parfaitement maîtrisée ne sont pas sans rappeler ceux du Band, l'ancien

groupe de Dylan. Mais leur différence, ils la portent sur le visage : Los Lobos sont des Chicanos. Et lorsqu'ils chantent en espagnol au hasard d'une chanson, c'est toute leur tradition qui monte à fleur de mélodie. Leur nouvel album, produit par T. Bone Burnett (celui du *King of America* d'Elvis Costello), est un modèle de synthèse éclairée. Il a pour titre *By the Light of the Moon* (« A la lueur de la lune »). Le précédent s'appelait *How the Wolf Will Survive* ? Ces Loups-là ont de la suite dans les idées. Ils annoncent parfaitement, en tout cas, la couleur de leurs chansons : entre chiens et loup.

ALAIN WAIS.

* Ce lundi 23 février, à 19 h 30, à la Locomotive.
* Disque chez Barclay.

fnac

Le Monde de la MUSIQUE

présentent

L'AMOUR DE LA MUSIQUE ENREGISTREE

Deux journées « d'auditions commentées », Avec un programme musical de disques compact classiques et Jazz, sur les enceintes de vos rêves : ALLISON, B & W, CABASSE, DITTON-CELESTION, ELIPSON, JBL, JM LAB, KEF, LUXMAN, MAGNAT, YAMAHA, présenté par le Monde de la Musique.

Le Lundi 2 Mars de 15 h à 17 h et Mardi 3 Mars de 11 h à 19 h

Un grand débat / Rencontre avec les plus grands fabricants d'enceintes.

Le Lundi 2 Mars à 17 h 30

Auditorium de Fnac Forum - 1 à 7, rue Pierre Lescot - Paris 1^{er} niveau 3

SORTIE NATIONALE LE 25 FEVRIER

«... Un hymne tendre et fort comme un rêve retrouvé, à la nostalgie poignante et drôle... L'émotion instantanée.»

Jean-Paul Chaillet, PREMIÈRE

«Un petit chef-d'œuvre!»

Brigitte Comand, ACTUEL

«Aussi rigolard qu'une virée de mômes, aussi bouleversant que des enfants mal aimés.»

Odile Grand, COSMOPOLITAN

«Joué à la perfection, remarquablement mis en image.»

Jacques Rouland, ALMA

«C'est à la fois tragique et drôle, trouble et envoûtant. Comme l'enfance.»

François Cognard, STARFIX

STAND BY ME

Compte sur moi

LES FILMS COLUMBIA PRÉSENTENT UNE PRODUCTION ACT III UN FILM DE ROB REINER "STAND BY ME" (COMPTE SUR MOI) AVEC WIL WHEATON, RIVER PHOENIX, COREY FELDMAN, JERRY O'CONNELL, KIEFER SUTHERLAND, JACK NITZSCHE, THOMAS DEL RUTH, RAYMOND GIBSON & BRUCE A. EVANS, STEPHEN KING, BRUCE A. EVANS, RAYMOND GIBSON, ANDREW SCHEINMAN, ROB REINER

هكذا من الاجل

حکذا من الاجل

Culture

La mort d'Andy Warhol

L'art et le commerce

Le cynisme, le dandysme, le succès, le vedettariat, le sens des affaires... Andy Warhol a tout cela à la charge de son image de créateur. C'est beaucoup. Trop pour ne pas être pris dans un réseau de critiques acerbes quant à la validité de son œuvre, depuis les débats de sa fulgurante carrière, sous le signe du pop art et d'une marque de potage — il est « le type des boîtes de soupes Campbell », multipliées à satiété qui trouvent toujours acquiescence à des prix forts dans les ventes publiques — jusqu'aux récents portraits de commandes qu'il est chich d'obtenir de lui.

Cette mort prend un dépourvu. Car on n'est pas sûr de tenir en main tous les aspects de l'œuvre, dont le personnage fait partie, quand aucune rétrospective n'a encore permis de faire la part des choses. Au-delà des surfaces, de l'évidence des clichés, de leur platitude, il va falloir gratter, passer en revue les séries d'images anciennes et récentes, de Marilyn à Mona Lisa. Sans oublier les chaises électriques, les accidents d'auto, d'avion ou de train de l'ensemble « Mort et désastres », la plus saisissante peinture de la scène américaine dans les années 60. Ni les autoportraits. Ils

ponctuent son œuvre, de la photo d'identité façon repris de justice, au dédoublement du visage en plusieurs négatifs, en passant par les figures masquées, lourdes de camouflage, prises entre le paraître et l'être. Enfin, il faudra relier l'œuvre picturale à celle du cinéaste expérimental qui fut, un temps, prolifique à l'excès. Alors ressortira sans doute violemment ce que les exégètes de Warhol ont déjà relevé à propos de sa phase pop : que son œuvre, dans sa forme comme dans son contenu, est tout entière marquée du sceau de la mort. Une mort moderne, mécanique, perçue à travers les images d'images et leur multiplication, à travers la mort de l'image unique, altérée, déformée, usée jusqu'à la trame : celle de l'impitoyable perte de l'identité.

Warhol pourrait bien être la grande ombre portée au tableau du pop art américain qu'on a trop présenté comme l'apologie de la société de consommation, faute de commentaires et d'implication des artistes.

Fils d'immigrés tchèques, né à Pittsburgh en 1928 (certains le font naître en 1928, d'autres en 1930 ou même en 1931), Andy Warhol, de son vrai nom André Warhola, s'est

fixé à New-York au début des années 50 après avoir obtenu un diplôme d'études supérieures d'arts graphiques au Carnegie Institute of Technology. Comme d'autres futurs pop-artistes — notamment Lichtenstein — il a commencé une carrière commerciale en illustrant des articles de revues et réalisé pour lui des albums, puisant ses thèmes dans les « comics » célèbres : Dick Tracy (1960) ou Popeye, dont il brouille les textes et les figures en pratiquant le « dripping ». Puis il y eut les fameuses boîtes de soupes, en 1962, et presque en même temps le portrait de Marilyn Monroe, multiplié. Suivront les paquets de lessive et de saucisses qu'il exposera montés en pyramides comme dans un magasin en 1964. 1964 est aussi l'année où Warhol entreprend ses séries de fleurs sérigraphiques sur toiles, dont la présentation murale confine à l'étouffement, et celle de ses Jackie Kennedy, d'Elvis de Mona Lisa s'ajoutent à sa galerie de stars. Le cinéma le mobilise alors de plus en plus, installé dans son vaste atelier de New-York — la Factory — c'est la grande époque où défilent chez lui écrivains, acteurs, artistes, musiciens, de nuit comme de jour.

C'est seulement en 1972 qu'il reviendra à la peinture avec Mao et en faisant le commerce des portraits, selon sa technique habituelle de report d'images sérigraphiques. N'a-t-il pas expliqué son itinéraire dans sa Philosophie de A à B : « L'art des affaires est l'étape qui succède à l'art. J'ai commencé comme artiste commercial, et je veux finir comme artiste d'affaires. Après avoir fait ce qu'on appelle « de l'art » (ou ce qu'on veut), j'ai plongé dans l'art des affaires. Je voulais être un « businessman de l'art » ou « artiste des affaires ». (...) Faire de l'argent est un art, travailler est un art, et les hommes d'affaires sont le plus beaux des arts. » (New-York, 1975, Paris, Flammarion, 1977). Et Warhol y réussit, vendant ses productions de plus en plus cher.

Depuis 1980, il reprendait ses sujets favoris. Mais cette fois en laissant des traces de peinture d'or et d'argent par-dessus les impressions sérigraphiques de la Joconde ou de Marilyn, faisant ainsi apparaître son double jeu et de surface et de profondeur, dans le mythe toute la complexité et du tragique.

GENEVIÈVE BRIERRETTÉ.



Les célèbres boîtes Campbell

CINÉMA

Yves Montand président

Yves Montand présidera le jury du prochain Festival de Cannes du 7 au 19 mai.

Aucun comédien français n'avait été choisi à cette place depuis Jeanne Moreau en 1975. Yves Montand, qui n'a pas reçu la moindre nomination pour les

prochains Oscars du cinéma français en dépit de ses performances dans Jean de Florette et Manon des sources, prend ainsi sa revanche.

Le Festival de Cannes fête cette année son quarantième anniversaire.

Festival de Berlin

Huis clos

Conflits de générations, présence obsessionnelle d'un frère disparu, le Festival de Berlin multiplie les huis clos mais pas les réussites...

Un adolescent chilien exilé au Brésil avec ses parents : la Couleur de son destin, de Jorge Durán. Des adolescents tchèques retenus dans la neige par d'étranges moniteurs : le Cabane aux loups, de Vera Chytilova. Une jeune Américaine annonce à sa mère que dans deux heures elle va se suicider : Bonsoir maman, de Tom Moore.

Conflits de générations ? Pas seulement, pas vraiment. Crise d'inspiration plutôt. Bonsoir maman, avec Sissy Spacek et Anne Bancroft, est, textuellement, le pièce de Marina Normand, que Catherine Rich et François Christophe jouent dans une adaptation de Mathieu Galey à la Gaîté-Montparnasse. Il s'agit d'un huis clos plus impressionnant à l'écran que sur scène. D'abord parce que, au cinéma, la situation est anormale. Ensuite parce que le metteur en scène enferme les personnages dans un labyrinthe d'espaces d'autant plus étriqués que l'extérieur existe, un vrai paysage. Les comédiennes américaines paraissent plus évidemment névrotiques que les françaises, mais le postulat reste trop artificiel pour donner autre chose qu'une brillante performance. Les deux heures de délai que la fille s'accorde pour tout bien organiser après sa mort servent à un déballage complet des monstres et malentendus qui permettent de se supporter soi-même, de se supporter les uns les autres.

Maison tombeau

Le résultat n'aurait pas été différent si la fille avait annoncé : « Dans deux heures, je m'en vais au cimetière ou signer les lépreux », mais pas : « Voilà le revolver avec lequel je vais me suicider. » Même si la mère ne veut pas y croire, même si inconsciemment elle comprend sa fille et envie son courage, même si elle a pris l'habitude de se soumettre, la réaction première, instinctive, viscérale, c'est de saisir le revolver et de le jeter.

Le film brésilien est vu par les yeux du jeune héros, garçon sensible, qui fait des peintures au bonnet et au pochoir. Il est obsédé par son frère, arrêté devant lui quand il était gamine au Chili, pro-

bablement torturé et abattu. Aujourd'hui, parvenu à l'âge des questions et des doutes, il est amoureux d'une jeune fille pour qui la fidélité n'est pas primordiale et il souffre. Cette partie du film est séduisante, mais, ensuite, il décide de retourner dans son pays natal et finit par jeter au pot de peinture rouge sur le conseil du Chili, qui lui tire dessus, le blesse sans le tuer. Tout va bien, voilà l'adolescent devenu adulte et débarrassé de l'image fraternelle.

Chez Vera Chytilova, on retourne au huis clos dans la maison-tombeau, et la fièvre est encore plus primaire. Une dizaine d'années, avec chacun un trait de caractère bien déterminé, partent en vacances à la montagne, dans un chalet dépourvu de tout confort. Une avalanche a coupé la seule route. Reste un remonte-pente, plutôt bricoleur, dont un moniteur garde la clé. Les moniteurs sont des sortes de vampires ; ils ne se nourrissent pas de sang mais ont besoin de se rouler dans la neige pour survivre. Sous prétexte d'enseigner aux enfants à prendre leurs responsabilités, ils cherchent leurs points faibles et les poussent à la défection. A la fin, les gamins comprennent que seule la chaleur humaine peut vaincre l'ennemi et les protéger. Ils se débarrassent de leurs vêtements trop lourds, de ce qui les encombre, et ainsi tous, y compris un petit chien, peuvent descendre dans la vallée.

On est bien loin du charme insolent des Petites Marguerites, le film qui a fait connaître Vera Chytilova. C'était, il y a presque vingt ans, le « printemps de Prague ».

La fantaisie, le Soviétique Alexandre Sokourov y a droit avec l'Arche des cœurs brisés, très lointainement inspiré de Bernard Shaw. Il s'agit encore d'une maison, symbole d'une société à la dérive. Le récit est déstructuré, composé en collage de scènes chéris sans suite ni lien, avec interférences d'images, documentaire colonial et de guerre étiré en largeur. On ne peut pas dire que cela soit parfaitement limpide, ni réussi.

Finalement, le cinéma français ne fait pas mauvaise figure avec, en compétition, Masques de Claude Chabrol, le Miraculé de Jean-Pierre Mocky et Mauvais Sang de Leos Carax, plus six films nouveaux dans la section Panorama et une formidable rétrospective Jean-Louis Barrault-Madeleine Renaud.

COLETTE GODARD.

Le « martien » de Marilyn

(Suite de la première page.)

Quand le rock vire au noir vénéneux dans les œuvres de New-York, il lance le « Velvet Underground and Nico », filtré avec les poisons, la perversité, sans y sombrer, il est de tous les milieux, des petits comme de la rue jusqu'aux bourgeois milliardaires de la haute, de tous les coups faramineux ou fourrés, pratiquant l'indifférence comme un des beaux-arts, perpétuel évadé du cadre, un zombi pondré au cœur de caméléon.

Sa carrière de cinaste est à l'avant-garde de l'œuf total. « Sleep », un long métrage muet de huit heures, ne montre qu'un homme qui dort ; « Empire », le State Building de l'aube à la nuit, etc. Trente films muets volontiers morbides et sexuels, tant sur les « Chelsea Girls » que les « Low-key Cow-boys ». A partir de 1973, en collaboration avec Paul Morrissey devient plus « commerciale et structurée », comme on dit à la Sorbonne. Comme si l'on manquait de beso-

gneux pour faire commerce de structures... Il fait connaître l'écriture Viva et Joe Dallesandro, le gigolo archaïque, puis lance le magazine Interview, le meilleur à ce jour, le seul, le vrai. En 1968, une amie de la Factory lui avait tiré trois balles à bout portant. Rescapé de justesse, Warhol avait déclaré : « J'ai toujours soupçonné que je regardais la télé au lieu de vivre la vie ». Il est vrai, la télé séquestre toujours, mais pas parfois.

Dans son dernier projet d'émission pour la chaîne MTV, il souhaitait que la télévision offre à chaque homme un quart d'heure de célébrité. Il avait mis en lui en plus que sa dose. Andy Warhol n'est pas mort du SIDA, par coquetterie, pour décevoir les braves gens. Il s'est effacé dans le sommeil à la suite d'une opération de la vésicule. Comme quoi on peut s'offrir la mort d'un père peiné après une vie de mauvaises meurs : une leçon.

MICHEL BRAUDEAU.

THÉÂTRE

« Fin de partie », de Beckett à Marseille

Un agonisant d'une santé de fer

Une nouvelle approche, accrocheuse, émouvante de ce chef-d'œuvre inépuisable.

Il s'agit de deux hommes, Hamm et Clov, dans une pièce sans meubles. Deux hommes « ni avec toi ni sans toi », comme dit Beckett. Hamm ne peut pas se lever, il est pris de la fin, il le sait, il le dit. Clov ne peut pas s'asseoir, il lui faut aller et venir, assister la fin de Hamm. C'est dur, Hamm est odieux, Clov ne cesse de dire qu'il va s'en aller. Il restera jusqu'à la fin.

Où irait-il ? Dehors, c'est la mort. Plus rien. Du moins le pensent-ils, comme s'ils avaient eux-mêmes anéanti toute vie. Monté sur escabeau, Clov croira une fois voir venir un enfant. Un mirage, on dirait. Lorsque Hamm était un enfant, il avait des terreurs la nuit. Il appelait au secours non pas sa mère, Nell, mais Nagg, son père. Aujourd'hui, Nell et Nagg reposent. Pas au cimetière, mais dans deux poubelles. Parfois ils se réveillent, demandent à leur vieux fils un biscuit ou des bonbons. Il n'y a plus de bonbons. Il n'y a plus rien.

Samuel Beckett commença d'écrire Fin de partie en 1954, très peu de temps après la première représentation de En attendant Godot. Il a dit que cette seconde pièce est « encore pire » que la première. Il a précisé : « Mon œuvre est une question de sons fondamentaux rendus aussi pleinement que possible, et je n'accepte pas la responsabilité d'autre chose. Si les gens veulent se casser la tête sur les harmoniques, c'est leur affaire. » Fin de partie est en tout cas l'œuvre de Beckett la plus souvent jouée, de par le monde, plus qu'En attendant

Godot, qui reste néanmoins, dans l'air des crânes, le titre numéro un.

A Marseille, dans son théâtre de La Cricie, Marcel Maréchal propose une nouvelle mise en scène de Fin de partie. Il met l'accent sur deux points : l'arrière-ton, l'arrière-accout de Clov, qui affleure assez souvent, quand nous entendons du Beckett à haute voix. Et, si l'on veut, Clov et Hamm pourraient être respectivement le clown blanc et le clown Auguste du cirque, quoique Beckett ait précisé que les deux acteurs doivent être « rouges » (ce sont les spectres des deux parents qui sont blancs).

L'autre point marqué par Maréchal est le côté « roi » de Hamm, le mourant. Plusieurs commentateurs de Beckett ont relevé des analogies entre les propos, la conduite de Hamm et certaines dynamiques du roi du jeu d'échecs.

D'autre part, Maréchal, rompant avec une tradition, dit le texte de Fin de partie avec beaucoup d'intensité, de ruptures franches de ton, de sensualité, de mouvement. Ainsi que l'a demandé Beckett, il « rend aussi pleinement que possible les sons fondamentaux », et comme nous n'avons pas l'habitude d'entendre du Beckett si vigoureux, c'est un peu déconcertant, au début.

Michel Robin interprète Clov avec une extrême finesse, une sorte de poésie blanche, impalpable, c'est très beau. Alain Crassas (Nagg) est excellent, de même que Jacques Angéniol (Nell), qui, d'autre part, a réalisé le beau décor de château démantelé.

C'est en tout cas une nouvelle et importante approche, très accrocheuse et émouvante, de ce chef-d'œuvre inépuisable.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de La Cricie à Marseille.

MERCREDI

HARRISON FORD

Mosquito Coast

PETER WEIR

THE SAGITTARY COMPANY PRESENTS A FILM BY PETER WEIR HARRISON FORD, THE MONUMENTAL GHOST, HELEN MIRREN, KIERA CLAYTON, CONRAD ROBERTS, ANDREW GREEK, MARTIN DONOVAN, MONTAGE THOMSON, ANDREW GREEK, JOHN SEAL, A.C.A. MUSIC BY MARCELO JARRE COSTUME DESIGNER NICKI ZENTZ EDITOR PETER SCHUPPARD PRODUCTION DESIGNER BRONIE HELLMAN EXECUTIVE PRODUCERS PETER WEIR

Le Monde.

sur minitel

10 ABONNEMENTS GRATUITS AU MONDE

Jouez avec le Monde et gagnez votre abonnement.

36.15 TAPEZ LEMONDE

Communication

Journée décisive pour la télévision privée

Les choix de la CNCL pour la « 5 » et TV 6 vont permettre de boucler les candidatures pour la « Une »

Journée décisive pour la télévision privée. C'est en effet ce 23 février que la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) devait faire connaître ses choix pour la reprise de la « 5 » et de TV 6, tandis que les candidats à l'achat de TF1 devaient déposer leur dossier avant minuit. Un enchaînement d'événements qui prend toute son importance quand on sait que les candidats à TF1 attendent les décisions de la CNCL pour boucler leur

tour de table. Les groupes Hachette et Bouygues, qui ont chacun du mal à compléter leur montage financier, espèrent en effet recevoir le secours des groupes exilus de la première compétition.

Pour la « 5 », la candidature de MM. Robert Hirsch et Silvio Berlusconi semblait assurée de la victoire. Leur challenger, M. Jimmy Goldenrich, pourrait être tenté de rejoindre le groupe Hachette

même si le patron de l'Express a toujours déclaré qu'il n'aurait pas le dossier TF1. Pour TV 6, la CNCL restait lundi matin très partagée entre les trois candidatures. Les treize « Sages » étaient pris entre deux convictions apparemment contradictoires : la nécessité de maintenir une chaîne musicale, l'impossibilité d'exclure la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) du paysage audiovisuel. Des négociations ont eu lieu tout le

week-end pour tenter de modifier le projet de la CLT ou de le marier avec une des deux autres candidatures.

Si la CLT et son associé la Lyonnaise des Eaux étaient écartés du choix final, les deux sociétés pourraient être sollicitées par Hachette ou par Bouygues qui vient de finaliser son accord avec le groupe GMP.

J.-F. L.

A la place de Radio 7

Radio France projetée de créer un réseau consacré à l'information

La direction de Radio France devait présenter lundi 23 février à son conseil d'administration le projet de création d'une station publique thématique sur le créneau « information 24 heures sur 24 ». Cette nouvelle radio FM — que Radio France pourrait lancer rapidement — prendrait, en région parisienne, la place de Radio 7 et serait destinée à devenir — à terme — un réseau national relayé dans la plupart des grandes métropoles.

ser que, seules, les grandes radios nationales — Europe 1, Inter — pourraient en jour se payer le luxe d'imposer ce « format ». Un format coûteux, déjà ancien aux Etats-Unis, où il est présent sur les ondes moyennes, et qui exige une logistique, un personnel et un savoir-faire importants.

Le budget de Radio France, que l'on sait particulièrement limité en 1987, ne semblait donc guère propice à ce type d'initiative. Mais la présidence, qui visiblement y attache de l'importance a trouvé la solution et décidé de lui sacrifier Radio 7. La première des radios locales publiques, destinée au public jeune de la région parisienne, devrait donc disparaître et céder fréquemment, locaux et budget à la nouvelle station. Les fréquences d'autres radios locales ou métropolitaines du réseau (Marseille notamment) pourraient également servir à relayer ce nouveau programme. Journalistes et techniciens (14 sur 40 personnes) seraient répartis dans les diverses stations de la société tandis que les contrats à durée limitée ne seraient pas renouvelés.

Communiqué à l'équipe de Radio 7 par une indirection au milieu de la semaine dernière, le projet a semé la colère et la stupeur. Trois assemblées générales ont eu lieu samedi et lundi matin, un dossier a été préparé à l'intention des membres du conseil d'administration, tandis qu'une menace de grève pesait sur l'ensemble du réseau des radios locales. « Contrairement à ses promesses, Roland Faure n'a à aucun moment consulté le personnel et les organisations syndicales », affirme un communiqué du SNJ (Syndicat national des journalistes) de Radio France, qui « s'indigne d'un tel procédé à la hussarde » et « soutient l'action du personnel ».

ANNICK COJEAN.

La vente de TF1

La CFDT demande la publication des rapports d'évaluation

Dans un communiqué réclamant « la transparence et la clarté », le Syndicat unifié de radio-télévision CFDT « exige la publication » des audits de TF1 réalisés par la Banque de l'Union européenne (BUE) et la Banque nationale de Paris (BNP). S'interrogeant sur ce que « veut cacher le gouvernement en refusant la publication de ces audits », le syndicat estime que « les citoyens et les téléspectateurs doivent savoir ce qui va être vendu » et « les salariés et repreneurs, ce qui va être acheté ». Il demande par ailleurs à s'entretenir sur le « mélange social » avec le ministre de la culture et de la communication, M. François Léonard.

L'article 59 de la loi du 30 septembre 1984 « relative à la liberté de la communication » précise que l'évaluation de TF1 « est conduite selon les méthodes objectives couramment pratiquées au sein de ces sociétés » et que « cette évaluation est rendue publique ».

Tensions entre M. Bouygues et le personnel de la première chaîne

Si M. Francis Bouygues devait être le futur PDG de TF1, ses relations avec le personnel de la chaîne risquent de ne pas s'engager sous les meilleurs auspices. Sa décision de retirer, au dernier moment, son appui au projet de reprise de l'entreprise par les salariés (RES) a donné aux quelques huit cents personnes qui, à l'intérieur de la chaîne, y avaient déjà adhéré, le sentiment d'avoir été floués (le Monde du 21 février). Bon nombre se demandent si le numéro un des travaux publics n'a pas été animé, dès le départ, « purement et simplement par un souci tactique » et s'il a jamais eu l'intention de « nouer réellement le projet ».

Autre signe de crispation : la CFDT, syndicat majoritaire à TF1, vient de déclarer, après une rencontre avec M. Bouygues, ne pas pouvoir lui apporter sa « caution ». « M. Bouygues est un patron qui ignore manifestement ce que signifie le syndicalisme d'entreprise. Entre lui et nous, cela a été un dialogue de sourds », ont fait savoir MM. Jean-Charles Picco et Michel Poulaud, les deux délégués de la CFDT qui

ont participé à cet entretien. « L'entretien a eu lieu debout », rapportent-ils, en présence de M. Patrick Lelay, directeur de la diversification du groupe, et « elle n'a pas excédé dix minutes ».

Pour la CFDT, il s'agissait de poser deux questions « essentielles » à l'un des acheteurs potentiels de TF1, tout comme ses délégués le feront chez Hachette, où ils devraient être reçus ces jours-ci : celle du maintien de l'emploi et des activités de TF1 (information, magazines, production et fabrication internes), d'une part ; celle de l'existence, d'autre part, d'une convention collective supervisée par un collège d'employeurs, comme c'est actuellement le cas dans l'audiovisuel public. A terme, la CFDT souhaite l'élaboration d'une « convention collective de branche » alliant les secteurs public et privé.

Pour ce qui est de l'emploi, indiquent les deux délégués, M. Bouygues « s'est contenté » de répondre : « Il n'y a pas de raison de licencier à priori ou de se séparer de la compétence interne, mais notre maître

mot est la compétitivité. Nous voulons faire de TF1 une maison jeune, active et européenne ». Une réponse que la CFDT juge « dénuée de garanties et ambiguë ». Au risque de grève évoqué en cas de licenciements, M. Bouygues aurait rétorqué qu'il se flattait de n'avoir pas connu un seul jour d'arrêt de travail dans son entreprise.

Au sujet d'une convention collective, M. Bouygues a dit, selon les deux syndicalistes : « Elle existe, et il n'est pas sûr qu'il faille en charger », et il a ajouté : « Dans le bâtiment, mon groupe n'est pas membre de la Fédération nationale. Chez moi, on ne connaît ni ce problème ni l'association des employeurs ».

A. Rd.

● M. Gérard Pinson refuse la rédaction de FR 3-Corse. — M. Gérard Pinson, chef du service société de Soir 3 nommé, vendredi 20 février, rédacteur en chef de FR 3-Corse en remplacement de M. Sampiero Sanguinetti, a décliné samedi à la proposition de la direction de FR 3. Interrogé par l'AFP,

M. Pinson a constaté que l'actuel rédacteur en chef de FR 3-Corse, Sampiero Sanguinetti, n'avait pas « préalablement accepté, comme cela semblait convenu, une nouvelle affectation dans la chaîne » et qu'il renvoyait « à lui succéder dans ces conditions ». (Le Monde du 22-23 février).

11 VERSIONS: A VOUS DE CHOISIR



La Renault 21, c'est 11 versions avec différents niveaux d'équipements et de motorisations: de 1721 cm³ à 1995 cm³ essence, 2068 cm³ Diesel, Turbo Diesel. A vous de choisir, à vous la liberté.

Modèle présenté Renault 21 TXE avec options. Millésime 87 Garantie anti-corrosion Renault 5 ans. DIAC: votre financement.

RENAULT préconise elf

**RENAULT 21:
VOTRE LIBERTÉ.**

RENAULT
DES VOITURES
A VIVRE

هكذا من الواجب

Religions

Un accord entre juifs et catholiques

Le carmel d'Auschwitz sera fermé dans deux ans

« J'avais un grand besoin pour y rester de l'autorisation des juifs... qui ne sont pas intéressés par Auschwitz, qui n'y ont pas édifié de monuments et qui n'y sont pas morts ».

A ces allégations, le professeur Steg a répondu notamment : « Nous, les survivants, nous sommes les porte-parole (...) et j'ajouterais leur porte-absence des six millions de nos frères dont le rêve a été brutalement étranglé. Nous portons le lourd et précieux et saint fardeau de leur mémoire (...) Auschwitz est une marque d'un événement qui nous a fait vivre une chose : cette chose unique, inconcevable, impensable et indicible qu'est la Shoah (Tholoka-capture).

des Institutions juives de France (CRIF).

La délégation catholique, à laquelle participait également le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, s'est engagée à créer « hors des territoires des camps » des centres de « dialogue et d'information et de prière destinés à susciter des échanges entre les Eglises européennes sur la Shoah et aussi sur le martyre du peuple polonais », ainsi que de « lutter contre la désinformation et la banalisation de la Shoah et contre le révisionnisme ». Quant au carmel, il trouvera sa place dans le nouveau réseau, destiné à faire « dialoguer les chrétiens », chrétiens « comptant sur les saints frères latins ».

teurs leur ayant fait remarquer que les choses se font lentement en Pologne.

Tous les participants ont estimé que « les étaient parvenus à une volonté commune » de souligner l'aspect particulier de la Shoah au milieu de la tragédie hitlérienne, qui a si durement touché les peuples d'Europe et particulièrement le peuple polonais, ainsi que de voir la Shoah inscrite et la mémoire de cette horrible et femme de son vivant comme sur les lieux de sa mort ».

C'est Mgr Lustiger qui a été chargé de rendre compte au pape de cette réunion.

ISABELLE YICHINAC

GENEVE
de notre correspondante

En dépit de la « déclaration d'Anschwitz », signée par les autorités catholiques et juives le 22 juillet 1986, à Genève, la rencontre de Pregny s'est ouverte dans l'ingénuité. Dans son allocution d'ouverture, le professeur Ady Steg, président de l'Alliance israélite universelle, a rappelé que la fondatrice de ce carmel avait affirmé que les carmélites ne quittaient pas leur couvent actuel et qu'elles

Le message juif a été entendu, notamment du cardinal Macharski, évêque de Cracovie, où se trouvent les vestiges du camp d'extermination d'Auschwitz. Sa position semble s'être rapprochée de celle de ses homologues occidentaux au fil des mois, surtout depuis qu'il est allé se recueillir à Jérusalem au mémorial de Yad-VaChem, dédié aux victimes de la Shoah. Pour sa part, le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, s'est déclaré « très heureux et très soulagé », alors qu'il était « arrivé avec inquiétude » à cette réunion présidée par M. Thé Klein, président du Conseil représentatif

Le Carnet du Monde

● **SÉMINAIRE : autorité, leadership et innovation.** Certains individus s'efforcent à prendre conscience de leurs possibilités et des inhibitions qui les freinent et les empêchent de se réaliser pleinement. Ils révéleraient des qualités insoupçonnées de leader, d'innovateur aussi bien dans leur vie quotidienne que professionnelle. Leur situation sociale et leurs rapports avec leur entourage familial ou professionnel s'en trouveraient considérablement améliorés. Les thèmes du séminaire international et groupe d'études appliqués à l'innovation sont : "L'impact de l'innovation sociale (RHS) (association agréée par la Fondation de France) d'après du 10 au 17 mars au RIAP d'Evry sur le thème « *Autorité, leadership et innovation* » a pour but d'aider ceux qui veulent devenir de véritables « *acteurs* » dans la société. Le séminaire est ouvert à tous. Le groupe d'études appliquées s'adresse aux personnes ayant déjà participé à un tel séminaire et voulant approfondir leur expérience. Le prix comprend les repas et l'hébergement. Des bourses peuvent être accordées sous certaines conditions.

● **Renseignements et inscriptions :**
RHS - 5, rue d'Alger,
75001 Paris, Tél. : 42-30-30-48.

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER
PUR CHASSE & COMMERCE AUX ANIMES ENTIERES

Décès

— Fabrice HERISSAY, Sylvaine HERISSAY, ses enfants,
M^{me} Xavier de Laage de Meux,
M. et M^{me} Louis HERISSAY,
M. et M^{me} François HERISSAY,
M. Léon ASSONAT,
ses sœurs, frères, belles-sœurs, beaux-frères,
Ainsi que leurs enfants et petits-enfants,
ont le deuil de faire part du décès
surin du

docteur Bernard HERISSAY,
chevalier du Troisième national du Mérite,
marquise le 17 février 1967.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 22 février, à 10 h 45, en
l'église paroissiale de Domont (Val-
d'Oise).

Cel avis tient lieu de faire-part.

— Longuepé,
1, rue du Chemin-Vert,
95330 Domont.

— Aururo Marangé,
Jean-Claude, Madeleine, Denis et
Yves Marangé,
Michel, Marie-Christine, Gaëlle et
Perrine Leturque,
M^{me} Raymonde Quilliot,
Sa famille et ses amis,
ont le deuil de faire part du décès de

James MARANGÉ,
Instituteur,
ancien secrétaire général
de la Fédération
de l'éducation nationale,
président honoraire du CCOMCEN,
ancien conseiller d'Etat
services extraordinaires
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur dans l'Ordre
des Palmes académiques,

SUSPENSE

N°8

L'adhésion civile aura lieu au
consistoire de Sannoat-sur-Merne.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons évangéliques destinés à l'insti-
tut Curie peuvent être adressés au
COMCEEN, 62, boulevard Gambaldi,
75015 Paris.

43, rue du Plateau,
91600 Savigny-sur-Orge.

- Le secrétaire général de la Fédération
de l'éducation nationale.

Les membres de l'Institut National
national.

Les membres de bureau fédéral
national.

Et le personnel de la Fédération de
l'éducation nationale,

ont le devoir de faire part du décès de

James MARANGÉ
instituteur honoraire,
ancien secrétaire général de la FEN.

survenu le 20 février 1987, à La Ver-

Le Monde

412 min

MESSAGES

3615 TAPFZ **LEMONDE**

RUGBY : le Tournoi des Cinq Nations

La diagonale de Sella

Tandis que la France battait l'Angleterre (19 à 15) samedi 21 février à Twickenham, les prochains adversaires des Français, l'Ecosse et l'Irlande, disputaient à Edimbourg le match le plus spectaculaire de ce Tournoi, s'affrontant comme les deux concurrents les plus coriaces pour l'équipe de Jacques Fouroux. Les Ecosse ont fini par l'emporter (16 à 12) grâce à deux essais de Laidlaw (40') et Tinkler (68') et deux drops de Rutherford (5' et 19'), contre un essai de Lenihan (24') transformé par Kierman, auteur également d'un drop (36') et d'un but de pénalité (54').

LONDRES de notre envoyé spécial

A l'impossible le XV tricolore sera-t-il toujours tenu ? On l'avait expédié en terre anglaise avec l'un de ces objectifs gastronomiques que seul l'Hexagone sait ou ose encore se fixer. C'était un menu de fête, une double mission impossible : panache et champagne, gage et séduction.

Les joueurs de l'équipe de France, c'est-à-dire, plus que jamais, ceux de Jacques Fouroux, sont rentrés à Paris piteux, épuisés et vaincus au seul finish. Dans ce Twickenham monumental, où la sponsoring semble ne pas encore avoir vraiment pris pied, ce fut un spectacle étrange et mouvementé, une de ces parties-chaudron au cours de laquelle tout se joue. A commencer par ce ballon biffard imposé par les Anglais mais incapable de résister aux bourrasques d'Angleterre. Ce fut, pour tout dire, un match simple, mais non sans bavure.

Personne, bien sûr, n'aurait osé l'avouer publiquement. Tous pourtant en témoignait : on était venu ici pour un gentil courage. Les Anglais avaient été au-dessus de tout à Dublin : la France avait, quinze jours auparavant, donné contre les Gallois, en quelques minutes, une belle image de son vrai talent. Jusqu'à l'adversaire qui, de lui-même, tendait les deux joues.

On voyait ainsi l'Angleterre, courtoisement, vanter le génie des lignes arrière tricolores et s'excuser de présenter une formation aussi piètre. Un état de vingt points était prévu. Ce ne serait donc rien d'autre qu'une pavana pour une équipe démunie, devant un pays en deuil de son rugby.

C'était donc juré, la France allait gagner sans mal à Twickenham. Bien évidemment, elle faillit descendre en enfer. On ne fait jamais attention à tout. Il aurait fallu se méfier d'un Martin Green, le Fouroux anglais, expliquant : « Nous ne sommes pas morts d'envie ». On aurait aussi dû, la veille, mieux lire ce mauvais augure qui fut, dans la nuit glaciale de la ville de Bath, la sévère défaite (22 à 9) de l'équipe de France B. Il aurait surtout fallu prévoir de mieux serrer les rangs, une fois le ton donné, puisque Fouroux avait décidé de faire jouer d'entrée contre le vent.

L'objectif était de ne pas se laisser distancer de plus de dix points à la mi-temps, en vertu de cette règle britannique-salique qui, selon l'empereur Fouroux, veut depuis un siècle que la France ait à ce moment-là le plus grand nombre de points. Dix points maximum avait-on dit. On était à 12-3 à l'heure du changement de vent.

Il y avait en trois pénalités surprises de Rose, cet arrière qui porte le nom de son XV, puis deux drops, le premier de France Mennel, le second de Christopher-Robert Andrews. Côté français, ce fut surtout, vent ou pas, quarante minutes de précipitation, d'emballement à contretemps, bref de jeu à l'envers. Tout se passait alors comme si l'on assistait au plus mauvais prolongement qu'on puisse donner au match contre Galles.

Enfants prodiges

L'avait-on dit, en lendemain de cette victoire, que les trois-quarts français étaient sous-exploités ? Que Mennel ne devait pas jouer systématiquement de la chandelle et qu'il y avait bien autre chose à faire que de l'imitation britannique avec un potentiel comme celui de l'équipe de France ? La vérité, malheureusement, n'est pas la même de part et d'autre du Channel.

En tant qu'à Twickenham ce qu'elle n'avait pas osé faire au Parc des Princes, incapable de calmer le jeu et utilisant l'agressivité anglaise, le XV de France courait à l'échec. A tel point qu'il fallait, juste après la mi-temps, la première de ces chandelles « sans danger » pour éviter la France d'entrer en position congruante et permettre à Blanco de passer un drop.

Dans le match qu'on avait rêvé, c'était été le signal de cette déroute anglaise d'émotion programmée. Ce ne

fut là que le début d'une lente et hypothétique remontée vers la lumière. La touche française était trop stérile et le pack de la Rose un peu trop puissant, faisant des méfies fermées une épreuve insupportable pour le pack français.

Et, désagréable corollaire, ces trois quarts anglais qu'on disait depuis longtemps perdus pour le jeu d'attaque, cebront se servir de leurs mains avec une naïve arrogance dont personne, à commencer par le public de Twickenham, ne les croyait plus capables. Comment dès lors, côté français, s'exprimer ? Faut-il sans doute de pouvoir fournir une vraie réponse collective, la France fit donner ses enfants prodiges.

Eric Champ, d'abord, qui, à vingt-quatre ans et avec le temps, s'impose comme un très grand joueur ; Eric Bonneau, vingt-trois ans, ensuite, qui n'a d'autre ambition, semble-t-il, que de marquer un superbe essai à chaque match du tournoi ; Philippe Sella, enfin, le meilleur de tous, qui n'avait pas, il est vrai, attendu de fêter ses vingt-cinq ans pour démontrer qu'il était l'un des meilleurs trois quarts centre du monde. Sella, le magnifique léopard agacé, a réussi, samedi, l'un des plus beaux exploits dont puisse rêver un centre.

Etre à l'affût en défense, intercepter la balle entre les deux demis adverses et se retrouver seul, auto-propulsé à 60 mètres à vol d'oiseau du paradis, c'est, en match international, une question de vie ou de mort. C'est une vraie tentative de suicide en public. Il y en a d'abord Simon et Simme, les deux centres anglais, qu'il faut oublier. Sella courait dans l'axe du terrain. Bien vite alors, il y eut le face-à-face avec l'indéfectible Rose et, sur la gauche, l'ailier Harrison renvoya à grandes enjambées pour en finir.

En toute logique, il fallait ripier et fuir sur la droite. Sella priait à gauche d'un incroyable contre-pied agacé. A quinze minutes de la fin, la France marquait quatre points et gagnait ce match. Ce samedi-là, le rugby français avait aussi trouvé son sauveur. Car ce fut bien, à la fin, une victoire-sauvetage, qui fit s'éteindre les espérances de France-Galles. Beaucoup de ceux qu'on avait cru pétillants se noient aujourd'hui dans la grisaille. La technique et le jeu en sont-ils faits par le demi de mêlée à bel et bien vécu, et l'on rêve toujours de cette pleine expression des lignes arrière, qui ne pourra naître que d'une charnière véritablement efficace.

JEAN-YVES MAILLÉ

ATHLÉTISME : les championnats d'Europe en salle

Nerfs et muscles d'acier

Les championnats d'Europe d'athlétisme disputés à Liévin (Pas-de-Calais) les 21 et 22 février ont été marqués par le record du monde du 200 mètres, pulvérisé par Bruno Marie-Rose en 20 s 36/100^e (au lieu de 20 s 52), et par une belle performance d'ensemble des athlètes français. Avec six médailles (trois d'or, une d'argent et deux de bronze), la France se classe derrière l'URSS et l'Allemagne de l'Est. Le triple-sauteur Serge Hénin avait donné le signal dimanche matin avec un titre de champion d'Europe inédit, étonnant à 17,15 mètres. La perche, Thierry Vigneron et Ferenc Sebö (5,85 mètres, record de France égalé) se sont partagé les médailles d'or et d'argent, tandis que Marie-Christine Cazzer, sur 200 mètres, et Pascal Thiébaud sur 3 000 mètres obtenaient le bronze. « La marche en avant continue », commentait Fernand Urthé, entraîneur national, souligné après une première journée peu favorable aux couleurs françaises, mais de très haut niveau. Le Soviétique Robert Emmian avait amélioré le record d'Europe du saut en longueur (8,49 mètres) et le Polonais Marian Woronin avait battu par deux fois son record d'Europe du 60 mètres (16 s 52/100 en demi-finale, 6 s 51/100 en finale).

LIÉVIN de notre envoyé spécial

Assis dans un coin de la salle d'échauffement, Marian Woronin sirote paisiblement une Kronenbourg en attendant la routine du contrôle anti-dopage. Il s'avoue, sans émotion apparente, son titre de champion d'Europe du 60 mètres acquis quelques minutes auparavant. C'est, il est vrai, vrai, le cinquième de sa collection. Vainqueur à Vienne (1979), Sindelfingen (1980), Gersleben (1981), il avait même décidé, après son quatrième sacre à Milan en 1982, que ces jeux d'intérieur ne l'amusaient plus. « Il faut laisser la salle aux jeunes », avait-il déclaré en concentrant ses efforts sur la saison estivale. Si, à trente et un ans, il renoue cet hiver avec l'indoor, c'est uniquement dans l'optique des championnats du monde en salle à Indianapolis, les 6, 7 et 8 mars prochains. « Le comble, dit-il, c'est que je n'ai pas peur. La sélection polonaise ayant l'intention de débarquer aux Etats-Unis quarante-huit heures seulement avant le début de la compétition, il est certain que l'acclimatation sera insuffisante, donc le déplacement inutile. »

Woronin est un solitaire qui cultive l'indépendance. Parti de Pologne avec l'aval des autorités politiques et sportives du pays, il est installé depuis plus de deux ans à Marignane. Avec sa femme et ses deux fils, il mène une existence de père tranquille au soleil de Provence. Son emploi municipal lui laisse le loisir de s'occuper des jeunes du club et de s'entraîner à sa guise. Mais sa vie d'athlète n'a rien des travaux forcés d'un camp d'entraînement. Il se contente d'un entraînement fonceur assez léger. « Les gens sont étonnés de ne pas me voir travailler ma pointe de vitesse, dit-il, mais il est impossible de le faire seul. Il faut que quelqu'un vous regarde pour vous conseiller et vous faire progresser techniquement. »

Ce regard d'expert n'existant pas à Marignane, Woronin effectue, avant chaque compétition, trois ou quatre semaines de stage à Varsovie, où son entraîneur de toujours, M. Coch, opère les derniers « réglages techniques ». Sa puissance (1,86 mètre pour 80 kilogrammes) fait le reste : il est recordman d'Europe du 100 mètres depuis 1984 (10 secondes) et vient de placer à un centième du record du monde du Canadien Ben Johnson sur 60 mètres.

Ces séjours polonais pendant lesquels le dilettante méditerranéen se mue en boulet de canon intriguent certains spécialistes français, qui s'interrogent en coulisses. Marian Woronin regrette, quant à lui, le comportement distant des Français. « J'aimerais les faire profiter de mes conseils, mais on ne me demande rien », déplore-t-il, se remémorant ses débuts : « J'allais souvent voir Mennel en Italie. Quand on est derrière, il faut savoir regarder ceux qui sont devant. »

Espoir

de notre

A Liévin, sur 60 mètres, Bruno Marie-Rose, éliminé en demi-finale, et Antoine Richard, dernier de la finale, étaient, certes, derrière l'élite européenne. Mais sur 200 mètres le favori Vladimir Krylov n'a vu que les talons de Bruno Marie-Rose, parti au couloir extérieur. « Dans le virage, j'ai été étonné de ne pas approcher les autres », raconte le Français. Plus tard, sur la ligne d'arrivée, il était ébahi à la lecture du chronométrage électronique. Lui qui avait avant la course ne pas se sentir au mieux venait de battre de

16 centièmes le record mondial de l'italien Stefano Tili.

« J'ai toujours dit que le 200 mètres était sa meilleure distance, il fallait simplement qu'il s'entraîne un peu, confie Michel Duch, son entraîneur au CA Oust de Poissy. Or, il ne s'entraîne vraiment que depuis un an et demi. » Depuis qu'il bénéficie des horaires aménagés de l'INSA de Lyon, où il est élève ingénieur. Oubliée la galère de « maths spé » à Lille, où, faute de temps et d'équipement, il devait courir le soir sur les parkings ! Chaque week-end, désormais, Bruno Marie-Rose est à Poissy. Chaque lundi il retourne à Villeurbanne avec un programme d'entraînement qu'il applique en solitaire. Etudes le matin, sprint l'après-midi. A ce régime, il ne deviendra jamais un sportif manuel. « J'ai tout essayé, marche à 4 heures du matin, café à outrance, en vain », se désole Michel Duch. Avant 11 heures du matin, le champion sommeille encore en Marie-Rose. D'où une élimination prématurée dans un 60 mètres de niveau mondial. D'où une demi-finale quelconque sur 200 mètres.

Sans attendre la déconstruc-tion un peu blasée du « vieux » Woronin, Bruno Marie-Rose, moins de vingt-deux ans, est un gaillard placide de 1,93 mètre pour 83 kilos que le succès ne trouble guère. « Il me faudra confirmer cet été, car, dit-il, d'accord avec le Polonais, l'athlétisme, c'est avant tout un sport de plein air. » Tandis que Woronin se partage entre deux pays, Marie-Rose est un nomade qui fait le bonheur de nombreux quotidiens régionaux. D'origine autillaise, il est né à Bordeaux, a longtemps vécu dans la capitale, puis à Lille, où son père est directeur d'hôpital, avant de s'abonner à TGV Paris-Lyon. « Bref, je suis Français », résume-t-il avec un bon sourire. Et, depuis son exploit de Liévin, citoyen du monde.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

SKI ALPIN : les championnats de France

Aux portes de la relève

Les 74^e championnats de France de ski alpin, qui ont eu lieu du 16 au 22 février dans les stations proches de Cluses (Haute-Savoie), ont permis à des centaines de jeunes athlètes venus de différents comités de s'affronter. Les skieurs confirmés comme Daniel Mongel (trente ans) ou Philippe Verrieret (vingt-trois ans) et surtout chez les filles Carole Merle et les jumelles Mogore, ont su résister à l'offensive des prétendants de la nouvelle génération.

CLUSES de notre envoyé spécial

Une liste de concurrents à la main, Roland Francey, le directeur suisse des équipes de France observe, au pied de la piste des Carroz, les skieurs qui bousculent les piquets. L'œil expert enregistre les mouvements des corps alors que la mémoire note les noms. « Les entraîneurs de l'équipe nationale sont présents et regardent, eux aussi, la quelle cent vingt représentants des comités régionaux effectuent les parcours », explique le patron des skieurs tricolores. « Au printemps, nous examinerons ensemble les résultats et nous nous communiquerons nos impressions sur les différents concurrents. »

Les championnats de France conservent ce côté Bordin des prétendants à une place en équipe nationale. Venu de stations du Dauphiné ou de grandes villes, des dizaines de garçons et de filles pratiquent la glisse tentent d'attirer l'attention sur eux. Rude tâche, car il faut à la fois batailler avec les titulaires des sélections nationales qui défendent chèrement leur place et affronter leurs camarades d'âge, tout aussi envieux de décrocher un titre.

A ce petit jeu, Eric Pieri s'est révélé habile. Premier du slalom, neuvième du géant, il a en le temps de mettre en avant sa haute stature. Mais ce garçon de bientôt vingt-quatre ans n'est pas un inconnu pour les entraîneurs. Classé en catégorie

espoirs dans l'équipe de France, il a déjà tenté sa chance dans plusieurs épreuves de la Coupe du monde. « Lors de cette course, j'ai bénéficié de l'absence de Didier Bouvet, qui skie à un niveau supérieur au mien », reconnaît modestement le champion de France de slalom, tout en ajoutant que ce premier titre va « le déconstruire » et sans doute lui permettre de se surpasser.

Dans la cour des grands

Les vrais prétendants, il faut les chercher dans les tranches d'âge les moins élevées. Chez les dix-sept ans par exemple, une génération où figure encore, pour quelques mois, Adrien Duverrier. Fils d'Adrien, neveu d'Héran, la famille est lourde à porter pour le jeune garçon de Megève, même s'il reconnaît que c'est son père qui lui a enseigné la compétition. Pas le ski, car ce sport, il a l'impression de l'avoir toujours pratiqué. Skieur complet, il s'est classé onzième en descente et trentième en géant, où il a « mal joué tactiquement ». Ces résultats lui donnent confiance et le poussent à « essayer de progresser », même si cela est « dur et pénible » avoue ce futur élève de terminale A, qui rejoindra son lycée quand la neige aura fondu. Avant, il va rôtir son titre de champion de France juniors de géant en Suède, lors des championnats du monde de cette catégorie d'âge.

Et la belle Pascaline Freiber, son aînée du club de Megève, elle aussi, tente de se pousser dans la cour des grands. A vingt et un ans à peine, le bac en poche, elle a déjà entrecroisé la piste en disputant quelques courses comptant pour la Coupe du monde. Mais sa troisième place, samedi 21 février, dans le slalom couru aux Carroz lui a donné le moral. Juste derrière les puissantes sœurs Mogore, elle vient doubler des championnes qui ont non Christine Guignard et Anne-Pierre Rey, titulaires de combiné au carrel de comble. En sa classe, vingt-huitième vendredi lors de la descente de Megève, la jeune fille a montré son

ambition, sa polyvalence et ses qualités physiques. Avec la petite Janssac Nathalie Bouvier, dix-sept ans et demi, dominatrice dans la première manche du slalom géant avant de s'incliner devant Carole Merle, elle prépare cette génération qui sera entre vingt-trois et vingt-cinq ans l'année des Jeux olympiques d'hiver à Albertville.

SERGE BOLLOCH.

SKI NORDIQUE : les championnats du monde

Le renouveau de l'Ouest

Grâce à ses skieurs de fond, la Suède a repris possession des trophées dans les disciplines nordiques lors des championnats du monde qui se sont achetés, le samedi 21 février, à Oberstdorf en République fédérale d'Allemagne. Mais l'événement a été la présence de l'Italie en quatrième position du classement des nations.

OBERSTDORF de notre envoyé spécial

Moins nantis en médailles que l'Union soviétique, l'Italie la précède par la qualité supérieure de ses victoires. Deux médailles d'or ont couronné les efforts réalisés depuis sept ans par une organisation efficace qui prend en compte tous les paramètres du sport de haut niveau, notamment en matière de suivi médical. Après Marco Albarello sur la distance de 15 kilomètres, Maurizio De Zolt a régné samedi sur l'épreuve de clôture des championnats : le 50 kilomètres.

Sous la banderole, le minuscule italien surnommé « Il Grillo » (le Grillon) en raison de ses courts « sauts » qui lui donnent une allure particulièrement dynamique sur la neige, paraissait plus fragile qu'à l'accoutumée sous la pression de l'effort. De Zolt venait de réussir un exploit considérable en n'abandonnant jamais la conduite de la course.

Avec d'autres jeunes filles comme Florence Masnadé, dix-huit ans, de Chamrousse, claquantes lors du géant, elles peuvent apporter un peu de spontanéité et de joie de vivre dans une équipe nationale où, selon l'expression de Luc Alphand, vainqueur de la descente, « ce n'est pas le délire ».

SERGE BOLLOCH.

MOTOCYCLISME : l'Enduro du Touquet

La foule et Persson



Massés sur les dunes de la plage du Touquet, quelque cent cinquante mille spectateurs ont assisté, dimanche 22 février, à la victoire du Suédois Leif Persson dans le troisième édition de l'Enduro créé par Thierry Sabina. Malgré trois chutes, Persson a réussi une belle victoire à l'écart avec les mille autres concurrents. Il s'entraîne à cette occasion une toute nouvelle Yamaha 500 à refroidissement liquide qu'il pilotera avec le Français Jacky Vimond lors des prochains championnats du monde.

LES RÉSULTATS

Athlétisme

RECORDS DU MONDE
L'Irlandais Eamonn Coghlan a battu, vendredi 20 février à Los Angeles, le record du monde du 2 000 mètres en 4 min 54 s 7. L'Américain Greg Foster a égalé, dimanche 22 février à San-Diego, le record du monde du 60 mètres haies en 7 s 47, devant Stéphane Caristan, deuxième en 7 s 64.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Deuxième phase
(cinquième tour retour)
*Villeneuve b. Antibes 85-81
*Limoges b. Mulhouse 103-89
*Orthez b. Châlons 77-63
*RCP Paris b. Saint-Etienne 120-107
*Monaco b. Tours 91-78
*Vichy b. Lorient 74-73
Classement : 1. Orthez, 46 pts ; 2. Limoges, Monaco, 42.

Escrime

CHALLENGE MONAL
L'Allemand Boris Becker a remporté, dimanche 22 février à Paris, le Challenge Monal à l'épée face au Canadien Chouinard et devant les Français Prunier (3^e), Henry (4^e) et Boisse (5^e).

Handball

CHAMPIONNAT DU MONDE B
La Roumanie a battu la France par 27 à 19, dimanche 22 février à Bolzano (Italie).

Tennis

TOURNOI D'INDIAN WELLS
L'Allemand Boris Becker a remporté, dimanche 22 février le tournoi d'Indian Wells (Californie), doté de 435 000 dollars, en battant en finale le suédois Stefan Edberg, 6-4, 6-4, 7-5. En demi-finale, Becker a battu Yankick Nickl, 6-4, 6-2.

صك من الاجل

Le Monde CADRES

Responsable marketing

Banque - 300/350.000 F

Expérience confirmée du marketing dans le secteur de la distribution avec une connaissance du secteur bancaire. Une banque à taille humaine, spécialisée dans le secteur de l'immobilier, et filiale d'un groupe bancaire international, recherche son futur responsable du département marketing. Basé à Paris et placé dans un premier temps sous l'autorité immédiate du directeur général, il participera à l'élaboration, à l'application de la politique commerciale et aura la responsabilité personnelle du plan marketing. À l'écoute du marché et de la concurrence, il définira le concept des nouveaux produits, leur mode de promotion et de commercialisation, entretiendra des liens permanents avec les chefs de produits et les agences de publicité, en utilisant des techniques de marketing moderne. Ce poste très opérationnel ne peut convenir qu'à un cadre âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (BSC ou équivalent), ayant une expérience marketing d'au moins 4 à 5 ans acquise dans la distribution des biens de consommation (essence, grande distribution, alimentaire...) comme directeur du marketing, adjoint, ou chef de produit de très bon niveau. La candidature d'un spécialiste du marketing bancaire pourra être également appréciée. La rémunération, de l'ordre de 300/350.000 francs, pourra éventuellement être supérieure en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à H. CELSRIER, en précisant la référence A/R 9229M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable d'exploitation

Transport et maintenance de matériel électronique - Filiale d'un groupe international, nous sommes une PME spécialisée dans le transport et l'entreposage de matériel informatique, employant une quarantaine de personnes. Notre politique de service de qualité nous permet une croissance constante (+ 25% en 1986). Dans le cadre de cette expansion, nous créons le poste de responsable de l'exploitation. Rattaché à la direction générale, il animera l'ensemble des services opérationnels: camions, entrepôt, commercial interne, soit une trentaine de personnes. Il aura le souci permanent d'optimiser l'organisation pour la meilleure satisfaction du client (rapidité, efficacité). Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'une école de gestion, avec l'expérience professionnelle lui ayant permis de développer ses qualités de meneur d'hommes et d'organisateur. Une connaissance des transports serait appréciée. L'esprit de service et une grande disponibilité sont indispensables, ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais. Le poste est situé en banlieue Nord-Est. Ecrire en précisant la référence S/8157M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Consultant ressources humaines

PA l'une des premières sociétés internationales de conseil auprès des entreprises, recherche un consultant dans le cadre du développement de son activité "ressources humaines". Intégré à une équipe très motivée, il participera à l'ensemble des activités du département : • Conception, promotion et mise en œuvre de nouveaux outils d'évaluation et de développement de la personnalité professionnelle. • Animation de formation. • Conseil - Bilans psychologiques. Nous souhaitons rencontrer des candidats, diplômés en psychologie et ayant impérativement acquis une première expérience de la gestion des ressources humaines en entreprise ou en cabinet. Novateurs et créatifs, ils seront particulièrement motivés par les problèmes d'évaluation qualitative de la personnalité. Des connaissances méthodologiques, sans être indispensables, seraient appréciées. Merci d'écrire à Christine CHABAUD en précisant la référence A/062AM. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

AU-DELA DU RECRUTEMENT ET DE LA FORMATION... ... NOTRE DEVELOPPEMENT

Constructeur américain, leader de la Conception et de la Fabrication Assistées par Ordinateur, nous sommes en France 250 personnes. OPERATIONNELS, c'est ainsi que nous nous définissons tous, Commerciaux, Administratifs et Ingénieurs Techniques. Pour communiquer avec nous, vos qualités d'écoute, de pédagogie, d'analyse sont indispensables mais ne suffisent plus si vous ne savez pas vendre vos idées et concrétiser vos actions. Au sein de la D.R.H., vous prendrez en main la responsabilité de nos recrutements, jusqu'à l'intégration. Dynamique dans vos approches, vous saurez utiliser la Formation pour nous faire progresser. Habitué à déceler les potentiels, vous serez associé à leur évolution. Si après une première expérience réussie du Recrutement et de la Formation, vous désirez vous insérer dans un Groupe qui se donne les moyens de ses politiques, venez nous vendre votre candidature. Merci de nous adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), s/réf. O/CO/LM, à Didier LESUEUR, notre Conseil, qui vous expliquera en outre vos réelles perspectives d'évolution.



COMPUTERVISION

Raymond Poulain Consultants

74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Valorisez votre expérience des fonctions commerciales dans le conseil en recrutement

egor

est le conseil en investissement humain des directions commerciales. Nous intervenons dans le recrutement des cadres des fonctions : Vente, Marketing, Publicité, Promotion, Communication... De formation supérieure, vous avez environ 30 ans et vous pouvez justifier d'une expérience du "terrain" et de l'encadrement dans le domaine des produits de grande consommation ou des services. Nous vous formons à nos méthodes et à l'utilisation des moyens du GROUPE EGOR, premier cabinet français de Conseil en Ressources Humaines. Parcourons-nous, nous vous parlerons de notre métier et de nos projets. Notre équipe est très enthousiaste à l'idée de s'agrandir et si vous êtes à l'écoute de nos résultats et de nos ambitions, nous serons vous remercier. Merci d'adresser lettre de motivation, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence EP01 à :

EGOR PROMOTION

65, rue de Pontbail - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG BRUXELLES BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GRECE JAPON ITALIA PORTUGAL BRASILE CANADA JAPAN

Chep France

Relations Humaines et Services Généraux dans une PME

Leader sur le marché de la location de matériel de manutention (palettes, conteneurs), nous réalisons un CA de 170 MF en progression constante d'environ 30 % depuis 5 ans. Notre structure intéressante parce que de taille humaine... 220 personnes, s'étoffe régulièrement... Rattaché au Directeur Administratif et Financier, votre mission sera d'une part l'administration du personnel avec toutes ses implications juridiques et sociales et d'autre part la gestion et la formation de nos ressources humaines. Pour ce faire, une équipe de 4 personnes vous secondera. Au delà de votre rôle immédiat, vous conseillerez à la fois notre Direction Générale et nos Directeurs de Département dans la conception et l'application d'une politique sociale dont vous assurerez la mise en œuvre au niveau de chacun de nos établissements. La trentaine ou plus, de formation supérieure, école de commerce ou universitaire (juriste ou gestionnaire) vous saurez nous prouver que votre expérience de quelque 5 ans a été riche et réussie... Rigoureux mais aussi imaginaire et concret, vous êtes gestionnaire, homme de communication et d'action. Le poste nécessite que vous parliez anglais. Merci de nous adresser lettre, CV, photo sous référence 4120 M, 24 rue Eugène Flachet - 75017 Paris. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Valeo

L'Équipement Automobile

28000 personnes - C.A. : 12 milliards F.

dont 45 % à l'étranger

recherche pour la filiale Valeo Distribution

Jeunes spécialistes marketing

Rattachés directement au Responsable du Département Marketing Produits Équipements Automobile, vous aurez pour mission : • d'analyser le marché potentiel, la pénétration de la concurrence nationale et internationale, • de participer à la recherche et à la définition de nouveaux produits dont vous assurerez le marketing, la stratégie de lancement et le développement commercial avec l'appui logistique du réseau de distribution, • de collaborer à la conception et à la création des conditionnements, • d'imaginer, réaliser la documentation commerciale propre à motiver et former vendeurs et clients sur l'intérêt des produits. Dans ce contexte, vous serez chargés de la liaison et de la coordination entre les services industriels, développement et les forces de ventes France et Étranger. Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés d'une Grande École de Commerce type HEC, ESSEC, Sup de Co option Marketing et ayant une première expérience réussie d'un minimum 3 ans dans une fonction marketing produits industriels ou produits de grande consommation. La connaissance courante de l'anglais et/ou de l'allemand est indispensable. Une compétence en informatique serait un atout supplémentaire. Si la perspective de rejoindre notre équipe Marketing basée en Région Parisienne vous séduit, merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, CV et photo) sous la référence M/74 à VALEO, Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres, 43, rue Bayen 75048 Paris Cedex 12.

Notre Société est l'un des premiers groupes pharmaceutiques français.

Depuis plusieurs années, la gestion de la production est effectuée à l'aide de logiciels intégrés, développés par notre service informatique, pour et avec les utilisateurs.

Nous comptons aujourd'hui plus de 10 centres utilisateurs pour lesquels :

- la pratique de ces logiciels doit être rendue accessible à tous nos collaborateurs,
- la formation des utilisateurs actuels doit être poursuivie, améliorée, avec comme objectif une mise à jour permanente,
- de plus, les demandes d'évolution provenant des différents centres doivent être coordonnées.

Nous voulons créer le « Club » des utilisateurs.

Nous recherchons l'animateur de ce club

dont la fonction sera

la formation et la coordination des utilisateurs de logiciels de gestion de production.

Les candidats devront être titulaires ou avoir l'expérience de la formation. Ils auront un niveau supérieur (BAC + 5) et de bonnes bases dans le domaine informatique, en particulier dans les applications à la production.

Le candidat retenu sera un créateur. Il saura mettre en place et développer cette nouvelle fonction intégrée à la Direction Générale Technique.

De nombreux déplacements sont à prévoir (2 jours au moins par semaine) en particulier entre les utilisateurs (Europe), le centre informatique (120 kms de Paris) et le Siège de la Société (banlieue Sud Ouest) où il sera basé.

Adressez lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence L309 à l'attention de PARAPÈSE - 10, rue de Louvois - 75002 PARIS qui transmettra.

QUELLE VOLONTE SE CACHE DERRIÈRE VOTRE DIPLOME ?

JEUNES DIPLÔMÉS GRANDES ÉCOLES D'INGÉNIEURS ET DE COMMERCE

Aux études statiques vous avez préféré celles qui bougent. Au cours de ces années vous avez développé une solide volonté d'entreprendre.

Entrepreneurs ?, à la SAE nous le sommes par vocation. Notre activité : le Bâtiment ; 25000 personnes pour un chiffre d'affaires 1986 de 18 Milliards de Francs.

Après une formation polyvalente sur le terrain et en bureau d'étude, vous évoluerez vers d'autres responsabilités dans des structures régionales décentralisées et autonomes.

Vous pourrez par exemple prendre en charge le développement d'opérations, la négociation et le montage d'affaires, la responsabilité d'un secteur géographique.

Si vous êtes preneur écrivez sous référence MJD à notre responsable du recrutement et montrez lui, CV à l'appui, le vrai visage de votre diplôme. Merci de nous préciser votre mobilité géographique.

SAE - 32 avenue de New York - 75116 Paris

UN GROUPE D'ENTREPRENEURS

SAE

Le Monde

CADRES

ORGANISME FINANCIER REGIONAL

DIRECTEUR GENERAL

SUD-OUEST

Cet organisme financier régional fait partie de l'un des tous premiers réseaux bancaires nationaux. Etablissement de crédit, sa vocation est naturellement de gérer au mieux les intérêts d'une clientèle très diversifiée, et aussi d'accompagner de façon très active le développement économique régional.

Nous recherchons aujourd'hui son futur Directeur Général. Son action permettra d'apporter les réponses efficaces à de nombreux enjeux économiques, et de favoriser la nécessaire mutation de l'organisme dans le contexte d'une compétition accrue.

Les responsabilités proposées sont complètes sur un plan opérationnel : relations humaines, finances-gestion, développement commercial, etc. Nommé par le conseil de surveillance, il assure sa mission dans le cadre des objectifs définis par celui-ci.

Vous avez 10 à 15 années d'expérience dans le même secteur d'activité, le crédit ou la banque, avec de préférence la connaissance du secteur mutualiste, coopératif ou parapublic.

Vous occupez un poste de même niveau, ou bien une Direction Financière ou Commerciale dans un réseau important. Diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes particulièrement impliqué dans la gestion des hommes et l'animation des équipes.

Seront considérés comme atouts, la connaissance spécifique de la région Sud-Ouest dans sa dimension économique, et la connaissance de la langue espagnole.

Le poste est basé dans une très agréable ville du Sud-Ouest.

Les conditions proposées, incluant de nombreux avantages sont naturellement très attractives et de nature à motiver un candidat de grande valeur.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 196 E, à notre Conseil : Armand de MENDITE, 10, rue de Richieu, 75001 PARIS, qui traitera votre dossier dans la plus stricte confidentialité.

NEMESIS

Ingénieur

Chef d'unité de fabrication

Une société à taille humaine (300 personnes), dynamique et performante, rattachée à un groupe industriel français de tout premier plan, recherche un ingénieur confirmé AM, ENSI... ayant 3 à 5 ans d'expérience en fabrication dans un domaine mécanique.

Il dirigera une unité très moderne, ayant un effectif de 100 personnes, et il assumera des responsabilités complètes : méthodes, production, progrès technologiques.

Ce poste conviendrait à un candidat de très bon potentiel, ayant de réelles compétences techniques et de solides qualités d'animateur et de gestionnaire.

Réelles perspectives d'évolution de carrière.

Poste : ville Sud-Ouest.

Envoyer sous réf. UG 321 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Une nouvelle étape dans votre carrière commerciale

Directeur Régional Nord-Est Belin-Pâtisier

Vous en avez la carrure : professionnel confirmé de la vente, vous connaissez tous les rouages de la grande distribution et de la restauration hors foyer, et savez motiver les hommes.

A vous d'assurer la réalisation des objectifs commerciaux, d'animer l'équipe de vente (8 personnes), d'organiser les actions de promotion.

Vous participerez à la définition de vos objectifs prévisions et moyens, ferez appliquer sur le terrain la politique de la

Direction Commerciale et serez responsable des négociations régionales.

Vous avez les qualités relationnelles indispensables pour assurer la présence de BELIN-PÂTISSIER sur la région Nord-Est. A vous d'en convaincre Bernard Franot, qui recevra personnellement votre dossier de candidature, sous référence DR/M/87.

Biscuits BELIN BP 93-91003 EVRY.



Le patron de nos services techniques est ingénieur, gestionnaire et participera étroitement à la Direction Générale.



Fasson

Nous sommes une industrie très technique, très innovatrice. Filiale française du leader mondial sur nos marchés, nous réalisons avec 185 personnes, 400 MF de CA dont 76 % à l'export. Classée Première PME exportatrice dans notre secteur, nous avons obtenu en outre, l'an dernier, le Prix Industrie et Qualité.

A ce niveau de performances, vous vous en doutez, les points supplémentaires à gagner dépendent de l'imagination dans la stratégie, du discernement dans les investissements, un sens technique pointu pour augmenter la productivité à partir d'automatisation et l'habitude d'une gestion serrée (à l'Américaine). Ajoutez de solides qualités de manager pour maintenir l'esprit de gagnants qui est le notre pour affiner la formation chez tous nos ingénieurs et techniciens et pour développer le concept de qualité globale qui est notre véritable projet d'entreprise.

Voilà la mission. Dans un cadre de vie très sympa (nous sommes tout près de Grenoble), dans une affaire et dans une usine où nous créons continuellement en abondance de nouvelles méthodes, des technologies de pointe et dans une perspective de carrière qui doit être de toutes façons évolutive soit sur le site, soit dans le Groupe.

Alors, c'est vrai, vous êtes ingénieur (grande école), gestionnaire (MBA, ICG, IAE), vous avez l'esprit de la multinationale, vous parlez anglais et vous avez envie, avant la quarantaine d'exercer de belles responsabilités de patron.

Si, en plus, vous aimez skier, il faut vite nous rencontrer !

SEFOP est notre Conseil qui nous conseil bien et peut répondre à vos questions. Merci de lui adresser votre dossier sous réf. FA 256 M.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTec

Ingénieur méthodes

JEUNE DIPLOME - MECANIQUE GENERALE



Intégré au département technique, vous serez chargé :

- d'étudier, de mettre au point et d'implanter de nouveaux procédés de fabrication et équipements ;
- d'optimiser les coûts et rendements des méthodes existantes ;
- de rédiger le cahier des charges, les standards et spécifications.

Jeune diplômé d'une Ecole d'ingénieur en mécanique générale, vous possédez un bon niveau d'anglais.

Votre esprit pratique et rigoureux, votre tenacité et disponibilité, votre capacité à innover et vos qualités relationnelles seront vos atouts pour réussir à ce poste et évoluer au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, avec prêt, s/réf. 17/CS/LM, à Christian SALAUN 3M FRANCE - Division des Ressources Humaines - Boulevard de l'Oise 95006 CERGY-PONTOISE Cedex.

3M

Marketing et Presse

Nous sommes un des tout premiers magazines d'actualité et de services (2 millions de lecteurs) Notre Direction Commerciale renforce son équipe et crée un poste :

CHEF DE PRODUIT (H/F)

Au sein de l'équipe existante, vous agirez dans le cadre de la politique définie par le Directeur Commercial de cette publication. En lien avec les services internes et les prestataires extérieurs, vous proposerez et mettrez en œuvre des opérations visant à développer la diffusion : marketing direct, actions promotionnelles ou publicitaires sur le terrain en région, suivi et analyse des résultats de vente, etc.

De formation commerciale supérieure - type ESC - vous avez une première expérience de 2 ans dans le marketing et la gestion de produits grand public. Ce poste opérationnel vous permettra d'intégrer un groupe multi-média de premier plan qui peut vous offrir à terme de réelles perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature + C.V. sous réf. MLA 445M, à :

TROPIQUES

18 bis, rue Violet - 75015 PARIS

F R A N C E E T C E E

Jeune responsable du recrutement

UN POSTE CLEF DE NOTRE DEVELOPPEMENT...

Notre entreprise est en expansion forte et régulière depuis sa création il y a 12 ans (550 MF de CA, 550 personnes).

Filiale commerciale d'un très important groupe industriel français, nous avons su définir dans notre domaine, la vente, les éléments de notre progression en France et à l'étranger. Cette progression est due aussi à notre savoir-faire en matière de recrutement.

Jeune diplômé (grande école ou université), vous avez 2 à 5 ans d'expérience du choix des hommes en entreprise, en cabinet, ou comme responsable commercial.

Nous vous formons à notre approche et vous prendrez la responsabilité du recrutement dans son ensemble, ainsi que certains programmes de formation. Fort de cette excellente expérience de notre entreprise, cette mission vous donnera l'opportunité d'évoluer à l'intérieur ou à l'extérieur de la fonction personnel.

Le poste est basé à St-Cloud avec de nombreux déplacements en France et en Europe. La maîtrise de la langue allemande ou anglaise est indispensable.

Si ces perspectives vous intéressent, alors adressez votre CV, lettre, photo et rémunération actuelle, sous réf. 6340, à Média-Sytem, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75008 Paris, qui transmettra.

GROUPE SYSECA

SYSECA (350 MF de CA, 900 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de service et d'ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

ingénieurs informaticiens

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Masters.

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- génie logiciel,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 228, à GROUPE SYSECA, Direction du Personnel, 316, Bureau de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA SELECTION

Industrie Papetière Est France

Ingenieur papetier au savoir-faire communicateur

150 000 F +

32 ans environ, de formation Technique Supérieure Papetière, vous bénéficiez d'une expérience d'encadrement d'une dizaine d'années dont cinq mini au sein des fonctions de la Fabrication, Process, Recherche et Développement, Qualité, Assistance technique en Clientèle dans l'Industrie Papetière. L'anglais maîtrisé.

Notre Société, Producteur de papier à forte valeur ajoutée et fortement exportatrice, s'est taillée une solide notoriété grâce à la synergie efficace qui sous-tend nos Services Recherche et Développement très novateurs, notre Marketing et nos Producteurs.

La Direction de notre Unité de Production (située à 250 km Est Paris) recherche son RESPONSABLE DU SERVICE QUALITE ET CLIENTELE, interface entre la Production et les Clients d'une part, les Services Commerciaux du Siège d'autre part et Recherche et Développement enfin.

Arbitre et garant du développement technico-économique de la qualité de nos produits et service de l'amont jusqu'en aval, il sait tenir compte de l'intérêt commun des différents partenaires.

Merci d'adresser CV manuscrit et détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 8605 PSM à notre Conseil 17 rue Courmeaux - 51054 Reims cedex 58 avenue de Wagram - 75017 Paris

333-8 MORENO CONSULTANTS REIMS - PARIS - LYON



هكذا من الاصل

هكذا من الاصل

Le Monde
CADRES



aérospatiale

Toulouse

GERER LES CARRIERES CADRES

Etre le maître d'œuvre d'une politique dynamique de la gestion des carrières des 1 300 cadres (principalement techniques) des usines de Toulouse signifie : prendre en considération les besoins quantitatifs et qualitatifs des hiérarchies, intégrer les capacités et les aspirations individuelles des cadres, créer et mettre en place des outils (description de poste, entretien d'évaluation des performances...), concevoir et faire vivre des procédures permettant de faire évoluer les carrières en tenant compte des nécessités (à moyen et long terme) de l'entreprise et du potentiel humain existant et/ou à former.

Pour ce poste évolutif rattaché à la Direction des Ressources Humaines, nous souhaitons recruter un diplômé de l'enseignement supérieur de 30 ans minimum. Son expérience professionnelle (5 ans environ) a été acquise dans un groupe industriel pratiquant une politique performante en matière de gestion des carrières. Outre sa bonne maîtrise de l'ensemble des outils nécessaires à l'exercice de ses responsabilités, le titulaire du poste doit avoir une capacité de dialogue avec des directions opérationnelles exigeantes. La connaissance des techniques de recrutement des cadres sera appréciée.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 4863 N à :

EGOR S.A.
8, rue de Bani - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

GROUPES SYSECA

ingénieurs d'affaires grands comptes

Ingénieur ou commercial informatique, vous êtes motivé par la vente de solutions complexes dans les domaines des télécommunications, des grands réseaux publics ou privés à valeur ajoutée, et du génie logiciel.

Vous souhaitez travailler dans un environnement de haut niveau vous fournissant un support efficace. Notre Groupe d'ingénierie informatique (900 personnes, C.A. 350 MF), partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, attend votre candidature.

Après des grands comptes (DGT, Défense nationale, Administrations, secteur industriel, banques...), vous assurez vous-même votre marketing, vous élaborez vos propositions et menez les négociations jusqu'à la signature des contrats.

Vous serez autonome et responsable de votre activité. Nous saurons vous y intéresser.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 229 à SYSECA SELECTION, 315, Bureaux de la Colline, 92213 ST-CLOUD CEDEX.

Discrétion assurée.

SYSECA SELECTION

De l'entreprise... au conseil en recrutement

Nous vous proposons de rejoindre l'équipe des consultants du Groupe Bernard Julhiet, spécialisés dans la recherche de cadres d'une part et dans le recrutement de commerciaux d'autre part. Notre développement est fort, notre métier fait d'autonomie et de communication est passionnant. Depuis quelque dix années il a considérablement évolué : définition plus pointue de profils, attentes plus précises des entreprises, mobilité moins grande des cadres, exigent des consultants qui, pour l'avoir vécue de façon très opérationnelle, connaissent bien l'entreprise de l'intérieur... Pour réussir les missions qui nous sont confiées, nous utilisons tous les moyens efficaces : annonces, approche directe, gestion de candidatures spontanées, rencontres, etc.

Diplômé d'études supérieures, plutôt commerciales/gestion, âgé de 30 ans ou plus, vous avez eu des responsabilités variées en entreprise ou une expérience dans le conseil en recrutement. Persuadé de l'importance du choix des hommes, vous êtes lentement par une fonction dans une structure légère et par la richesse qu'apporte le conseil. Responsable du développement d'une clientèle et de toutes les étapes des recherches que vous conduirez, vous rejoindrez les 12 consultants de notre équipe ; vous rejoindrez aussi un solide groupe diversifié de conseils fort de 200 personnes... Nous avons plusieurs postes à pourvoir à Paris et à Strasbourg.

Merci de nous adresser lettre, CV, rémunération actuelle, soit sous réf. 2 124 M - 24, rue Eugène Flachet - 75017 Paris, soit : 4, quai Kleber - 67056 Strasbourg Cedex, sous réf. 5 171 M. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

Bernard Julhiet
Psychom

BJ FORCES



LYON

Ingénieur

accordez votre ouverture d'esprit à l'essor de votre région

Dans cette optique, votre culture scientifique de base ainsi que votre expérience de la négociation, de 3 à 5 ans, dans l'ingénierie, le conseil ou le marketing industriel peuvent faire de vous un collaborateur privilégié de la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LYON.

Pour appuyer les entreprises dans leur effort d'innovation, vous diffuserez de nouvelles technologies (matériaux, biotechnologies, applications de l'énergie...).

En outre, dans le cadre de la technopole, vous participerez aux activités de l'ADERLY (Association pour le Développement Economique de la Région Lyonnaise) pour définir des axes de communication avec notre communauté scientifique.

Vous interviendrez également dans la définition, la mise en place d'un plan marketing et dans le montage de dossiers de transferts de technologie entre les entreprises et la recherche régionale.

Votre sens relationnel, votre esprit prospectif ainsi que vos qualités d'animateur renforceront votre formation d'ingénieur généraliste et votre expérience pour faire de vous un animateur déterminant de l'activité scientifique dans la région lyonnaise.

La maîtrise de l'anglais et de l'allemand est nécessaire.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 234 à

MEDIA 81
72, av. J.-J. Rousseau - 69007 LYON
040 00 00 00

CAV RotoDiesel

Fabrication de matériel d'injection diesel 1.800 personnes, recherche pour son usine de

BLOIS

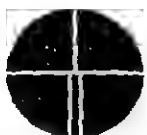
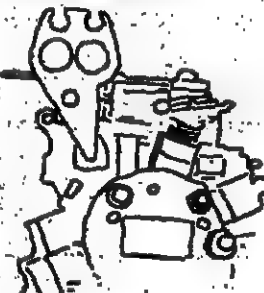
2 ingénieurs labo-moteurs

FORMATION : AM ou équivalent + ENSPM option moteurs. Anglais indispensable + allemand pour l'un des postes.

MISSION : Ils participeront au sein de l'équipe en place, aux développements de matériel d'injection diesel destiné au marché de l'automobile.

Adressez C.V. et prétentions à CAV ROTO DIESEL.

Service du Personnel - 9, boulevard de l'Industrie - B.P. 849 - 41008 BLOIS



EUREQUIP

Société de Conseil, au service des entreprises depuis plus de 25 ans, nous les aidons à définir leur stratégie, à concevoir et mettre en place leurs systèmes de gestion, de production et d'information.

L'Homme, l'Entreprise et l'Environnement sont les trois dimensions privilégiées par nos méthodes d'intervention qui visent à optimiser l'efficacité de l'organisation et le développement des ressources humaines.

Notre Groupe réunit aujourd'hui plus de 150 Consultants en Europe.

Nous renforçons nos équipes et accueillons en mai 87 :

8 CONSULTANTS H/F

JUNIORS : 26-32 ans - de formation supérieure INGÉNIEUR / COMMERCE / GESTION / SCIENCES HUMAINES. 2/3 ans d'expérience en entreprise, en particulier domaine de l'informatique et de l'intelligence artificielle.

CONFIRMES : 32-35 ans - de formation supérieure + MBA (INSEAD...). 5/8 ans d'expérience de préférence en secteur télécom / banque.

Vous êtes mobile et maîtrisez au moins une deuxième langue (anglais ou espagnol).

Nous attendons de vous :

Esprit vif et imaginatif ; réelle capacité d'écoute ; souplesse et adaptabilité ; aisance de contact ; disponibilité.

Après un stage de formation de 4 semaines à votre arrivée, vous serez intégré à l'une de nos équipes d'intervention.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 6510 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une discrétion totale.

20 rue Pergolèse 75116 Paris

Actiman

FRANCHISEZ UNE ETAPE

DEVEZ NOTRE DIRECTEUR DU MARKETING

Nous sommes une PME dynamique (300 personnes), spécialisée dans le matériel pour industries Agro-alimentaire et filiale d'un important groupe industriel français. Vous êtes prêt à vous impliquer dans une passionnante action de marketing industriel qui confirmera et poursuivra notre développement. Nous vous offrons la possibilité, au sein d'une équipe jeune, d'exploiter vos qualités d'efficacité et de rigueur dans un poste largement autonome.

Vous participerez à notre Comité de Direction et rendrez compte à notre Directeur Général.

A 35 ans environ, de formation supérieure (ingénieur et/ou Commercial) vous avez acquis votre expérience Marketing à possible dans l'ingénierie Agro-alimentaire et la multinationation. Anglais indispensable et allemand souhaitable.

Le poste est basé dans une agréable ville du Centre de la France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo et prétentions) sous réf. 5530 à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra en toute confidentialité.

Grande agence de publicité
météo Etoile

RECHERCHE MI-TEMPS

ASSISTANTE SOCIALE
EXPÉRIMENTÉE

1^{er} avril à fin septembre.

Téléphone : 47-20-99-96.

Le groupe egor

a le plaisir de vous annoncer
l'arrivée de Françoise VERNEUILLE
comme consultant
au sein de sa structure.

EGOR S.A.

19, rue de Bani - 75008 PARIS

Tél. 42.25.71.07

Le Monde
CADRESPROMOTEUR IMMOBILIER NANTES
responsable département
commercialisation
GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

Rattaché directement au Directeur Général, vous serez pour mission non seulement d'analyser une équipe de conseillers pour la commercialisation des programmes, mais aussi d'analyser et de contrôler une équipe de gestionnaires pour le suivi des dossiers de financement (au total environ 15 personnes). Vous serez également chargé de gérer la communication externe de l'entreprise. Agé d'au moins 30 ans, vous êtes diplômé d'une Grande École de Commerce et vous avez quelques années d'expérience dans un poste similaire.



Si vous souhaitez prendre ces larges responsabilités au sein de notre entreprise dont l'originalité consiste à associer des prêts aux acquéreurs de ses programmes, merci d'adresser votre candidature (C.V., lettre man., références) sous référence RDC à E.H.F. - 11, rue Arsène Leclerc, B.P. 3101 - 44031 NANTES Cedex.

Juriste d'entreprise

directement rattaché au Conseiller du Président
c'est ce que vous propose cette prestigieuse société de produits de luxe, filiale d'un puissant groupe industriel

Votre mission :

- concevoir et rédiger des contrats de licence pour différentes gammes de produits en France et à l'étranger,
- procéder au montage juridique de réseaux de distribution,
- animer un réseau de correspondants dans des cabinets et des entreprises,
- appliquer le droit des sociétés, le droit fiscal, ainsi que le droit social.

Votre profil :

- vous êtes un homme d'écoute, entreprenant et créatif,
- vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (DEA, DESS ou Doctorat),
- le Droit des Affaires anglo-saxon vous est tout à fait familier,
- évidemment, vous maîtrisez la langue anglaise.

Votre professionnalisme, votre imagination et votre enthousiasme trouveront leur expression dans cette fonction basée à Paris qui vous conduira à vous déplacer dans de nombreux pays à travers le monde. Nous avons hâte de vous rencontrer. Merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant sur l'enveloppe la réf 5977, à Média-System, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

GROUPE BANCAIRE
1300 salariés, 70 agences Paris/Province
recherche un

CHEF DE SERVICES EXPÉRIMENTÉ

diplômé d'enseignement supérieur
pour assurer les missions du recrutement, de la formation
et de la gestion des carrières,

avec en perspective l'élargissement de ses responsabilités à
l'ensemble du département des ressources humaines.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 2264 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

Adjoint
du directeur général

Nous sommes un groupe de sociétés spécialisé dans les services. Pour faire face à notre important développement (218 MF en 87 + 30 %), nous recherchons l'ADJOINT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL.

Sa mission consistera, dans le cadre d'une large délégation, à assister la Direction Générale dans la gestion administrative, comptable et financière du groupe et de ses filiales.

Agé de 30-35 ans, de formation supérieure (HEC option finances, par exemple), bilingue anglais, vous avez acquis une expérience des méthodes d'audit interne.

Vous êtes amené à de fréquents déplacements sur la France entière et à l'étranger. Vous disposez de pouvoirs étendus dans le contrôle des filiales du groupe.

Poste basé à TOURS.

Merci d'adresser lettre de candidature + C.V. + photo, sous réf. 230, à notre Conseil J. BEGUIN - CAPFOR

15, rue de la Paix - 75002 PARIS

CAPFOR

PARIS - LYON - ALGER - MARSEILLE - NANTES - METZ - NICE
ANGERS - AUCH - TOULOUSE - BREST - CAEN - MONTLUÇON - NIORT - QUIMPER

IMPRIMERIE RÉGION
PARISIENNE

spécialisée dans le catalogue
V.P.C.

RECHERCHE

CADRE COMMERCIAL

EXPORT

pour votre clientèle avec
sérieux, rapidité et efficacité.

Envoyez votre candidature avec
C.V. + photo, sous réf. 2358

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

LA VILLE DE BRIANÇON

HAUTES-ALPES

RECRUTE

DIRECTEUR

DE L'ÉCOLE MUNICIPALE

AGRÉE DE MUSIQUE

DANSE

ART DRAMATIQUE

LE POSTE EST À POURVOIR

DE SUITE OU POURRAIT

ÊTRE CRÉATIF, POUR LA

RENTREE 1987-1988.

Les candidatures sont

à adresser pour le :

15 mars 1987

à Monsieur le Maire

de la Ville de Briançon.

Prêt de poste et renseignements

sur demande.

Règles de gestion de la Pierre

Collette n° 77.

recherche

SON RESPONSABLE

pour gestion encadrement

d'une structure artisanale, multi-

tenance, bâtiment et matériaux

d'œuvre sociale. Conditions :

7.500 F net mensuel. Possibilité

de logement.

Série Antoine

Développement social

de la Pierre Collette

77100 Mouscron.

IMPORTANT GROUPE

INGÉNIEUR

CHEF DE DÉPARTEMENT

pour son agence région centre

INGÉNIEUR

CHEF DE BUREAU

D'ÉTUDES

Ingénieur génie civil, 5 à 10 ans

min. d'exp. Très bonnes

connaissances techniques des

VRD, traitement des eaux, surveil-

lance de chantier. Animation

d'une petite équipe.

Envoyer CV + photo

+ prétentions sous réf. 2352

Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

BENSON

Leader international en informatique graphique, nous sommes une société de 1 000 personnes, filiale du groupe SCHLUMBERGER. Nous concevons, produisons et commercialisons des systèmes de Dessin Assisté par Ordinateur (traceurs, digitaliseurs, écrans graphiques...).

Notre centre de production recherche son

CHEF DU PERSONNEL

Avec une large autonomie, vous avez la responsabilité de l'ensemble de la fonction Personnel d'un établissement de 160 personnes : management des ressources humaines, formation, recrutement, communication interne et externe, relations avec les partenaires sociaux, administration du personnel.

Plus qu'un gestionnaire, vous êtes le conseiller de la hiérarchie sur le plan humain et social et êtes un animateur du développement du Management Participatif (Cercles de Qualité, TOC...). De formation supérieure (Droit, Sc. Po...), vous avez 2 à 3 ans d'expérience de la fonction Personnel (Cabinet Conseil, Entreprises...).

Nous vous proposons de rejoindre notre Direction Industrielle dans le cadre agréable de nos installations de Guérande, près de La Baule. D'importantes perspectives d'évolution vous permettront de développer votre potentiel au sein du groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo...) en précisant la référence 8701 M, à : Direction du Personnel BENSON, Z.I. des Petites Haies, 1, rue Jean Lemoine, 84003 CRETEIL CEDEX.

BENSON

Schlumberger

Banque étrangère
Paris Champs-Élysées

AU DÉPARTEMENT
CONTROLE FINANCIER

vous recherchons

un collaborateur (H./F.)
classe IV/V

qui ait la responsabilité de suivre les mouvements

financiers de la filiale des changes.

Il sera le correspondant du contrôle

financier au sein du département des

changes.

Pour cela il (elle) devra impérativement

— parler couramment anglais.

— avoir une expérience de plusieurs années au

back-office ou à l'audit.

— avoir une formation comptable supérieure

(DECS...).

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions

sous le n° 8.356 M

LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

Société immobilière
à vocation sociale

RECHERCHE

POUR LE MANS

CADRE DE GÉRANCE

d'IMMEUBLES et maîtrise d'ouvrage, environ 30 ans.

ICH, DEUG de droit minimum. Il sera chargé du suivi de

l'entretien et de la gestion d'immeubles sociaux ainsi que

de l'étude et du montage d'opérations de construction.

Compétences informatiques indispensables.

Salaire annuel 150.000 F environ.

Envoyez C.V. + photo sous n° 8.363

Le Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, Paris-7.

INTERNATIONAL
MARINE INDUSTRIES

Société Américaine spécialisée dans la fabrication de mâts

et d'accastillage.

recherche pour

ses filiales françaises et anglaises

UN CONTROLLER

Responsable

— de reporting mensuel ;

— de la supervision des filiales ;

— de la préparation des budgets ;

— de l'organisation des procédures et traitements

comptables ;

— des relations avec la société mère américaine.

LE CANDIDAT BASÉ À LA ROCHELLE

— sera bilingue anglais ;

— détiendra le DECS (anciens régimes) ou un diplôme

d'ESG.

— aura une expérience de 3 à 4 ans en cabinet d'audit

et dans une société anglaise ou américaine.

Répondre avec CV, prétentions et photo à :

RAYMOND CHABOT

ASSOCIÉS CONSEILS

19, rue Clément-Marot, 75008 Paris.

CPM

NOUS SOMMES L'UN DES PREMIERS GROUPES

FRANÇAIS DE COMMUNICATION

D'ENTREPRISE/RELATIONS PUBLIQUES.

Nous recherchons notre

responsable de l'agence de Lille

pour conseiller nos clients, mettre en œuvre leurs opé-

érations de relations presse, relations publiques et développer

la clientèle de l'agence.

NOUS RECHERCHONS

un jeune professionnel

de la communication ayant une réelle expérience du jour-

nalisme et du conseil.

Envoyer lettre + C.V. + photo à CPM réf. C022496,

29, boulevard Baudouin, 75004 Paris.

LE CENTRE NATIONAL
D'ÉTUDES DES
TELECOMMUNICATIONS

(Ministère des Postes et Télécommunications)

à ISSY LES MOULINEAUX

recrute

un ingénieur

(ENST, ESE, INSA, etc.)

pour participer aux études et au développement d'un système de

publicité par cartes à mémoire : élaboration de spécifications,

suivi de marché d'études avec validation des logiciels et maté-

riels, expérimentation et introduction dans le réseau.

Ce poste nécessite des compétences "système et réseau" et

comporte des contacts fréquents avec les constructeurs et diffé-

rents services de l'Administration.

Adresser les candidatures avec C.V. détaillé, références,

téléphone et prétentions à :

CENTRE PARIS A - Division Terminaux, Procédures et

Applications - CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES DES

TELECOMMUNICATIONS - 38/40, rue du Général

Leclerc - 92131 ISSY LES MOULINEAUX

cnet

5021010101

صكزا من الاجل

Le Monde
CADRES

ingénieur
commercial export /
RHONE ALPES

Division d'un Grand Groupe industriel de forte notoriété internationale nos produits d'appareillage haut de gamme sont appréciés sur tous les grands marchés.

Vous êtes Ingénieur, de préférence Electronicien ou Electromécanicien, votre expérience de la vente export de produits techniques ainsi que votre pratique des négociations à haut niveau vous incitent à chercher à court-moyen terme des

RESPONSABILITES ELARGIES PAR UNE PROMOTION

Outre l'Anglais vous avez si possible une bonne connaissance d'une deuxième langue (Espagnol, Allemand, ...).

Nous vous remercions d'écrire avec C.V. détaillé, sous réf. 5425-M à Mamrègies qui transmettra. Discretion assurée.

Mamrègies

3, RUE D'AUTREVILLE - 75019 PARIS

Dans le cadre du développement de notre laboratoire de contrôle qualité, nous recherchons pour Evreux :

1 Ingénieur Chimiste

Pour le secteur Physico-Chimie utilisant un matériel de pointe. Le/la candidat(e) aura une formation ainsi qu'une première expérience en analyse physico-chimique et possèdera de très bonnes bases en chimie organique. La souplesse dans les rapports humains, la rigueur dans le travail et le dynamisme sont des qualités indispensables. Si vous êtes intéressé(e), adressez vos C.V., photo et prétentions à :

Monsieur SALOU, Chef du Personnel - Laboratoire GLAXO - 23 rue Lavoisier - BP 3631 27035 EVREUX CEDEX

LABORATOIRES
Glaxo



vos projets
à sa banque

BANQUE HYPOTHECAIRE EUROPEENNE

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (ES, Sciences Po, Sciences Eco ou équivalent).

VOUS ÊTES :

- fortement motivés par la stratégie commerciale et le marketing ;
- décidés à placer votre carrière professionnelle sous le signe de la performance.

NOUS VOUS OFFRONS L'INITIATION :

la Direction du Développement d'une banque privée spécialisée aujourd'hui dans le crédit immobilier, filiale d'un puissant groupe d'assurance français.

Envoyez nous votre C.V., photo et prêt. s/r 8.354 M
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

UN(E) COMMERCIAL(E)
SUR PARIS

Ayant acquis 2 ans d'expérience dans les transactions sur les marchés à terme ou dans la vente de services s'y référant.

Envoyez lettre et C.V.
au MONDE PUBLICITE sous réf. 4.360,
7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

GENOUX recherche
CHEF DE PROJET

4 ans d'expérience
FORTRAN, simulation,
organisation.

INGENIEURS

LOGICIEL T.R., SOLAR,
UNIX, C. 68000,
Tél. : 47-66-33-35.

PROFESSEUR CHIMIE

MATHEMATIQUES - MATIÈRES
SCIENTIFIQUES
Tél. : 64-09-27-05.

ETABLISSEMENT PUBLIC

recrute

INGENIEUR
ECONOMISTE
CONFIRME

diplômé d'une grande école
d'ingénieurs du Génie Civil
(ENPC, MINES, ESTP, INSA,
etc.) plus formation conso-
matoire et économie (niveau
maîtrise minimum).

Bonne connaissance des pro-
cessus du bâtiment, sens des
relations, qualité de rédaction.

MISSION INITIALE :
participation à la synthèse et à
l'évaluation de suivi technico-
économique de chantiers supé-
rieurs.

Possibilité d'évolution de car-
rière vers un poste de respon-
sable d'études et de recherche
sur l'économie du bâtiment.

Adresser C.V. + prétentions à
chef du service économie,
C.S.T.B.,
4, avenue du Recteur-Poincaré,
78782 PARIS Cedex 16.

Société du GROUPE
ELF AQUITAINE propose le poste d'
ADJOINT AU
DIRECTEUR COMMERCIAL

à un jeune diplômé (HEC, ESSEC,
ESCP, IEP - PARIS ECO-FI)

Il prendra rapidement la responsabi-
lité du marketing, du contrôle des
ventes et des tarifs ; il assurera par la
suite des négociations à un niveau
élevé.

Adresser CV détaillé sous référence
1644 à notre Conseil : CEPIAD
135, avenue de Wagram - PARIS
75017.

COMMUNE
Petite Couronne de Paris-Métro
recherche
UN COLLABORATEUR
CHARGÉ DU DÉVELOPPEMENT
ÉCONOMIQUE (H/F)

(réf. 263 M)

Economiste-urbaniste, vous connaissez les facteurs
qui favorisent le développement économique local.
L'entreprise, ses problèmes vous sont familiers.
Votre mission : participer et favoriser l'intervention
économique de la ville, promouvoir l'image de son
action, valoriser sa capacité d'intervention.

En appui de ces missions, vous réaliserez des étu-
des permettant d'éclairer des décisions et gérer
les informations caractérisant le tissu économique
pouvant intéresser les différents acteurs économi-
ques.

Après une première expérience dans un service
économique communal ou dans une grande entre-
prise, votre ambition, votre besoin d'autonomie,
votre sens du contact et de la négociation pourront
se réaliser pleinement dans une ville très attractive.

UN ADJOINT (H/F)

pour son secteur enfance
ambassadeur mais réaliste pour diriger
ses centres de loisirs primaires et maternels
(réf. 264 M)

L'enthousiasme en matière éducative est le plus sûr
moyen de dynamiser une équipe. Le réalisme vous
le fera de votre expérience et savez qu'un plan de
travail, un soutien constant à vos collaborateurs,
des actions concrètes valent mieux qu'une straté-
gie pédagogique parfaite et abstraite.

Réaliste, vous avez les compétences nécessaires en
matière de gestion des hommes et les connais-
sances en contrôle de gestion, pour diriger une équipe
très importante, des équipements et un budget très
conséquent.

Votre expérience en milieu communal, associatif,
CE, votre formation initiale ont fait de vous un véri-
table professionnel. Nous avons besoin de vous.

UN DIRECTEUR
D'UN CENTRE DE SANTÉ (H/F)

(réf. 265 M)

Après une expérience réussie de la Direction d'un
Service qui a révélé vos talents d'animateur
d'équipe et votre goût pour la gestion, vous opé-
rez à vous réaliser pleinement à la tête d'un ensem-
ble important.

Dans un esprit de service public, vous vous attache-
rez à mieux cerner les besoins et à optimiser la qua-
lité de la prestation rendue au public, à encourager les
usagers dans une politique de prévention dont vous
définirez les grandes lignes.

Des études supérieures en sciences humaines, en
gestion, un dynamisme et des qualités relationnelles
éprouvées, de la sérénité seront vos meilleurs
atouts pour réussir.

Merci d'adresser dossier de candidature, rémuné-
ration actuelle en indiquant la référence choisie à :

DIVISION RECRUTEMENT CONSEIL

SIGMA-FORMATION

Tour René-Poincaré 53 - 85, rue
du Général Gallieni, 93102 Montreuil

Le département du Val-de-Marne

recherche

POUR SON SECTEUR JEUNESSE

UN CONSEILLER TECHNIQUE

Recrutement

Soit par Voie de DÉTACHEMENT

Candidats :

- être fonctionnaire titulaire du grade :

- d'inspecteur départemental de la jeunesse et des sports ;

- de Conseiller d'éducation populaire et de jeunesse ;

OU

- d'attaché communal (ayant une expérience des res-
ponsabilités dans un service jeunesse).

Soit par Voie de CONTRAT

Candidats :

- être titulaire du DEFA.

Transmettre les candidatures accompagnées :

- d'un curriculum vitae ;

- de la photocopie du dernier arrêté de promotion (pour
les candidats par voie de détachement) ;

- de la photocopie des diplômes (pour les candidats par
voie de contrat) ;

- d'une photographie d'identité ;

- de deux enveloppes timbrées, portant nom et adresse du
candidat.

At plus tard le mardi 31 mars 1987, délai de rigueur,
le cachet de la poste faisant foi, à :

Monsieur le Président du Conseil général du Val-de-Marne

Direction du personnel départemental

Bureau du recrutement, pièce 404,

Avenue du Général-de-Gaulle,
94011 CRÉTIL Cedex.

Pour Atelier Travail Jeunes en
difficulté - Association Paris
recherche Educateur

Adr. lettre candidature et C.V.
Ecrite sous le n° 1.004

LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montessuy, Paris-7.

Nous sommes une Société
Française de première
importance

Nous recherchons
quelques

PERSONNES
DE CARACTÈRE

capables après stage d'essai
de gagner un 10 à 15.000 F
mensuels.

Nous leur offrons :

- une formation complète ;

- une activité intéressante ;

- un plan de carrière précis.

Si vous pouvez nous le
faire savoir, écrivez-nous
à PEAN NEUVE

Envoyez C.V. et photo à
n° 5.793, Publication Réunion
112, bd Voltaire, 75011 Paris.

La préférence sera donnée à
candidats ayant fait :

- SOIT de bonnes études ;

- SOIT la preuve de leur per-
sonnalité.

Sté française en expansion
recherche

2 TECHNI-
COMMERCIAUX

Déplacements (selon convenance) en
formation 1^{er}, 2^e cycle

Notions NPLC, CPG apprises.

Plus récemment : C.A.

Volonté de formation, bonne
env. lettre manuscrite + C.V. +
photos à SFC, BP 40, 93220.

CABINET D'ANALYSES
STRATÉGIQUES

RECRUTE

dans le cadre
de son développement

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES
VACATAIRES

niveau diplôme/ grandes études
qualités de rédaction et dispo-
nibilité immédiate

Envoyez C.V. à PROCESTA
28, r. Lafayette, 75008 Paris.

UNIVERS DE
LA GESTION



JEUNE SUP DE CO

attiré par l'informatique de gestion

La Société Française EXON CHEMICAL (1250 personnes dont 320 cadres),
recherche pour son site industriel un jeune collaborateur.

Au sein du service Gestion-Comptabilité, il aura pour mission principale d'analyser
les différentes opérations comptables et de gestion, de définir les applications
informatiques à développer en liaison avec le service informatique, puis de suivre
leur mise en place. A moyen terme, il pourra évoluer dans l'activité "Contrôle" ou
vers d'autres fonctions dans le Groupe.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'ESG ayant des talents d'organi-
sateur. Il est débutant ou bien sa première expérience lui a permis de développer
et d'utiliser des outils informatiques complexes.

Le poste est situé à Notre-Dame de Gravenchon, entre Rouen et Le Havre.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle
sous la référence M 11507 BS à :

EGOR S.A.

18, rue de Bari - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPAGNE GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

GROUPE
PARJOMARI

CA consolidée supérieure à 5 milliards de francs recherche

JEUNE

trésorier

Au sein de la Direction Financière du Groupe - dont plus de la moitié du
CA est fait à l'exportation - il aura pour mission principale d'être responsable de la
Trésorerie au jour le jour. Il prendra part - en utilisant notamment
les nouveaux instruments financiers - à la gestion des positions de change
ainsi qu'à la gestion des emprunts et dépôts en France. Dépendant du
Chef des Services Financiers, il bénéficiera de l'aide d'une petite cellule de
deux personnes.

Ce poste très formateur - exigeant à la fois de grandes qualités de rigueur
et de contact - conviendrait à un jeune DIPLÔMÉ HEC, ESSEC, ESCP,
SCIENCES POLITIQUES (Eco-Fi), MAÎTRISE DE GESTION, possédant
une première expérience de trois ans environ acquise dans le service
Trésorerie d'une entreprise de grande taille ou à la Trésorerie d'un
établissement financier. Il aura une bonne connaissance de l'infor-
matique. Une bonne maîtrise de l'ANGLAIS est nécessaire.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2298 M - à joindre avec l'attestation
normale d'habilitation professionnelle par :

DÉVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

La Ville de MONTPELLIER

recherche, pour le

CORUM

futur Palais des Congrès de Montpellier

Directeur

Responsable de la Société de Droit Privé d'Exploitation de
ce Palais des Congrès, son rôle consistera :

- à prendre et entretenir les contacts nationaux et interna-
tionaux nécessaires à la bonne marche commerciale du
Palais,

- à assurer la gestion de la Société d'Exploitation.

Le profil requis est celui d'un diplômé d'Enseignement Supé-
rieur (type HEC, SUP DE CO...) âgé d'environ 40 ans, ayant eu
l'expérience de négociations internationales dans un secteur
comparable.

Connaissances impératives de l'ANGLAIS et de l'ALLEMAND,
Espagnol apprécié.

Rémunération élevée, à la hauteur des responsabilités liées
au poste.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel sous réf. 64.01/DI/836

à ADEQUATION,
62-64, avenue Emile Zola, 75015 Paris.

Adequation

Directeur des achats
METROPOLE LILLOISE

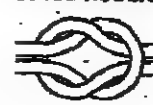
Pour une nouvelle stratégie d'achat.

C'est pour la SOCIÉTÉ DE ROUBAIX (Fils Industriels et fil à tricoter),
filiale du groupe PROUVOST, n°1 du textile français, que
nous souhaitons nous adjoindre la compétence d'un professionnel
de haut niveau, capable de traiter plus de 500 millions d'achats,
principalement en matières premières (laine + synthétique).

Rattaché à la direction générale, vous définirez la politique d'achats
de la société, vous déterminerez avec les différents services les
besoins à moyen et long terme, négociez avec les fournisseurs.

35 ans, une expérience probante des achats, un bon anglais et une
formation supérieure font de vous un candidat à rencontrer.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous références
LWIDA à Nadine FOURNIER - PROUVOST SA - 149, rue d'Oran -
59100 ROUBAIX.



PROUVOST S.A.

Chef de produit

Banque - 250/300.000 F

Financement immobilier commercial - Une banque à taille humaine, spécialisée dans le secteur de l'immobilier et filiale d'un groupe bancaire international, recherche un chef de produit "immobilier commercial". Basé à Paris et rattaché au directeur du marketing et du développement, il aura pour missions de développer les produits adaptés aux financements de l'immobilier commercial et d'être le référent pour les particuliers et professionnels de la région. Il devra élaborer les méthodes d'essai sur le terrain en procédant lui-même dans un premier temps à la promotion du produit. Il devra apporter les modifications nécessaires, participer à la phase de lancement du produit et à la définition des objectifs. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, âgé d'au moins 28 ans, diplômé de l'enseignement supérieur ou possédant un niveau équivalent, et ayant une expérience de 5 ans minimum du financement de locaux commerciaux. Ouvert à la nouveauté, au dynamisme et motivé par les techniques du marketing bancaire, il aura un solide esprit d'analyse et un réel sens du risque. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9228M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Gestionnaire de patrimoine

Banque - 220/280.000 F

Marseille - Une banque d'affaires privée, filiale d'un important groupe étranger, recherche, à la suite de la promotion du titulaire, un gestionnaire de patrimoine, chargé de clientèle. Sous l'autorité du directeur de l'agence de Marseille, sa mission, de nature essentiellement commerciale, sera de suivre et développer les portefeuilles, titres et OPCVM, d'une clientèle constituée d'industriels, de professions libérales et de particuliers auprès desquels il agira en tant que conseil, de façon proche et personnalisée. La banque dispose d'une implantation solide dans la région, de produits et d'outils de gestion performants, et jouit d'une excellente image sur la place de Marseille. Ce poste conviendrait à un spécialiste du domaine, de classe V ou VI, pouvant justifier d'une expérience bancaire réussie d'environ 5 ans, et désireux d'évoluer dans une structure souple et autonome. De réelles possibilités d'évolution existent et le salaire proposé est de nature à intéresser les meilleurs professionnels. Ecrire à F. TERRIN en précisant la référence A/R 5013M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE
4, rue de Lacépède - 13108 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Responsable du contrôle budgétaire

Banque - 200/250.000 F

Une banque internationale de premier plan, spécialisée sur le marché des grandes entreprises multinationales, recherche un responsable du contrôle budgétaire pour son siège à Paris. Placé sous l'autorité du responsable de la comptabilité analytique et du budget, il aura pour mission de proposer les directives et méthodes en matière budgétaire. Il participera à l'établissement du projet de budget revenus/budget coûts, par produit et par segment. Sa connaissance de la micro-informatique lui permettra d'élaborer de nouvelles méthodes et procédures pour la préparation du budget. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat doté d'un sens de la communication et d'une forte personnalité, âgé de 25 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, SUP de CO ou équivalent). Il aura une expérience d'au moins deux ans du contrôle budgétaire acquise dans une banque ou dans une grande entreprise. De bonnes bases en anglais sont nécessaires pour ce poste, très fortement évolutif pour un candidat de valeur. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9230M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N°1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

L'un des plus importants constructeurs automobiles européens recherche pour l'une de ses sociétés de financement son

Directeur Financier

Milan 300.000 FF

Il dirige un service de 25 personnes et a la responsabilité du service comptabilité, de la trésorerie, du service informatique et des activités de contrôle de gestion, prévisions financières et autres tâches fiscales et administratives. De plus, il devra entretenir des relations à très haut niveau avec les banques. Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure possédant une bonne connaissance des techniques comptables, financières et informatiques acquises en entreprises ou dans un cabinet d'audit, parlant couramment l'italien et ayant un esprit leader à un sens développé de l'organisation. Des possibilités d'évolution au sein du groupe sont envisageables pour des candidats à fort potentiel.

Veuillez contacter Charles-Henri Dumas au (1) 40.70.00.36 ou envoyer, sous réf. 768P un CV + résum. actualisé à Michael Page International, 19 av George V, 75008 Paris.

Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

Important groupe français (CA FF 1 milliard consolidé) recherche son

Chef Comptable

Paris 250/280.000 FF

Ses principales responsabilités seront :
- travaux de consolidation (15 unités) ;
- supervision d'une équipe de 4 personnes ;
- animation des comptables des établissements régionaux.

De formation comptable (DECS), le candidat aura déjà eu une expérience de 5 ans minimum et maîtrisera les procédures comptables.

Veuillez contacter Michel Guinet au (1) 40.70.00.36 ou envoyer, sous réf. 769 MG, un CV + N° de tél + résum. actualisé à Michael Page Comptabilité, 19 av George V, 75008 Paris.

Michael Page Comptabilité
Une division de Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier

La filiale française (CA 1987 : FF 250 M) d'un important groupe international recherche son :

Contrôleur de Gestion Industriel

Paris FF 180-210.000

Ses principales responsabilités seront l'amélioration du système de costing, le suivi des écarts, la comptabilité analytique et le contrôle de l'inventaire. La personne sélectionnée travaillera en étroite collaboration avec le Directeur financier et devra avoir une formation supérieure, de bonnes connaissances informatiques et environ deux ans d'expérience en audit ou contrôle de gestion.

Veuillez contacter Ivor Alex au (1) 40.70.00.36 ou envoyer votre CV + N° de tél + résum. actualisé à Michael Page International, 19 av George V, 75008 Paris, en mentionnant la référence INA/1251.

Michael Page International
Spécialiste en recrutement financier
Paris - Londres - Bruxelles - New-York - Sydney

Analyste de gestion

HEC, ESSEC, SUP de CO, avec double formation, vous avez 2 à 3 années d'expérience en contrôle de gestion. Intégré rapidement dans le Service Profitabilité et Résultats au sein de notre Direction Planification et Contrôle de Gestion, vous participerez à l'élaboration du Plan Financier de la Société en interface avec la Direction Marketing.
• vos analyses des résultats détermineront les plans d'actions à engager ;
• vous aurez à mener des chantiers ponctuels à la demande de la Direction Générale.
Autonome, sachant faire preuve d'initiatives, capable de négocier, vous serez être un interlocuteur responsable dans les relations inter-fonctions relevant de votre activité. Débutants, de même formation, votre candidature peut nous intéresser également, compte tenu de la diversité de nos postes d'Analyses de gestion.



Merci d'adresser votre candidature sous code G.L.M 57 à Hélène Lautredou, Rank Xerox - Direction des Ressources Humaines, 93607 Aubnay-sous-Bois Cedex.

Parfums YVES SAINT LAURENT

CHEF de PRODUITS OPERATIONNEL HF

Véritable professionnel, diplômé d'études supérieures orientées marketing (HEC, ESSEC, Sup. de Co...), vous avez acquis à travers une réelle expérience une bonne maîtrise des techniques dans une société pratiquant un marketing de pointe. Vous avez idéalement une bonne connaissance du milieu de la parfumerie de prestige ou vous pouvez justifier d'une réussite prouvée sur un marché de produits de grande consommation et vous recherchez des responsabilités à la mesure de votre expérience.

Répondant à la Direction du Marketing France, nous vous proposons de prendre en charge l'ensemble de nos lignes féminines de parfums.

Dans le cadre d'un travail d'équipe passionnant et d'une large délégation, vous proposerez une politique imaginative et combattive que vous appliquerez, une fois retenue, en vous mobilisant sur une gestion optimale des produits ainsi que sur le respect et le maintien de l'image de marque. Vous assurerez de nombreux contacts avec l'équipe marketing interne, nos forces de vente, la distribution, les agences conseil extérieures.

Vos qualités relationnelles seront donc un des atouts de votre réussite. Vous êtes rigoureux, autonome, mobile, et bien sûr vous savez vendre vos idées.

Merci d'adresser C.V. + photo + rémunération actuelle sous réf. 854 M au Service Central du Recrutement-Développement 28-34, Bd du Parc 92520 NEUILLY SUR SEINE.

UN JEUNE CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIELLE... PLEIN D'IDEES !

Notre futur responsable des systèmes de gestion, c'est un homme d'action, un créatif, un développeur... surtout pas un « rond de cuir » !

La réforme de notre gestion industrielle va le passionner : concevoir et mettre en place, en équipe, de nouveaux outils, des procédures inédites... mais efficaces, avec de l'informatique bien sûr !

Tout cela sans oublier d'améliorer la performance administrative et le contrôle de gestion d'un établissement de 120 personnes, au CA de 100 M.

Une opportunité vraie pour un manager qui soit un praticien de la comptabilité et de la gestion.

L'affaire d'un diplômé ESC ou Dauphine par exemple avec, dans l'idéal, un DECS et 3 à 5 ans d'expérience en milieu industriel qui l'ont « mûri » sans l'empêcher dans la routine.

Un dernier mot sur notre société : implantée à Sens, elle est filiale d'un groupe de 1000 personnes (CA 780 MF), spécialisée dans l'imprimerie en continu.

Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité sous référence 480 M à notre Conseil :

SODERHU
22, rue Saint Augustin
75002 PARIS.

Soderhu
MEMBRE DE SYNTIC

Stabissement financier

VITALE GROUP LEADER INTERNATIONAL EN FLEURS D'EXTENSION

RECHERCHE

adjoint de direction

Responsable des services généraux pour évaluer à temps dans le rôle de manager de personnel.

Profil souhaité : environ 30 ans, IEP + DESS gestion sociale 3 à 5 ans dans fonction personnelle. Anglais souhaité.

Adressez C.V. motivé + photo, prétentions à : M. FRANK, ELISES 34, 75008 PARIS.

Le Monde CADRES

Établissement industriel région clermontoise recherche :

- UN INGÉNIEUR CHARGÉ D'ANALYSE DE LA VALEUR ET DE LA CONDUITE D'AUDITS AUPRÈS DES BUREAUX DES MÉTHODES ET DES SERVICES DE PRODUCTION.

Diplôme d'ingénieur exigé. Age : 25 ans minimum.

Minimum 3 ans d'expérience industrielle et connaissances analyse de la valeur appréciées.

Envoyer C.V. à HAVAS 63002 CLERMONT-FERRAND CEDEX (sans numéro 4519).

REUTER

LA PREMIÈRE AGENCE DE PRESSE INTERNATIONALE recherche pour son DEPT. FINANCIER à PARIS

JOURNALISTE

EXPÉRIENCE LIBRE RAPIDEMENT

Bonne connaissance de l'ANGLAIS écrit et parlé est INDISPENSABLE d'autres langues souhaitées.

Adressez votre dossier de candidature C.V. photo AGENCIE REUTER Service du Personnel 101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SOCIÉTÉ DE CONSEILS EN GESTION

recherche

COMMERCIAUX

Nous, un produit de pointe, vous, un partenaire.

Le joint entre vous et nous : une clientèle difficile.

Votre mission essentielle (Bac + 2) est de vous 30 ans vous portez à 300 KF par an. Paris, région Paris.

Tél. pour l'info : 47-88-50-07.

GROUPE JAPAN DIFFUSION

Libres-services, gros, photo, vidéo, sont recherchés

RESPONSABLE FILME NANTES

Expér. édité lgdes surcoas-Hyval dans produits similaires. Merci d'adres. lettre + CV + photo à M. A. RICHY JAPAN DIFFUSION 3, bd Ney, 75018 PARIS.

هكذا من الاعمال

UNIVERS DE
LA GESTION

REPRODUCTION INTERDITE

RANK XEROX

Chef du service plan et contrôle financier

Directement rattaché au Directeur des Services Techniques, vous devrez :

- Participer à l'élaboration des stratégies Après-Vente et en mener la modélisation, la valorisation et la planification.
- Conduire les processus de plan de la Direction Après-Vente, dans un contexte local et international.
- Procéder à l'ensemble des analyses financières et opérationnelles.
- Concevoir, établir et analyser les tableaux de bord pour en dégager des recommandations.
- Assurer le contrôle budgétaire Après-Vente pour le siège et les Agences.
- Négocier dans une structure relationnelle importante : contacts permanents avec les Directions de la Société et avec notre siège européen (Londres).

Profil :

Formation Grandes Ecoles d'Ingenieurs. Expérience professionnelle de 5 à 7 ans, de préférence dans une multi-nationale, dans un environnement Après-Vente ou dans le secteur Informatique/Bureautique. Pratique de la planification, de l'organisation, de la mise en oeuvre des stratégies, du contrôle de gestion et de l'utilisation d'outils informatiques. Expérience d'encadrement souhaitée. L'anglais parlé est indispensable. Lieu de travail : région parisienne.

Merci d'adresser votre candidature, avec C.V., sous code G.L.M.59, à Colette Andrieu, Rank Xerox, Direction des Ressources Humaines, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.



Jeune cadre financier réalisez-vous

Vous cherchez à valoriser une expérience déjà probante de 4 à 5 ans. Dépendant directement du Directeur Général d'une des sociétés du Groupe, et, en étroite collaboration avec les directeurs d'entités, réalisez-vous en prenant des responsabilités concrètes dans :

- le développement et l'optimisation des méthodes comptables,
- l'établissement des budgets,
- l'audit interne.

De formation supérieure (ESCP, Maîtrise de Gestion...), ayant la pratique de l'environnement informatique, votre personnalité affirmée, vos capacités à communiquer, votre sens de l'équipe et votre esprit rigoureux sont autant d'atouts pour un parcours prometteur au sein de notre Groupe.

Basé à notre siège à Meudon, vous aurez de nombreux déplacements en Province (véhicule de fonction).

Adressez dès à présent votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 701 à la Direction Gestion des Cadres

GRUPE BRUNO PETIT - BP 33 - 92190 MEUDON



GEO prima Femme Télé

Trésorier

Prima Presse, filiale française d'un groupe de communication de renom international est devenue en quelques années, l'un des leaders de la presse magazine en France grâce à la réussite commerciale de ses titres et ses méthodes de gestion.

Elle édite aujourd'hui 5 publications et a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires HT supérieur à 1 milliard de francs.

Notre Directeur Financier recherche :

Vous avez la responsabilité de la gestion de trésorerie à court terme, des prévisions à trois mois et de l'élaboration du budget de trésorerie à 3 ans. Votre rôle : optimiser la rentabilité financière de nos flux de trésorerie. A cet effet, vous négociez auprès des banques les meilleures conditions, vous suivez les marchés financiers et vérifiez nos performances : vous contrôlez les opérations financières en montants et en délais.

Agé d'au moins 26 ans, de formation économique et financière supérieure (Bac + 4), vous avez acquis une expérience similaire de la gestion de trésorerie et des placements. Vous avez une bonne compréhension des techniques comptables et fiscales, une pratique de l'outil micro-informatique, et, de préférence, une expérience bancaire.

Animateur d'une petite équipe, votre personnalité est à la fois ouverte et ferme. La pratique courante de la langue anglaise est indispensable, la connaissance de l'allemand très appréciée.

Ref. THE.

Fiscaliste

Dans ce poste en création, vous avez la responsabilité de définir une politique fiscale tenant compte à la fois des objectifs et des spécificités de la société et du groupe.

Vous intervenez sur les dossiers liés à l'évolution de la législation fiscale et aux projets de développement du groupe.

Vous contrôlez les déclarations fiscales et les taxes et préparez les différents rapports légaux de la société.

Agé d'au moins 26 ans, de formation supérieure Grande Ecole de Commerce ou universitaire (Bac + 4), complétée par un DECS, vous avez déjà assumé des responsabilités fiscales au sein de sociétés de dimension internationale. Une expérience dans une banque ou un cabinet d'audit international constituerait un atout supplémentaire.

Vous connaissez bien les systèmes fiscaux européens (français et allemand de façon particulière). Votre pratique courante de l'anglais, et si possible de l'allemand, votre compréhension des problèmes comptables et de gestion financière sont également indispensables à la réussite de votre intégration dans notre équipe.

Ref. FIS

PRISMA PRESSE

Envoyez lettre de candidature manuscrite, CV, photo et prétentions à :

PRISMA PRESSE
Direction du Personnel
6, rue Daru - 75008 Paris.

Financier haut niveau

GRUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
A VOCATION INTERNATIONALE, nous connaissons une expansion constante avec un C.A. de près de 3 milliards de francs et nous recherchons un collaborateur de très haut niveau.

A 30-40 ans environ, diplômé HEC ou ESSEC et titulaire de l'expertise comptable, après 5 à 10 ans d'expérience dans les domaines de la finance et de la comptabilité.

Aujourd'hui, vous cherchez l'entreprise qui vous donnera l'opportunité et les moyens de concrétiser votre carrière.

Quand vous aurez acquis une parfaite connaissance de nos procédures internes et de nos structures, vous prendrez progressivement des responsabilités très importantes au sein de la Direction Financière.

Vos compétences, votre implication ainsi que votre fort potentiel seront vos meilleurs atouts pour

votre évolution de carrière dans le Groupe.

Pour ce poste d'envergure, une rémunération très importante vous sera proposée.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae et photo), sous la réf. 4584/LM, à

Communiqué 71, AVENUE VICTOR-HUGO - 75116 PARIS

BANQUE PARISIENNE

en fort développement, filiale d'un tout premier Groupe Bancaire français, recherche pour secondar le Responsable du Service "Promotion Immobilière" (5 personnes), un cadre confirmé

spécialiste financement immobilier

- vous participez au développement de l'activité en intervenant, tout particulièrement, auprès des organisations financières,
- vous optimisez la rentabilité et la qualité du montage des opérations,
- vous assurez le suivi des risques et contrôlez l'exploitation des outils de gestion (micro-informatique).

De formation supérieure (Sciences Pô, ESC...), très bien introduit dans ce milieu professionnel par plusieurs années d'expérience bancaire, vous avez toutes les connaissances requises pour la constitution et la gestion de pools de crédits aux promoteurs (logement - immobilier d'entreprise).

Méthodique et rigoureux, vous avez de bonnes qualités relationnelles et rédactionnelles. Notre groupe offre de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle sous référence LM 5005 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

JEUMONT SCHNEIDER

DIVISION TELECOMMUNICATIONS

JEUNE DIPLOME DE FORMATION

GRANDE ECOLE COMMERCIALE

Option finance-comptabilité

IL SERA CHARGÉ :

- du suivi financier en clientèle
- de l'analyse du risque
- du recouvrement des créances.

UNE EXPERIENCE DE QUELQUES ANNEES dans une activité similaire est souhaitée.

Adresser CV, photo et rémunération souhaitée à :

M. DEUDON - JEUMONT SCHNEIDER -
Direction des Ressources Humaines
31, quai de Dion Boussin 92811 PUTEAUX.

BANQUE PARIS

réputée pour la qualité de ses services, membre d'un puissant groupe financier recherche pour sa Direction des Titres

CADRE

Adjoint au Chef du Service
Coupons - Remboursements.

Il devra posséder une réelle connaissance de la fiscalité des valeurs mobilières (revenus, plus-values, C.E.A., etc.).

Une bonne expérience des titres est souhaitée de même qu'un esprit ouvert aux techniques de l'informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et salaire actuel sous réf. 21872 à :

CONTEXTE PUBLIQUE 20, avenue de l'Opéra
75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE RÉASSURANCES

UN COLLABORATEUR DU SERVICE CONTROLE DE GESTION

- FORMATION SUPERIEURE :
GESTIONNAIRE (BAC + 2 minimum),
CONNAISSANCE LA MICRO-INFORMATIQUE
(DUT INFORMATIQUE ou C.F.T.S. ou autre).

- CHARGÉ DU TABLEAU DE BORD,
DE LA COMPTABILITÉ ANALYTIQUE.

Adresser c.v. détaillé, photo et prétentions sous référence n° 3 962 à :

Agence PRAIRIAL 47, rue des Tournelles,
75003 PARIS
qui transmettra.

Société Industrielle et commerciale (CA de 900 MF) filiale d'un groupe étranger de réputation mondiale, premier dans son secteur, recherche

Trésorier HF

ayant :

- 26 ans minimum,
- diplôme d'une école de commerce,
- au moins 3 ans d'expérience de la fonction.

Pour ce poste à pourvoir rapidement, basé dans le centre de Paris, la pratique de l'anglais est obligatoire.

La connaissance de tableaux et de logiciels de gestion de trésorerie serait un atout supplémentaire.

Veuillez adresser un dossier complet (C.V., lettre de candidature, photo, rémunération actuelle), sous réf. 02-01 à notre Cabinet Conseil :

GESPIER - 91, rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS.

REDACTEUR ANALYSTE HF

Niveau classe IV ou V - ITB ou équivalent. Bonnes connaissances des crédits bancaires. Parfaite maîtrise de l'analyse des bilans des entreprises de toutes tailles. Aisance rédactionnelle. Aptitude à s'intégrer à une petite équipe.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions, sous la référence 93/LM, à :

O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée d'Antin - 75008 PARIS, qui transmettra.



UNIVERS DE
LA GESTION

Pharmacie

BEECHAM PHARMACEUTIQUE
FRANCEDans le cadre de son développement rapide et de la diversification de
ses gammes thérapeutiques, recherche le futurRESPONSABLE DES ETUDES
ET DU CONTROLE MARKETING

pour l'une de ses deux divisions.

Disposant d'une large autonomie :

- Il définit, met en place et anime la planification Marketing.
- Il est responsable des services fonctionnels Marketing : Etudes, Contrôle des Résultats.

Jeune cadre (28 ans environ), de formation supérieure (HEC, ESSEC...), il a acquis une bonne maîtrise du Contrôle et/ou des Etudes au cours d'une première expérience réussie, et possible, dans l'industrie Pharmaceutique.

Merci de nous adresser CV, photo récente, et rémunération actuelle, sous la référence 702116/M (à mentionner sur l'enveloppe).

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac 75007 Paris.

RANK XEROX

Le candidat retenu aura la responsabilité de :

- Réaliser les prévisions de chiffre d'affaires de la Société indispensables à l'élaboration des Plans à court et moyen terme.
- Déterminer le chiffre d'affaires comptable réel ; justifier les résultats auprès des Commissaires aux Comptes, des Auditeurs externes.
- Recommander à la Direction Générale les plans d'actions correctifs découlant de l'analyse des écarts et des tendances.
- Mener les négociations nécessaires avec les Directions : Marketing, Administration, Après-Vente et Informatique, dans le but d'optimiser la croissance du Chiffre d'Affaires.
- Développer de nouveaux outils de gestion informatisés s'appuyant sur des méthodes d'analyse statistique élaborées.
- Encadrer une équipe de 6 personnes.

Ce poste requiert :

- Une expérience de 3 à 5 ans minimum dans une Direction Finance/Contrôle de Gestion/Etudes économiques.
- Des qualités relationnelles, hiérarchiques et fonctionnelles.
- Une capacité de travail importante.
- De l'autonomie et la pratique de la langue anglaise.
- Une formation Grande Ecole (Statistiques ou de Gestion) ; un D.E.C.S. serait apprécié.

Lieu de travail : REGION PARISIENNE.

Merci d'écrire sous Réf. G.L.M.61, à Hélène LAUTREDOU, Direction des Ressources Humaines, Rank Xerox, 93607 Aulnay-sous-Bois Cedex.

CONTROLEURS DE GESTION
VOTRE PROFESSIONNALISME
POUR REUSSIR

Nous sommes devenus l'un des leaders mondiaux de l'électronique grand public, avec des équipes compétentes, motivées, responsables. Quelques chiffres : 60 % de notre C.A. réalisés à l'étranger, (C.A. total : 21 milliards de francs), et 50 filiales industrielles et commerciales dans le monde entier.

HEC-ESSEC-ESCP

Après 2-3 ans de contrôle de gestion opérationnel, de préférence en milieu industriel ou en cabinet d'audit,

SAISISSEZ VOTRE CHANCE, REJOIGNEZ-NOUS !

Dès aujourd'hui :

Des opportunités de haut niveau au sein de notre Direction Centrale du Contrôle de Gestion à PARIS.

Dernain :

Votre carrière à l'échelle internationale.

Bien entendu, vous êtes bi ou trilingue anglais/allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération actuelle et souhaitée) sous la Réf. 87571 LM à SELECOM, 226, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS.

Chef de service
administratif et comptableLes avantages de la PME
et la rigueur d'un grand Groupe.

Cette filiale (70 personnes) d'un groupe industriel important conçoit et réalise des équipements pour l'industrie. Elle recherche son Responsable Administratif et Comptable.

Rattaché au Directeur Général, il sera chargé :

- de la comptabilité générale et analytique, bilans, comptes de résultats, consolidations...
- des déclarations fiscales
- des prévisions budgétaires
- de la trésorerie et des relations avec les banques
- du suivi des comptes clients et fournisseurs.

Il sera le conseiller de la Direction pour les problèmes financiers, juridiques et de gestion. Il assistera activement pour les questions sociales.

Ce poste à dominante comptable conviendrait à un candidat d'une trentaine d'années, de formation DECS ou équivalent, ayant une expérience en comptabilité (3 à 5 ans) dans le cadre d'une gestion fortement informatisée et capable de diriger une équipe de 6 personnes.

Poste dans l'Oise. Possibilité d'évolution.

Merci d'adresser à notre Conseil Guy MACAREZ sous la Référence 87.065. Discretion absolue.

Immeuble Métropole
Place Salvador Allende
69650 VILLENEUVE D'ASCO
Lille - Paris - Nantes - Strasbourg - Lyon - MarseilleSOCIÉTÉ A COURBOVOIE
TRÉSORIER
UN COMPTABLE- 120000 francs mensuels
- 120000 francs mensuels
- 120000 francs mensuelsExpérience indispensable d'une
trente de trésorerieRue, n° 1, 882 à CEPHAD
1500

75017 PARIS

Opportunité
dans une banque
internationaleUne banque internationale
qui couvre un réseau
de 22 pays, avec un total de
bilan d'encours de 17 milliards de dollars.recherche
pour la FranceDES CADRES
BANCAIRES OUVERTS
EXPÉRIMENTÉSayant une connaissance
approfondie des opérations
internationalesCes postes exigent :
un esprit d'initiative, une
aptitude au commandement,
une capacité à relever
les défis.Les candidats devront être
réfugiés en France,
parfaitement bilingues
français-anglais.Ils auront d'énormes 40 ans,
et justifieront
d'une expérience bancaire
d'une trentaine d'années
dans diverses fonctions
liées aux opérations bancaires
internationales.Les candidats retenus
bénéficieront de hauts salaires
et, pour les plus dynamiques
d'un accès à la possibilité
d'une affectation à l'étranger.Veuillez envoyer votre lettre
de candidature accompagnée
d'un C.V. et d'une photo
à l'adresse suivante, au plus
tard le 28 février 1987.
Mme A. MOREZ,
128, av. des Champs-Élysées,
75008 PARIS.

Le Monde

Avec 900 millions de Chiffre d'Affaires, des ventes Presse et Publicité en hausse, une
diversification des produits et 1000 personnes, notre journal construit son avenir
d'entreprise performante dans le monde des médias. Notre Direction Commerciale
recherche unConsultant opérationnel
études économiques et statistiques
de la diffusion de nos publicationsSous l'autorité du Directeur Commercial de la Diffusion, vous mènerez des missions
d'études, de propositions et de conseil très opérationnel sur la diffusion du journal et
sur l'élaboration de tous les moyens d'information. Votre réflexion et votre action
devront aider nos responsables commerciaux à mieux connaître le marché, ses besoins
et ses tendances, la concurrence, à prévoir et développer les ventes au numéro ou par
abonnement, à mieux organiser la distribution en France et à l'étranger. Pour ce poste,
nous souhaitons rencontrer des diplômés d'une Ecole de Commerce ou de Gestion
- ESSEC, HEC, SUP DE CO, ECOLE DAUPHINE - avec une spécialité en statistiques.
Ils posséderont une expérience d'au moins cinq années dans des fonctions similaires
en entreprise et/ou en cabinet d'organisation, où ils auront acquis la maîtrise de l'informa-
tique et si possible la connaissance des circuits de la diffusion des journaux. Esprit
d'analyse et maîtrise de la synthèse des aspects techniques, économiques, commer-
ciaux et financiers, goût de la communication et de la pédagogie leur permettront
d'assister avec efficacité les différents services et d'éclairer avec professionnalisme les
choix de la Direction Commerciale.Merci d'adresser votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil, 10 rue du
Collège 75008 PARIS, sous la Réf. 311.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL
rechercheAUDITEURS INTERNES
Débutants ou confirmés• Pour participer au contrôle de la bonne application des normes et des systèmes comptables,
informatiques et de gestion du Groupe ;

• Il sera de formation supérieure « Grande Ecole de Commerce ou de Gestion » + DECS ou équivalent et, au minimum, bilingue (anglais particulièrement indispensable).

Lieu de travail : PARIS avec de nombreux déplacements en province et à l'étranger.

Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 21107 à

CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

BANQUE PARISIENNE

recherche

POUR EXERCER LES FONCTIONS DE

RESPONSABLE
D'UN PORTEFEUILLE
DE CLIENTELE PRIVEECadre de formation supérieure, ayant une expérience de
3 à 5 ans dans ce type de fonction, désireux de dévelop-
per son fonds de commerce et de nouer des relations
avec Prospects de haut niveau.Sens du risque, esprit d'initiative, connaissance Bourse,
titres et produits financiers indispensables.Adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence 227-M
à MAMREGIES, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui trans-
mettra.

MORY-TNTE

Nous sommes l'un des leaders du Transport National et International. Au travers de plus de 100 Agences en
France et de nos Filiales étrangères, nous gérons plus de 60 000 Clients et donc des en-cours très importants.
Nous renforçons notre Service Central de Trésorerie et nous vous proposons le poste de RESPONSABLE

crédit - recouvrement

Vos objectifs : élaborer une politique globale de Crédit et de Recouvrement, la mettre en œuvre aux plans des
méthodes, procédures et outils de suivi de façon à réduire les en-cours, les frais financiers et les risques. Votre
action sera également de coordination et de négociation auprès de vos nombreux interlocuteurs : les Directeurs
d'Agences et les Responsables Financiers Régionaux. Vos responsabilités débordent de l'hexagone sur nos
Filiales et Correspondants étrangers. Nous souhaitons rencontrer des candidats dotés d'une solide formation,
BAC + 4/5, forts d'une première expérience (3/4 ans) dans un grand groupe industriel ou de services, aptes à
créer et à gérer un système rentable et fiable. Le poste comporte de fréquents déplacements en France et requiert
la pratique de l'Anglais.

Adresser votre dossier (C.V., lettre man., prêt., tél. pers.) sous la réf. 61 R à :



Hervé Le Bout-Consultants

11, rue La Boétie - 75008 PARIS - Tél. : 42 65 38 39

حکومت الاموال

LA TARIFICATION DES CHÈQUES

Une impérieuse nécessité ?

RÉPONDANT à l'invitation de leur ministre de tutelle et d'actionnaire, M. Edouard Balladur, les banquiers ont décidé de renoncer à la tarification des chèques, pour tant annoncée pour le 1^{er} avril prochain. Ayant refusé d'accorder et donc d'afficher clairement de réelles contreparties, ils n'ont en fait jamais pu réellement justifier, à l'égard de leur clientèle, les raisons de leur projet. D'un point de vue économique pourtant, la facturation des services bancaires — et donc des comptes-chèques — est « une impérieuse nécessité » selon l'expression du rapport de M. Olivier Pastre — à l'époque chargé de mission au ministère des finances — sur la modernisation du secteur bancaire de 1985. Une nécessité pour les banques françaises, mais également pour la collectivité nationale.

Gratuité à l'étranger

Interrogés par l'Institut de sondage IPSOS pour l'Institut national de la consommation, 87 % des Français se sont déclarés opposés aux chèques payants. Aurait-on obtenu une proportion plus faible si l'on avait demandé aux Parisiens s'ils étaient favorables aux tickets de métro payants ? En fait, tous les services à un coût. Il est payé d'une manière ou d'une autre, soit par le consommateur, soit

par quelqu'un d'autre. L'absence de vérité des prix a toujours, en matière économique, des effets pervers. Qu'en est-il en matière bancaire ?

La tenue d'un compte et la mise à disposition des chèques sont aujourd'hui gratuits. Il n'y a que quelques exceptions. Les Postes prélèvent depuis 1959 5 F par an pour la gestion d'un CCP. Le Crédit mutuel d'Alsace et de Lorraine a introduit depuis 1974 un système de facturation avec ses clients-associés. D'autres, comme la BRED facturent l'envoi des carnets. En fait, il faut rappeler que le chèque a été payant en France de 1871 (date de sa création) à 1943.

À l'étranger, si les pratiques tarifaires varient d'un pays à l'autre, et d'une banque à l'autre, « la gratuité n'existe nulle part », comme le rappelle le rapport Pastre. Depuis longtemps, par exemple, les banques suédoises tarifient les petits chèques (moins de 100 couronnes, soit environ moins de 100 F), le Danemark s'y est mis depuis 1983. Aux États-Unis, la facturation des moyens de paiement est également pratiquée depuis longtemps, tandis qu'en Grande-Bretagne chaque établissement est libre d'appliquer sa propre facturation. En RFA, les banques pratiquent depuis 1980 une tarification qui vise à stabiliser la participation du client à 30 % du coût de la gestion des

La tarification des chèques, momentanément repoussée, est une mesure qui s'impose, tant pour la modernisation des banques que pour un meilleur service à la clientèle. Elle n'est acceptable pour les Français qu'accompagnée de véritables contreparties

Des comportements « archaïques »

La France est donc, en ce domaine, dans une situation « atypique ». Les 4,5 milliards de chèques tirés chaque année étant gratuits, les banques en font supporter le coût de gestion à d'autres services. D'abord à certains des services bancaires offerts aux particuliers.

Les particuliers acceptent ainsi de payer des commissions pour la tenue par leur banque de comptes-titres ou la gestion d'un coffre-fort. Il est fort probable, à cet égard, que la sous-tarification de certains services s'accompagne d'une surtarification d'autres services. La situation actuelle incite en fait à des

comportements « archaïques » selon une expression du rapport Pastre. En effet, le chèque — coûteux (entre 3 et 4 F) et papivore — est gratuit, alors que l'avis de prélèvement automatique, plus économique, est payant, comme l'est la carte bancaire (payée entre 75 et 135 F par an), un moyen de paiement moderne.

La gratuité du chèque est aussi, et d'une certaine manière, un avantage dont profitent en premier lieu les plus aisés des particuliers. En effet, ce sont les plus riches qui tirent le plus grand nombre de chèques. Il existe une forte corrélation entre catégories socio-professionnelles et nombre de chèques tirés. D'après les enquêtes du CREP (Centre de recherche économique sur l'épargne), les 37,2 millions de titulaires de comptes tirent en moyenne 10 chèques par mois. Mais les cadres supérieurs (avec 19,1 chèques par mois), les professions libérales (16,5) et les employés (15,6)

sont nettement au-dessus de la moyenne. Les ouvriers (11,1), les retraités (7,1) et les agriculteurs (6,5) en sont moins gourmands.

Un profit sur les taux

L'absence d'une réelle tarification des moyens de paiement met ensuite les banques françaises dans une situation de fragilité et d'infériorité par rapport à leurs concurrents étrangers. Comme le souligne le rapport Pastre, la part des ressources tirées des commissions tarifées dans le produit net bancaire français est faible : 15 % environ, alors qu'elle est de 30 % en RFA, de 35 % en Grande-

Bretagne, de 40 % aux États-Unis et de 45 % au Japon. Les banques françaises sont de ce fait très sensibles aux taux d'intérêt, réalisant l'essentiel de leur profit sur les marges entre taux créditeurs et taux débiteurs.

Au-delà de la surfacturation de certains services, les banques françaises couvrent les coûts de gestion occasionnés par les comptes-chèques de diverses manières. On peut schématiser en distinguant trois : les taux de crédit, les dates de valeur et le placement des dépôts à vue.

ENK. (Z)ABLEWICZ.

(Lire la suite page 28.)

Rémunération des dépôts : s'aligner sur l'étranger

JUSQU'EN 1969, la rémunération des dépôts à vue était autorisée en France. Les taux alors proposés atteignaient au maximum 1 %. Une réglementation du Conseil national du crédit datant du 12 juin 1969 interdisait depuis lors la rémunération des comptes à vue. Le rapport de M. Olivier Pastre, de 1985, sur « la modernisation du secteur bancaire » envisageait comme l'une des solutions à la tarification des moyens de paiement « l'instauration d'une faible rémunération des dépôts à vue ». M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation a demandé au président du comité des usagers des services bancaires, M. Denis Kessler, d'étudier cette question.

L'ouverture des frontières, avec la perspective d'un marché européen unifié des services bancaires, ramène à cette question une certaine actualité. En effet, comme le souligne le rapport Pastre, « la rémunération des dépôts à vue est autorisée dans tous les pays développés à l'exception de la France » (mais aussi de la Nouvelle-Zélande et de la Grèce). En fait, les pratiques en ce domaine sont extrêmement différentes selon les pays. Ainsi, en Allemagne fédérale, la rémunération des dépôts à vue, comme de l'ensemble des dépôts et crédits, est libre. Les taux pratiqués sont actuellement de 0,25 % environ (les comptes sont par ailleurs tarifiés). En Angleterre, il n'y a pas de régle-

mentation. Les banques britanniques ne rémunèrent que les comptes créditeurs importants, à des taux proches des dépôts à terme. Il en va de même en Italie. Aux États-Unis, la rémunération, interdite par la loi de 1933, est cependant autorisée depuis 1980 pour les dépôts d'épargne mobilières à vue.

En France, l'ancien gouverneur de la Banque de France, M. Michel Camdessus, avait exprimé, en décembre dernier, quelques réserves quant à la rémunération des dépôts à vue. Celle-ci aurait, à ses yeux, des conséquences négatives sur la conduite de la politique monétaire. La politique de l'épargne, qui vise à favoriser les placements à long terme, s'en trouverait également affectée. Le rapport Pastre souligne cependant qu'une rémunération limitée à 0,5 % ou 1 % « outre qu'elle permettrait de stabiliser les dépôts à vue dans les banques, ne modifierait en rien la hiérarchie des taux créditeurs ». Dans une telle hypothèse, les risques de déséquilibre du livret A et de l'épargne logement seraient minimes.

En autorisant la rémunération des dépôts à vue, M. Balladur faciliterait peut-être l'introduction d'une tarification des chèques. Il ouvrirait également un nouveau champ de concurrence entre les banques.

E. I.

L'INFORMATISATION DES CAISSES DE SÉCURITÉ SOCIALE

Plus de rendement... moins d'emploi

UNE vaste salle claire : des équipes de trois ou quatre employés travaillent sur des blocs de deux écrans et deux claviers installés le long des murs. Les locaux ne sont pas toujours aussi amènes que dans ce centre de paiement tout neuf de la caisse primaire d'assurance-maladie (CPAM) de Rennes, dans le quartier de Cesson-Sévigné : les écrans sont parfois plus nombreux, mais leur disposition, le décor général, sont les mêmes, comme la méthode, dans toutes les caisses primaires équipées de LASER (Liquidation assistée sur équipements répartis), le nouveau système informatisé de traitement des dossiers des assurés (« liquidation »).

Un million et demi par jour sur l'ensemble des caisses primaires, 20 000 à 25 000 à Rennes, la septième de France (570 000 assurés et « ayants droit »), quelques milliers dans une « petite » comme Mâcon (Saône-et-Loire) : la feuille de maladie est aujourd'hui, « avant le chèque, le document qui circule le plus », comme dit M. Dominique Coudreau, directeur de la caisse nationale d'assurance-maladie. Des chiffres qui augmentent de 5 % en moyenne chaque année. D'où une obsession : être — ou rester — « à jour ». C'est-à-dire traiter les feuilles de jour même de leur arrivée, ou du moins, comme à Rennes 80 % d'entre elles.

Un objectif que LASER facilite, en substituant le traitement informatique « en temps réel » au traitement par « lots ». Une fois vérifiées la feuille de maladie, l'ordonnance, les vignettes du pharmacien ou du fournisseur, le technicien, en « tapant » le numéro de l'assuré inscrit sur la feuille de maladie, fait apparaître son « dossier » (notamment les dates des remboursements antérieurs et les exonérations dont il bénéficie) ; il lui suffit de frapper

Les caisses primaires d'assurance-maladie accélèrent leur informatisation. On en attend une amélioration du rendement et des conditions de travail. Mais les progrès de productivité considérables qui vont en découler ont un coût : l'emploi. Les moins pessimistes évaluent à 8 000 (sur 73 000) en trois ans le nombre des postes qui seront supprimés.

la date, la dépense à rembourser : l'ordinateur calcule le remboursement. L'opération, enregistrée automatiquement — après contrôle d'un échantillon (15 %) choisi a priori — sera transmise le soir même, par téléphone, au centre informatique régional, qui dès le lendemain fera parvenir les ordres de virement aux banques et enverra copie des décomptes aux assurés.

Triple avantage de ce système : supprimant les phases intermédiaires de codage ou de transmission des données (on peut notam-

ment transcrire directement les changements intervenus dans la situation des assurés), il fait gagner l'équivalent d'une journée sur l'ensemble du traitement ; il permet de détecter tout de suite les erreurs de manipulation ; enfin, il réduit les « archives papier » : les documents accompagnant la feuille de maladie (ordonnances, certificats, etc.).

Ainsi l'assuré peut-il normalement être remboursé en moins d'une semaine : la journée de traitement et les délais postaux à

l'aller et au retour. En dix à vingt minutes même, là où le paiement au guichet a été maintenu, comme à Mâcon.

Amélioration aussi pour les agents : LASER leur épargne des tâches répétitives, comme le codage des feuilles de soins, selon un modèle d'écriture strictement normalisé dans le cas de la « lecture optique », ou la transmission des données. Négociée en général avec les syndicats, voire avec le personnel intéressé, l'installation du nouveau système a facilité la polyvalence entre le travail à l'ordinateur, la préparation des documents, ou l'archivage des dossiers, la correspondance avec les assurés, voire les tâches d'accueil.

Expérimenté en 1982-1983 dans quelques caisses primaires travaillant souvent en franc-tireur, LASER permet à la branche maladie, où l'informatique est utilisée depuis quinze ans, de surmonter les conflits de méthode entre caisses locales et caisse nationale et d'éviter de s'enliser dans les difficultés des applications informatiques nationales (1). Sa généralisation, prévue par le « plan national informatique » de 1984, n'a commencé vraiment qu'en 1986. Mais elle va vite. Sur l'ensemble de la France, la moitié des « liquidations » sont déjà effectuées par LASER. Une bonne vingtaine de caisses l'utilisent déjà pour tous leurs « décomptes » et près de quatre-vingts pour une partie plus ou moins importante. Fin 1987, treize seulement n'auront pas achevé leur « montée en charge ». Le tout aura nécessité l'achat de 1 500 mini-ordinateurs Bull ou IBM pour un montant d'un milliard de francs.

GUY HERZLICH.

(1) Voir Eric Rhode : « Les ordinateurs venant de la Sécu », *Le Monde* Dimanche du 25 avril 1983.

(Lire la suite page 28.)



هكذا من الاصل

LA TARIFICATION DES CHÈQUES

Une impérieuse nécessité ?

(Suite de la page 27.)

L'introduction d'une tarification des chèques nécessiterait des compensations sur ces trois fronts : c'est la revendication de certaines organisations de consommateurs.

« Une des raisons pour lesquelles le crédit est cher en France, c'est que les services ne sont pas suffisamment rémunérés », ont l'habitude d'expliquer les banquiers. Effectivement, les établissements bancaires font supporter cela aux emprunteurs — surtout les entreprises, mais également les ménages qui s'endettent pour acheter leur logement, et dans le coût du crédit, une partie des frais de gestion des moyens de paiement. Il y a là un transfert qui n'est pas nécessairement

favorable pour l'économie nationale dans son ensemble.

Le deuxième dispositif par lequel les banques se rémunèrent, ce sont les dates de valeur. Certaines banques y ont renoncé (la Société générale, le CCF...), mais la plupart l'utilisent encore. Entre le dépôt d'un chèque et le crédit du compte, il peut s'écouler de deux à cinq jours.

Si, dans cette courte période, le compte passe au rouge, le client doit payer des agios sur son découvert. Mais surtout, la banque aura utilisé cette période pour faire travailler cet argent. Compte tenu des hypothèses retenues dans des travaux du Conseil national du crédit (une moyenne mensuelle de dix chèques d'un montant moyen de 510 F), le gain retiré des jours de valeur par la banque sur un compte tournerait autour de 50 F par an.

Le troisième mécanisme auquel les banques ont recours, c'est le placement sur le marché monétaire des dépôts à vue. L'argent placé par les particuliers sur leurs comptes n'est plus rémané en France depuis juin 1969. Toujours d'après des estimations approximatives du Conseil national du crédit, la non-rémunération des dépôts à vue générerait pour les grandes banques une recette qui oscillerait entre 300 et 400 F par compte (un solde moyen quotidien de 5 000 F environ, placé au taux du marché monétaire de 8 %).

Les banques françaises vont avoir à affronter, avec la constitution, à l'horizon 1992, d'un Marché commun unifié des services financiers, la concurrence directe de leur concurrents européens.

Leur modernisation passe par une plus grande transparence des prix de leurs services. S'agissant du compte-chèque, il est sans doute hors de question d'en faire supporter l'intégralité du prix de revient (environ 800 F par an) au titulaire, la détention d'un compte étant devenue une quasi-obligation. Plus de 95 % des Français de plus de dix-huit ans en possèdent au moins un.

Afin d'être acceptée par les Français, la tarification devrait être pour les banques et, dans une première étape, une opération blanche, c'est-à-dire être accompagnée de véritables contreparties et non pas, comme cela ressortait de leur projet, un simple moyen pour gonfler rapidement leurs profits, déjà dopés en 1986 par l'euphorie des marchés financiers.

ERIK IZRALEWICZ

Un exemple de retour en arrière : le Crédit agricole de la Dordogne

La Caisse régionale de crédit agricole mutual de la Dordogne a dû elle aussi décider de revenir à la gratuité des chèques. L'information a été donnée en ces termes au journal Sud-Ouest par le directeur de la caisse régionale, M. Jean-François Steurec : « Devenir une politique d'ouverture vers nos clients certainement mal comprise, ce qui a créé une confusion et un phénomène médiatique hors de proportion avec la réalité, les pouvoirs publics ont fait pression sur les banques. Nous allons renouer avec chèques payants. Malheureusement, je ne

suis pas persuadé du tout que les clients aient à y gagner. »

La Caisse régionale de crédit agricole de la Dordogne avait institué le chèque payant dès le dernier trimestre de 1986 en faisant payer 40 francs à tous les titulaires de compte.

A compter du 1^{er} janvier 1987, un prélèvement trimestriel avait été institué qui prévoyait de faire payer 2 francs par chèque.

Des modulations, toutefois, étaient prévues. C'est donc sur ce système que le Crédit agricole est revenu.

J.-J. B.

revue française d'économie

VOLUME II, 1, hiver 1987

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

revue française d'économie

1

VOLUME II, 1, hiver 1987

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

Jacques GÉNÈREUX, Sur la mobilité des salaires.

Jean-Charles NAOURI, Chronique financière.

Daniel VITRY, Revue des revues.

Jacques MISTRAL, Revue des livres.

Édouard BALLADUR, Entretien.

Kenneth J. ARROW (Prix Nobel), La rationalité en économie.

Patrick ARTUS, Bruno CABRILLAC, Les échanges de services.

Christian de BOISSIEU, Mutations des systèmes financiers.

Jacques REGNIEZ, La réglementation économique au Royaume-Uni.

R.H. COASE, La nature de la firme.

d'emploi

(3) Dans ce cas, la caisse paie directement l'établissement; ou le pharmacien, et le malade n'a pas à faire l'avance des frais; seul reste éventuellement à sa charge le « ticket modérateur ».

DEPUIS plusieurs années, un certain nombre de

Cette pratique prolonge le système du « portefeuille » d'assurés attribué à un technicien ou à une équipe de techniciens dans de nombreuses caisses primaires : il permet déjà une certaine familiarité entre le « liquidateur » et « ses » assurés et « il a sorti les caisses du tylosisme », ajoute M. Sauvage, directeur de celle de Mâcon.

A Rouen, la caisse, très centralisée (elle a supprimé le paiement au guichet depuis dix ans), a installé un réseau de quatre-vingts points d'accueil, simples haltes ou bureaux mobiles, ouverts quel-

quelques heures par jour ou quelques jours par semaine, ou permanents dans des services publics.

Ainsi, comme en Ile-et-Vilaie, aucun assuré ne se trouve à plus de quelques kilomètes d'un centre d'information, et les sobcants-quinze agents qui tiennent ces permanences vont, à partir de l'été prochain, pouvoir utiliser le minitel comme leurs collègues rennais. Au Mans, on s'est allés les deux formules, service à domicile et téléphonique, les agents en déplacement au domicile d'un assuré emportant un minitel qui leur permet de se brancher sur le fichier central.

D'autre part, dans le cadre du programme LASER, on étudie le moyen de « personnaliser » le

note une « permanence » de Rennes, qui constate qu'« une grande partie de sa « clientèle » est faite d'incapables, retraités, chômeurs, femmes au foyer... Beaucoup de ces « problèmes » ne pourraient-ils être résolus de manière plus économique ? Selon l'enquête menée par la CNAM, plus de la moitié des demandes des assurés (56 %) sont faites par téléphone, mais les caisses, elles, n'utilisent celui-ci que dans 1 % des cas. Et le rapport récent de l'IGAS s'inquiète de la création d'« agents visiteurs à domicile » simplement parce qu'il faut occuper le personnel ».

Un roche que l'on ne peut sans doute pas adresser aux cellules de « gestion du risque » qui pourraient s'appuyer sur des informations plus fines fournies par le système LASER. Ni aux services créés par certaines caisses d'allocations familiales et handicapées. Ainsi la caisse de Mâcon, qui gère un centre pour handicapés, a développé un service de conseil et d'adaptation du matériel, voire d'aménagement des logements. Celle du Mans, plus simplement, au lieu de rembourser (ou de débourser) les familles (cannes, fauteuils...) pour des malades immobilisés, a acheté le matériel et le prête gratuitement aux assurés...

G. H.

Demandes d'autorisation de rejets d'effluents radioactifs gazeux et de rejets d'effluents radioactifs liquides

Pendant cette période, le public pourra consulter les dossiers d'enquête et présenter ses observations sur les registres ouverts à cet effet aux lieux, jours et heures précisés ci-dessous :

— en maires de Barbuise, Fontaine-Maccon, La Motte-Tilly, La Sautoie, Marnay-sur-Seine, Le Mériot, Montmather, Nogent-sur-Seine, Pont-sur-Seine, Saint-Aubin, Saint-Nicolas-la-Chapelle, le samedi de 8 h à 13 h; les mardis de 13 h à 17 h; les mercredis de 16 h à 20 h; le jeudi de 10 h à 12 h et de 13 h à 15 h; les vendredis de 14 h à 18 h; le samedi 21 mars de 8 h à 12 h.

DANS LE DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE
— en mairie de Chalette-le-Grand, les lundis et les jeudis de 15 h à 19 h; les mardis, mercredis, vendredis de 14 h à 18 h; les samedis 21 et 28 mars de 14 h à 18 h.

— en maires de Courceroy, La Motte-Tilly, Le Mériot, Marnay-sur-Seine, Nogent-sur-Seine les mardis de 9 h à 13 h; les mardis de 13 h à 17 h; les mercredis de 16 h à 20 h; les jeudis de 10 h à 12 h et de 13 h à 15 h; vendredis de 14 h à 16 h, le samedi 21 mars de 8 h à 12 h et le samedi 4 avril de 14 h à 18 h.

DANS LE DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE
— en mairies de : Bray-sur-Seine, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, le samedi 21 et 28 mars de 8 h à 12 h ; Gray-sur-Seine, du lundi au vendredi de 14 h à 18 h, le samedi 21 mars de 8 h à 12 h ; La Ferté-sous-Corbeil, du lundi au vendredi de 14 h à 17 h et 18 h, le samedi 21 mars de 8 h à 12 h.

18 h 30, les samedis 21 et 28 mars de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h; Mouy-sur-Seine, du lundi au vendredi de 8 h à 12 h, les samedis 21 et 28 mars de 8 h à 12 h; Noyen-sur-Seine, du lundi au vendredi de 14 h à 18 h, les samedis 21 et 28 mars de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h; Saint-Sauveur-le-Vieux, du lundi au vendredi de 14 h à 18 h, les samedis 21 et 28 mars de 8 h 30

de 12 h 30 : Villaines-sur-Loire, du lundi au vendredi de 8 h à 12 h, les samedis 21 mars et 4 avril de 9 h à 12 h ; Villaines-sur-Loire, du lundi au vendredi de 14 h à 18 h, les samedis 21 et 25 mars de 14 h à 18 h.

Les dossiers et les registres d'enquête sont également déposés à la préfecture de l'Aube (direction de la coordination et de l'action économique, 2^e bureau, place de la Libération), à la préfecture de Seine-et-Marne (Direction des finances et des affaires décentralisées, 5^e bureau, place du 1^{er} mai, 77000 Combs-la-Ville) et à la sous-préfecture de Châteauneuf-sur-Loire (direction des affaires économiques, 2^e bureau, place du 1^{er} mai, 45000 Châteauneuf-sur-Loire).

Particuliers de l'Aube et de Seine-et-Marne : de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h ;

Sous-préfecture de Nogent-sur-Seine : de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, ainsi que les samedi 28 mars et 11 avril de 8 h 30 à 12 h.

La commission d'enquête, dont les membres ont été désignés par le président du tribunal administratif de Châlons-sur-Marne et dont le siège est fixé à la sous-préfecture de Nogent-sur-Seine est composée de :

— M. Charles Simon, président de la commission, ingénieur divisionnaire de l'équipement ;

- M. Roger Friedman, ingénieur diplômé de l'Ecole polytechnique ;
- M. Gaston Richard, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat ;
- M. Henri Domenget, ingénieur en chef du génie rural des eaux et forêts ;
- M. Robert Pailley, directeur d'hôpital honoraire.

La commission d'enquête se tiendra à la disposition du public :
— à la mairie de Rouen-sur-Seine le 14 avril 1987, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

— à la mairie de Nogent-sur-Seine, le 14 avril 1987, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ;

— à la sous-préfecture de Nogent-sur-Seine, les 15 et 16 avril 1987, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

Pendant la durée des enquêtes, des observations pourront être adressées à M. le président de la commission d'appointés à la sous-préfecture de Nogent-sur-Seine, pour être

Un mois après la clôture des enquêtes et pendant une durée d'un an, copies des rapports et des conclusions motivées de la commission d'enquête seront tenues à la disposition du public à la Direction de la Circulation de la Gendarmerie de l'arrondissement. Elles seront

à la préfecture de l'Aube (Direction de la coordination et de l'action économique, 2^e bureau), à la préfecture de Seine-et-Marne (Direction des affaires décentralisées, 5^e bureau), à la sous-préfecture de Nogent-sur-Seine, à la sous-préfecture de Provins, ainsi que dans les mairies de communes lieux d'enquête.

Les personnes intéressées pourraient obtenir communication de ces documents à la préfecture de l'Aube.

Abstract

est la cible, depuis le 3 février 1987, d'une campagne de presse et de relations publiques organisée par M. Bernard Arnault, président-directeur général de Christian Dior et de la Financière Agache, avec la participation active de MM. Jean-Jacques Picart et Christian Lacroix.

Le Groupe Jean PATOU s'était jusqu'à présent abstenu de toute déclaration afin de ne pas alimenter une campagne indigne de la profession de la haute couture. Devant l'amplification de cette campagne dont le but, à l'évidence, est de s'approprier le fonds de commerce de sa maison de haute couture, le Groupe Jean PATOU est décidé à faire respecter ses droits.

Refusant de suivre M. Bernard Arnault dans cette polémique, le **Groupe Jean PATOU** a porté cette affaire devant les tribunaux.

La justice a donc été saisie de ce litige le mardi 17 février 1987.

**PROFESSION : GESTIONNAIRE**

Avec une performance de 16,51 % pour l'année 1986, NOVEPARGNE, Sicav de court terme, gérée par FIMAGEST (dont la charge Cholet Dupont est également dépositaire), se classe au 1^{er} rang des 111 Sicav de sa catégorie.

Également gérée par FIMAGEST, OBLIGHENIN (dépositaire Banque La Hénin) obtient le 6^e rang du même classement, avec un résultat de 15,15%.

L'ensemble des autres Sicav obligataires géré par FIMAGEST réalise par ailleurs une performance moyenne de 18,40%.

Dans le courant de l'année 1986, FIMAGEST a parallèlement créé 5 nouvelles Sicav qui couvrent tous les secteurs de la gestion de valeurs mobilières (obligations, actions...), ainsi que l'éventail des techniques correspondantes (MATIF, instruments de marché monétaire...). Pour la plupart d'entre elles, ces Sicav obtiennent, depuis leur constitution récente, des résultats qui les positionnent aux tout premiers rangs des Sicav de leur catégorie.

Tous renseignements, concernant les 35 Sicav et Fonds communs de placement gérés par FIMAGEST, ou encore ses gestions individualisées, peuvent être obtenus sur simple demande.

* Classement établi sur la période du 31/12/1985 au 31/12/1986 par la Banque Paribas, coupon net réinvesti le lendemain de son détachement.



147/149, bd Haussmann - 75008 PARIS - TEL: 42 89 00 65.

Le Monde
sur minute
VOTRE PORTEFEUILLE
PERSONNEL
LE MONDE

هكذا من الاول

هكذا من الاهل

UN des manières efficaces d'aimer la vérité est de s'intéresser aux erreurs, et aux raisons, si l'on peut dire, qui les font commettre. A propos d'une affaire qui peut, vu les graves soucis du jour, passer pour mineure, mais dont l'importance tient précisément à l'étrange immunité contre l'erreur dont chacun d'entre nous croit jouer plus ou moins en ce qui concerne, en tout cas, les choses qu'on connaît le mieux (ou le moins mal), Lazzari Goldzahi m'a adressé les réflexions qui vont suivre.

Il m'avait répondu : « Qu'il soit d'abord entendu que l'opinion d'un scientifique sur ce sujet n'est pas plus valable que celle de quiconque réfléchit au problème... » Voilà, me semble-t-il, une bonne raison pour lui demander aussi son avis sur d'autres matières. Auteur de plusieurs romans sous le pseudonyme de David Pearl, il est en train de rédiger une sorte de traité des erreurs et des différentes façons de se tromper. Le texte qu'il m'adressa pourrait bien y trouver sa place :

» L'activité en question présente la particularité de donner un produit aujourd'hui encore très semblable à ce qu'il était dans l'Antiquité. En fait, je ne connais aucun produit, dans aucun domaine, ayant aussi peu évolué depuis deux mille ans. Une si longue expérience, une telle tradition, constitue dans toute production une grande protection contre les erreurs. Autre particularité favorable à son bon fonctionnement, les projets et leur réalisation y sont rattachés à une même urgence. Les réalisateurs n'ont rien à attendre de la désapprobation d'un monopole d'Etat prestigieux dont le personnel dirigeant est traditionnellement d'un niveau culturel très élevé. En Angleterre, le grand Isaac Newton s'est trouvé honoré de le diriger. Et, en France, les responsables sont d'anciens élèves de grandes écoles.

Ces lignes, on l'auroit devinés, s'appliquent à la fabrication des pièces de monnaie. Plus précisément encore, elles font allusion à la pièce de 10 F, dite « République », puisqu'y figurent, dessinés par Jacquin Jimez, à l'avers une Marianne et au revers un coq gaulois. La pièce « République », en nickel, d'un diamètre de 21 millimètres et d'un poids de 6,5 grammes doit être définitivement retirée de la circulation à la fin de cette semaine. On la confondait tout facilement — l'expérience le prouve — avec le pion de 50 centimes de même métal et de même relief. Ce dernier pèse 5 grammes (19,1 millimètres, 4,5 grammes). Il sera toutefois possible de l'échanger jusqu'au 30 juin.

AVANT de se rendre à l'évidence ou, si l'on préfère, aux protestations des usagers (en particulier des personnes âgées), le ministre de l'économie et des finances aura tout tenté pour empêcher la « petite révolution » de l'administration des Monnaies et médailles d'être pour sa part très satisfaisante. Le dessin n'est pas du tout le même, faisant valoir les fonctionnaires du 11^{er} Comité. Le relief non plus, ajoutait-il. Il est vrai que la surface de la pièce nouvelle présente une dénivelée qui n'aurait dû échapper à personne. Comme dans les semaines qui suivirent la mise en circulation, le 22 octobre 1986, les parlementaires commencèrent à s'en mêler, se faisant l'écho des nombreuses erreurs de paiement signalées par leurs électeurs, les techniciens revinrent à la charge auprès du ministre. Ils proposent comme remède la « saignée » de pièces, un procédé qui consiste à briser à coups de paillette et le tonnerre d'autres. On se souvient à temps que l'effet ne réside pas à l'usage. Il ne restait plus qu'à entreprendre une mission d'étude, ce qui fut fait le 26 novembre. Elle fut confiée à Guy Cherpentier. A la question qui lui était posée de savoir s'il s'agissait de difficultés dues à la « période d'acclimatation » ou à l'apparence et la dimension de la pièce elle-

Il ne faut pas trop s'étonner que les responsables de la Manufacture de médailles aient longtemps été portés à penser que si quelqu'un s'est trompé, c'était le public. L'usage qu'ils avaient à l'esprit en concevant la nouvelle pièce que Pierre Bérégovoy, dans le courant de l'année 1985, leur avait commandé de mettre à l'événement n'appartenait en aucune manière au monde de la protestation. La forme, le poids, les dimensions avaient été choisis, d'abord et avant tout, en fonction des capacités d'accueil des différentes machines à sous produites en France.

Les fabricants étaient représentés au sein de la commission que présidait Jacques Campet, alors directeur des Monnaies et médailles (il perdit cette fonction au début de cette année à la suite de cette affaire, pour être nommé conseiller maître à la Cour des comptes), il semble bien qu'il y furent les plus actifs. C'est sur leur demande pressante qu'on écarta vite le projet d'une pièce à pans (la pièce de 2 F n'en a que l'apparence : c'est un octogone inscrit dans un cercle).

LES autres membres, les uns représentants de l'administration des finances et les autres de diverses associations de consommateurs, n'ont guère fait entendre leurs voix, s'en remettant aux spécialistes. Il y avait pourtant un précédent fâcheux. Circonstance aggravante : il concernait la première version de la pièce de 50 centimes en nickel introduite en 1963. On la confondait avec une pièce de 5 centimes en acier inoxydable qui circulait depuis 1961. Ce fut cette dernière que l'on saoula (en 1964).

Installée depuis 1774 dans le beau bâtiment construit au bord de la Seine par l'architecte Antoine, l'administration des Monnaies et médailles n'aurait-elle plus de mémoire ? « Depuis 1984, me dit son nouveau directeur, Patrice Cahart, un changement de génération s'est produit. C'est

Une autre circonstance explique que les responsables de l'administration des Monnaies et médailles soient restés fidèles sur leur idée de départ. Leur obsession de machines s'accompagne du souci de déjouer la fraude. Les deux préoccupations étaient en partie liées. La pièce de 10 F, d'usage courant, dite « France industrielle » (elle est ornée d'un dessin du sculpteur Georges Mathieu), beaucoup plus lourde – 10 grammes, – a été innoctement imitée par l'Iran. Mais sur le marché libre, une pièce de 1 rial peut s'acheter pour environ 8,50 F. D'où un courant clandestin d'importations en provenance de ce pays. On retrouve les pièces de la République

[illegible]

Pour l'avenir, le gouvernement a pris ses précautions. La commission précédente

L'administration des Monnaies et médailles réfléchit, comme c'est son devoir, sur les différentes solutions possibles. La « piste » nickel continue à paraître la plus prometteuse, d'autant plus qu'une nouvelle pièce de 10 F serait suivie d'au moins deux autres, l'une de 20 F (le billet de même valeur étant mis hors circulation) et l'autre de 50 F. La gamme des cuivres ne comporterait plus que la petite monnaie, les pièces de 5, 10 et 20 centimes.

En outre le risque d'encreur n'est pas lié à la forme du billet. Les plus grandes brèves de nos monnaies en septembre 1974 par la mise en circulation de pièces en argent de 50 F, alors que les cours des métaux précieux avaient déjà connu leur ascension. Le valeur au poids de ces dernières (ainsi que celle des pièces de 5 F et 10 F frappées avant 1965) en étant inférieure à la valeur faciale, elles furent aussitôt thésaurisées — et furent revendues à un prix supérieur. L'administration et le pouvoir politique de l'époque avaient oublié la vieille loi de Gresham selon laquelle la mauvaise monnaie chasse la bonne. L'édicte à nouveau, depuis 1981, une pièce en argent ayant cours légal de 100 F, la monnaie d'appoint de 10 francs de la même année vaut 100 F. Bien que sa valeur au poids soit inférieure à la moitié de sa valeur nominale, essayez- donc d'en trouver une !

L'art du « cocktail »

Aujourd'hui, un directeur financier a la capacité de générer des profits ou des pertes considérables par sa seule activité dans l'entreprise. Il doit savoir tirer profit d'anomalies ou d'imperfections entre différents marchés.

La plupart des innovations financières ont la vie courte. Elles disparaissent, selon la formule d'un professionnel, avant que l'encre ne soit sèche... Il n'existe en effet dans ce domaine pas de copyright ou de protection, ce qui conduit à une réduction du délai d'initiation et entretient une pression constante sur les institutions financières de créer des instruments plus complexes et de plus en plus « sophistiqués ». La seule valeur ajoutée est l'éloignement des formules, simples facilement imitables, ce que les Américains appellent les *plain vanilla products*.

(*) **Professeur à Harvard Business School.**

Pour saisir ces opportunités, la direction financière doit développer sa capacité à réaliser des transactions et des arbitrages lui permettant de tirer profit d'anomalies et d'imperfections entre deux grands marchés. En 1984, par exemple, PepsiCo a émis des obligations à deux échéances qui lui ont permis d'acheter des obligations émises par l'Etat allemand et d'empocher une différence de 0,65 % existant entre les deux marchés. Plus tard, General Mills et Exxon ont pu bénéficier de gains très substantiels en émettant des obligations à coupon zéro en Europe et en investissant les sommes ainsi réunies en bons du Trésor américains.

Au-delà de cette activité d'arbitrage, c'est une nouvelle philoso-

Au-delà de cette activité d'arbitrage, c'est une nouvelle philosophie de la politique de financement que l'on voit apparaître. L'approche traditionnelle, qui consiste à emprunter lorsqu'on en a besoin, se substitue une tendance à emprunter lorsqu'il est intéressant de le faire et là où il est intéressant de le faire. La politique de financement devient donc en quelque sorte une politique d'approvisionnement, d'une manière spéciale certes : mais, comme pour n'importe quelle matière, l'important est de s'acquiescer au bon moment et aux meilleures conditions, quitte à la

A cet égard, le développement des swaps (1), (swaps d'intérêt et de devise en particulier) permet d'aboutir au financement souhaité à partir d'un financement initial qui ne correspond pas aux besoins spécifiques de l'entreprise, mais dont l'avantage premier était son coût compétitif. Lorsque le directeur financier de JC Penney Co emprunta sur le marché des euroyens en 1985, alors qu'il n'a pas besoin de yens, le fait précis que c'est sur le marché des dollars qu'il obtient les meilleures conditions et qu'il sait qu'il pourra « swapper » ses yens contre des dollars. Lorsqu'on emprunte aujourd'hui, affirmait récemment Geoffrey Norman, directeur financier de General Electric Credit Corporation, personne ne considère plus que l'emprunt réalisé est un produit fini.

Non seulement le financement n'est plus considéré comme un produit fini, mais il n'est plus considéré comme permanent. La gestion systématique et agressive du passif du bilan conduit à racheter sur le marché ou rembourser de manière anticipée des financements à taux élevés pour les remplacer par des financements à taux plus faibles. Les directeurs financiers disposent aujourd'hui d'un arsenal complet d'outils et de techniques leur permettant d'effectuer une véritable et constante chirurgie esthétique

Cette chirurgie esthétique ne s'applique pas seulement aux sociétés de bilan mais aussi à son actif. Elle a été aussi un rôle nouveau du directeur financier : la transformation d'actifs en moyens de financement. Le processus de *securitisation*, terme difficilement traduisible, qui reconverte l'émission de titres gagés sur un *actif financier* de la société, permet de restructurer le bilan tout en dégageant des liquidités pour l'entreprise. Il fut un temps où la mobilisation d'actifs financiers (l'affacturage des effets à recevoir par exemple) était considérée comme une solution de dernier recours pour des sociétés en pleine crise de trésorerie.

Le phénomène de *securitization* a complètement changé cette image et laisse entrevoir des possibilités sans précédent. L'illustration la plus récente est, lorsque General Motors Acceptance Corporation émet des obligations gagées sur les prêts automobiles consentis à ses clients (certificats d'automobile receivables, connus sous le nom de CARS - évidemment !), lorsque Sperry Corp. émet un emprunt obligataire gagé sur ses effets à recevoir, en l'occurrence les loyers de copropriétés ou dans ses clients, lorsqu'un hôtelier du Diner's Club réalise un financement en émettant un portefeuille de créances (cartes de crédit, toutes ces sociétés réalisent des opérations de « ravallement » de leurs bilans, en en étant

Cette nouvelle approche s'accompagne d'un changement des relations entre les sections financières et les intermédiaires financiers. Le phénomène de désintermédiation financière conduit certaines sociétés à limiter considérablement le rôle de leurs intermédiaires financiers dans un nombre croissant de transactions. D'autre part, ceux-ci sont souvent mis en concurrence avec ce qui conduit à des relations de type commercial plus tendues. Enfin, l'intermédiaire financier est souvent lui-même la contrepartie de certaines transactions, comme par exemple dans des opérations de swap, ce qui limite bien évidemment son rôle de conseiller de l'entreprise.

Le monde du directeur financier d'aujourd'hui n'a plus des frontières. La globalisation du marché financier permet aujourd'hui à une banque japonaise d'émettre des obligations en livres sterling à Londres ou à un organisme financier allemand de mettre en place un financement en obligations libellées en deutschemark pour une entreprise américaine, d'acheter des titres qui seront cotés sur un swap en dollars auprès d'un intermédiaire financier ou de sociétés américaines, japonaises, allemandes ou françaises. Ce phénomène de globalisation du marché permet dans certains cas à la pénétration financière de précéder la pénétration commerciale d'un marché.

La société Chrysler a obtenu en septembre 1986 d'être cotée à la Bourse de Tokyo, alors que les voitures Chrysler ne sont pas vendues au Japon. Un jour prochain, il est très possible que Chrysler réalise une augmentation de capital au Japon. Qu'une société américaine aille se financer sur le territoire de ses concurrents majeurs illustre à merveille l'avènement de ce monde de « financements sans frontières ». La société American Express, dont le titre est coté sur douze places boursières

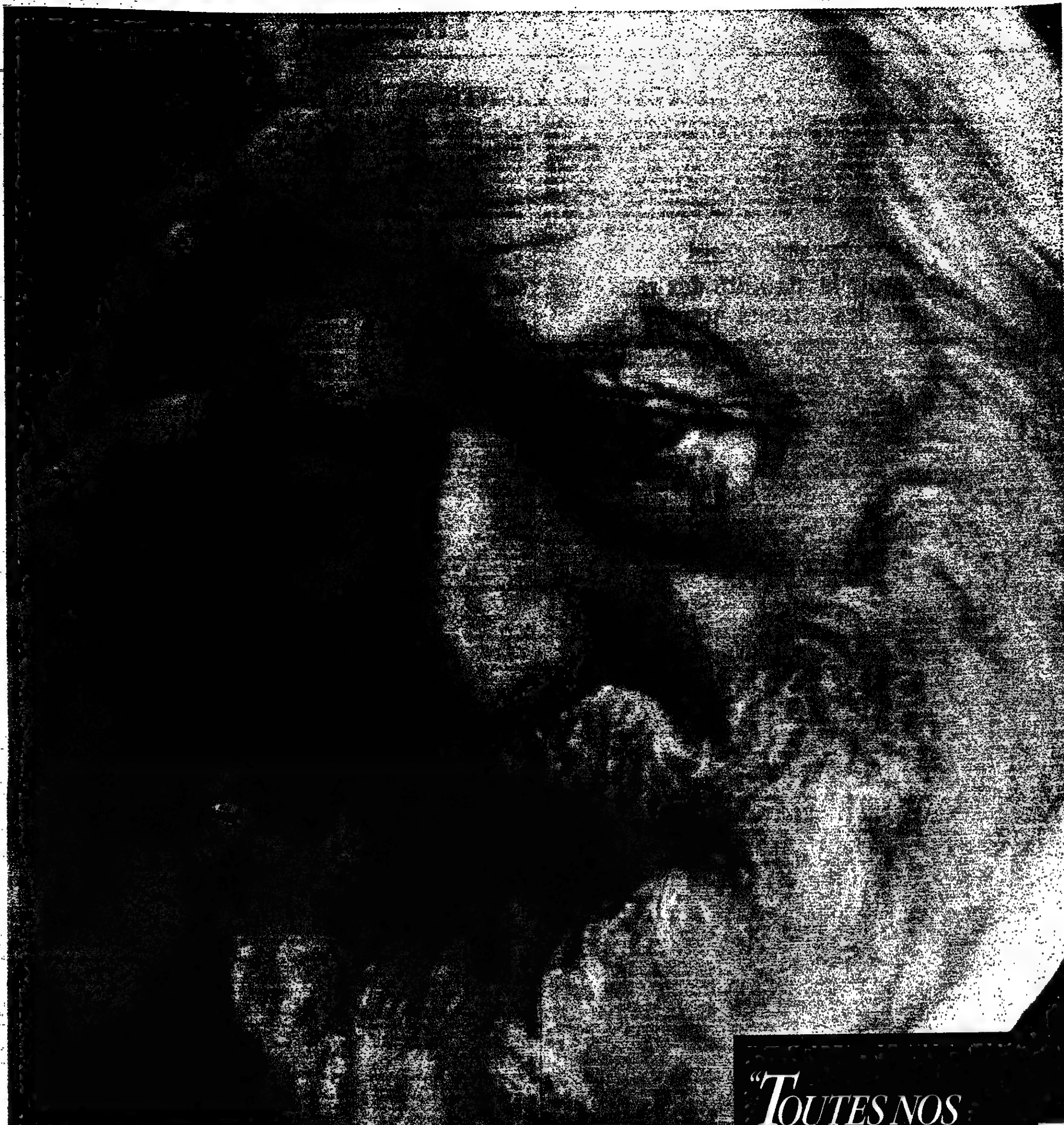
étrangères, se procure indéniablement de multiples possibilités de financement mais en même temps entretient son image de marque et développe un intérêt certain pour ses diverses activités dans différents pays.

Le développement de l'ingénierie financière, définie comme l'aptitude à imaginer et à mettre en œuvre des montages financiers parfaitement adaptés aux besoins et aux objectifs spécifiques et souvent complexes de l'entreprise et au coût minimum, conduit certaines sociétés à considérer la direction financière comme un centre de profit. L'idée même peut paraître surprenante, voire hérétique dans le cadre d'une vision traditionnelle de la fonction financière. Mais cette idée s'impose de plus en plus aujourd'hui.

Dans les années qui viennent, le processus d'innovation se poursuivra, débouchant sur une globalisation presque complète de l'économie financière, une diversité accrue des produits, l'avènement de titres de plus en plus hybrides, des formes de plus en plus complexes de couverture contre les différents risques (taux d'intérêt, cours des devises, indices boursiers, etc.) et un délai de réaction de plus en plus rapide des entreprises mais aussi des autorités fiscales et réglementaires. Les entreprises auront de plus en plus besoin de financiers de haut niveau, parfaitement formés aux produits et aux marchés nouveaux, capables de réaliser à tout moment les « cock-tails » de financement les plus adaptés et les moins chers. Il n'est plus suffisant aujourd'hui d'être compétitif au plan technologique et commercial. Il faut aussi l'être au plan financier.

(1) Echange d'une dette libellée en une monnaie contre un montant identique dans une autre monnaie en jouant sur les parités et sur les différences de taux d'intérêt.

(2) Ce qui a aussi pour effet de remettre en cause la distinction traditionnelle, en particulier dans les entreprises américaines entre la fonction de trésorerie et celle de directeur financier.



Le génie fait bien les choses. En inversant la citation d'un grand homme, on découvre la possible devise d'une grande marque: "Toutes nos étoiles reflètent les passions."

Autres étoiles, bien sûr. Celles de Mercedes-Benz. Reconnues, admirées, désirées dans le monde entier. Et, comme toutes les étoiles, à la fois connues et inconnues.

Connues d'abord pour leur beauté, leur prestige, leur image. Connues aussi pour leur sécurité, leur confort, leurs performances. Mais inconnues souvent pour ce qu'elles représentent d'innovations, de prodiges technologiques.

Car Mercedes-Benz est inventeur autant que constructeur. Depuis cent ans, l'histoire de l'automobile ne se fait pas sans la marque à l'étoile.

Ses contributions sont toujours essentielles, ses découvertes toujours déterminantes.

Avec l'absence de compromis et la générosité qui caractérisent les vrais chercheurs, Mercedes-Benz œuvre surtout pour l'homme. Préserve sa vie. Assure sa sécurité. Améliore son confort.

ABS, ASD, ASR, 4 Matic: Mercedes-Benz invente des réflexes qui vont plus vite que les réflexes humains. Rétracteur de ceinture, air bag: Mercedes-Benz optimise la sécurité par l'électronique. Véhicules industriels: l'EPS, commande électropneumatique de boîte, améliore confort et sécurité des chauffeurs.

Aujourd'hui comme hier, Mercedes-Benz construit l'avenir automobile. Un avenir où conduire comporte toujours moins de risques. Et toujours plus de plaisirs.

*"TOUTES NOS
PASSIONS
REFLÈTENT LES
ÉTOILES."*

Victor Hugo



MERCEDES-BENZ

Philippe Lorin pour MBF

مركز الامم المتحدة

50 من الاجل

Economie

« L'accord du Louvre » : les marchés des changes

Les marchés des changes ont accueilli avec calme et prudence l'accord du Louvre, réalisé par le groupe des Six sur la stabilisation des parités monétaires. Lundi matin, en Asie et en Europe, les cours du dollar, après une sensible remontée, s'établissaient un petit peu au-dessus de leurs niveaux de la veille du week-end, soit 1,8220 DM et 6,07 F, demeurant tout à fait inchangés à Tokyo.

Pour les opérateurs, il eût certes été catastrophique que le communiqué des Six ne fasse aucune mention d'une nécessité de stabiliser le dollar à ses niveaux actuels, jugés, maintenant, satisfaisants après la chute enregistrée depuis l'accord du Plaza en septembre 1985. Mais s'ils reconnaissent que l'accord du Louvre peut effectivement stabiliser le dollar pendant un certain temps, ils se montrent très réservés, pour ne

pas être sceptiques, sur la tenue du billet vert d'ici quelques mois. Pour eux, cet accord ne résout pas les problèmes propres des Etats-Unis, déficits budgétaires et commerciaux, en dépit des engagements pris par M. James Baker, secrétaire au Trésor. Cette opinion est partagée entre autres par M. Raymond Barre : « La décision crédible qui entraînera sur les marchés la prise de conscience d'un changement, c'est ce que les

Etats-Unis feront en matière de déficit budgétaire ».

En attendant, les ministres des finances du groupe des Six, à l'exception du ministre italien, qui a marqué publiquement son très vif mécontentement d'avoir été exclu des entretiens préparatoires du groupe des Chag, ont exprimé une satisfaction prudente.

Le communiqué officiel

Promouvoir la stabilité des taux autour des niveaux actuels

Voici le texte du communiqué publié le 22 février :

1. - Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des six grands pays industrialisés se sont rencontrés aujourd'hui à Paris pour procéder à la surveillance multilatérale de leurs économies (...).
2. - Les ministres et gouverneurs ont jugé que de nouveaux progrès avaient été réalisés depuis le sommet de Tokyo dans les efforts pour atteindre une croissance soutenable sans inflation (...).
3. - Des progrès sont en cours dans la réduction des déficits budgétaires dans les pays où ils existent et des réformes fiscales fondamentales sont en train d'être introduites afin d'améliorer le caractère incitatif de la fiscalité, d'accroître l'efficacité des économies et de renforcer les perspectives de croissance (...).
4. - Malgré ces développements positifs, les ministres et gouverneurs reconnaissent que les déséquilibres importants des balances commerciales et des balances des paiements courants de certains pays créent des risques économiques et politiques sérieux. Ils sont convenus que la réduction des insupportables déséquilibres commerciaux est une priorité majeure et que l'obtention d'une croissance globale mieux répartie devrait jouer un rôle central pour parvenir à cette réduction.
5. - Les ministres et gouverneurs ont réaffirmé leur préoccupation face aux pressions protectionnistes en faveur du protectionnisme. Ils partagent le sentiment que toute tentative de remédier aux problèmes économiques en érigeant des barrières commerciales est vouée à l'échec; ils ont pris l'engagement d'intensifier leurs efforts pour résister au protectionnisme (...).

Les efforts de coordination

6. - Les ministres et gouverneurs ont reconnu que les principaux pays industrialisés avaient une responsabilité particulière dans la conduite de politiques ayant pour objectif de favoriser l'ouverture et la croissance de l'économie mondiale et de soutenir les efforts des pays en développement, en particulier des pays débiteurs, pour restaurer une croissance régulière et une situation viable de leur balance des paiements. Ils ont noté que les progrès réalisés par de nombreux pays débiteurs dans ce but n'avaient pas résolu tous les problèmes, et ils ont souligné qu'il était important que les efforts de coopération de tous les participants à la stratégie renforcée de traitement de la dette soient accrus.

7. - Les ministres et gouverneurs sont convenus d'intensifier leurs efforts de coordination en matière de politique économique afin de promouvoir une croissance globale plus équilibrée et de réduire les déséquilibres actuels. Les pays en excédent se sont engagés à suivre des politiques destinées à renforcer leur demande intérieure et à réduire leurs excédents extérieurs tout en maintenant la stabilité des prix. Les pays en déficit se sont engagés à mener des politiques destinées à encourager une croissance régulière et non inflationniste tout en réduisant leurs déséquilibres intérieurs et leurs déficits extérieurs. A cette fin, chaque pays s'est engagé à prendre les mesures suivantes.

La politique du gouvernement canadien est conçue pour soutenir l'expansion économique actuelle pour la cinquième année et au-delà. Dans le budget pour 1987-1988, le gouvernement a réduit le déficit budgétaire pour la troisième année consécutive et reste engagé à poursuivre progressivement cette réduction. Le Canada proposera bientôt une ample réforme de son système fiscal. Il continuera ses politiques de réforme de l'environnement réglementaire, de privatisation et de libéralisation des marchés domestiques. Il poursuivra vigoureusement la libéralisation du commerce, de façon bilatérale avec les Etats-Unis et de façon multilatérale dans le cadre du cycle d'Uruguay. La politique monétaire continuera à être orientée vers la réduction de l'inflation et à être compatible avec des marchés des changes ordonnés.

Le gouvernement français réduira de 1 % du PIB entre 1986 et 1988 le déficit du budget de l'Etat et mettra en œuvre sur la même période un programme de réduction de la pression fiscale de même ampleur (1 % du PIB) qui comportera des allègements fiscaux importants pour les entreprises et les particuliers. Il poursuivra en 1987 son programme de privatisation (les cessions d'actifs devaient représenter de 35 à 45 milliards de francs) et renforcera la libéralisation de l'économie française, en particulier en ce qui concerne le marché du travail et les marchés financiers.

Le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne poursuivra sa politique tendant à réduire davantage la part des dépenses publiques dans l'économie et à diminuer la pression fiscale sur les ménages et les entreprises, grâce à une réforme fiscale d'ensemble visant à encourager l'activité du secteur privé et l'investissement. De plus, le gouvernement proposera d'accroître le montant des allègements fiscaux déjà décidés pour 1988. Le gouvernement fédéral mettra l'accent sur les politiques de soutien des forces du marché afin de favoriser l'ajustement structurel et l'innovation. Les taux d'intérêt à court terme, bien que déjà très bas comparativement au plan international, ont encore baissé substantiellement au cours des dernières semaines. La politique monétaire visera à améliorer les conditions d'une croissance économique soutenable dans la stabilité des prix.

Le gouvernement japonais poursuivra des politiques monétaire et fiscale qui aideront à accroître la demande intérieure, et contribueront ainsi à la réduction de l'excédent extérieur. La réforme fiscale d'ensemble, actuellement soumise à la Diète, fournira un stimulant supplémentaire à la vitalité de l'économie japonaise. Tous les efforts seront faits pour que le budget 1987 soit approuvé par la Diète de façon à ce qu'il soit rapidement mis en œuvre. Un programme économique d'ensemble sera préparé après l'approbation du budget 1987 par la Diète, de façon à stimuler la demande intérieure, tout en prenant dûment en compte la situation économique qui prévaut alors. La Banque du Japon a annoncé qu'elle réduira son taux d'escompte de 0,5 % le 23 février.

Le gouvernement britannique maintiendra les conditions permettant de poursuivre la croissance régulière du PIB des cinq dernières années et continuera à travailler à la réduction de l'inflation en suivant une politique monétaire prudente. Pour les comptes extérieurs, l'objectif sera le maintien d'un solde globalement équilibré à moyen terme. La part des dépenses publiques dans l'économie continuera à décroître et la pression fiscale sera réduite, tout en maintenant l'emprunt du secteur public à un faible niveau. Ces mesures et d'autres destinées à renforcer la capacité d'offre de l'économie, accéléreront la croissance de la productivité déjà constatée dans les années récentes.

Les nouveaux pays industrialisés

Le gouvernement des Etats-Unis poursuivra sa politique en vue de réduire le déficit budgétaire de l'année fiscale 1988 à 2,3 % du PNB, à partir d'un niveau évalué à 3,9 % pour l'année fiscale 1987. Dans ce but, la croissance des dépenses publiques sera limitée à moins de 1 % pour l'exercice 1988, conformément au programme déjà engagé de réduction de la part de l'Etat dans le PNB à partir de son niveau actuel de 23 %. Les Etats-Unis mettront en œuvre une large palette de mesures visant à améliorer leur compétitivité et à accentuer la force et la flexibilité de leur économie. La politique monétaire sera compatible avec la croissance économique à un rythme durable et non inflationniste.

8. - Les ministres et gouverneurs ont noté qu'un certain nombre de nouvelles économies industrialisées jouaient un rôle de plus en plus

important dans le commerce mondial. Ces économies ont connu des croissances soutenues, fondées de façon significative sur l'accès à des marchés extérieurs ouverts et en expansion. Certaines ont accumulé récemment des excédents commerciaux qui ont contribué de façon importante à la configuration insoutenable actuelle de déséquilibres globaux, aggravant ainsi les pressions protectionnistes. Les ministres et gouverneurs considèrent comme important que les nouvelles économies industrialisées assument une responsabilité plus grande dans la préservation d'un système d'échange mondial ouvert, en réduisant les barrières commerciales et en conduisant des politiques qui permettent à leurs monnaies de refléter plus complètement les données économiques fondamentales.

9. - Les ministres et gouverneurs sont aussi convenus d'un certain nombre de précisions quant à l'utilisation des indicateurs économiques dans le dispositif de surveillance multilatérale approuvé dans la déclaration économique de Tokyo. Dans ces conditions, ils ont notamment :

- Examiner périodiquement des objectifs et des projections économiques à moyen terme, relatifs à des données intérieures et extérieures. Les objectifs et projections à moyen terme devront être cohérents entre eux et servir de base à l'évaluation des politiques et des résultats nationaux;

- Examiner régulièrement, en s'aidant d'indicateurs économiques, si les évolutions économiques constatées et leurs tendances sont cohérentes avec les objectifs et les projections à moyen terme, et regarder si des actions correctives sont nécessaires.

Au départ, les objectifs et projections concerneront les variables-clés suivantes : croissance, inflation, balances commerciales et des paiements courants, résultats budgétaires, grandeurs monétaires et taux de change.

10. - Les ministres et gouverneurs ont reconnu que les évolutions substantielles des taux de change intervenues depuis l'accord du Plaza contribueront de façon croissante à la réduction des déséquilibres extérieurs, et ont désormais conduit leurs monnaies dans des bandes de fluctuation globalement compatibles avec les données économiques fondamentales, compte tenu des engagements de politique économique résumés dans cette déclaration. De nouvelles variations substantielles de leurs monnaies pourraient compromettre la croissance et les perspectives d'ajustement dans leurs pays. C'est pourquoi ils ont convenus, dans les circonstances présentes, de coopérer étroitement pour promouvoir la stabilité des taux de change autour des niveaux actuels.

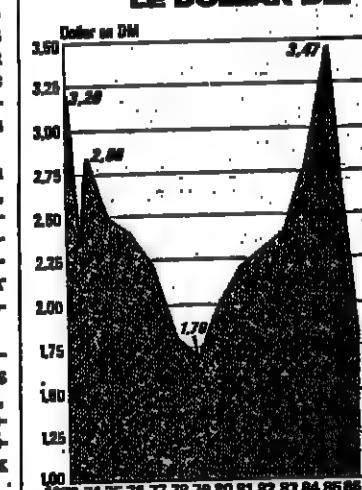
Il y a dix-sept mois, jour pour jour, les ministres des finances des cinq pays les plus industrialisés du monde, réuni à l'hôtel Plaza à New York, annonçaient, dans un communiqué-surprise, qu'ils s'étaient mis d'accord pour faire baisser le dollar. Ce fut un beau succès : le billet vert, au terme de ces dix-sept mois, a fléchi de 40 % à l'égard du mark et du yen et de plus de 50 % par rapport au franc.

Dimanche 22 février, ces mêmes ministres ont entrepris de stopper ce processus, devenu dangereux, assurant qu'il avait « conduit leurs monnaies dans des bandes de fluctuations globalement compatibles avec les données économiques fondamentales ».

Craignant que de « nouvelles variations substantielles de monnaies puissent compromettre la croissance et les perspectives d'ajustement de leurs pays », ils ont « convenus de coopérer étroitement pour promouvoir la stabilité des taux de change autour des niveaux actuels » (1,80 DM, 150 yens et 6 francs environ).

L'événement est d'importance, au moins, en théorie, l'accord du Plaza, et tout aussi significatif. Le parallélisme est flagrant. Le 22 septembre 1985, tout le monde était d'accord pour estimer que le dollar était trop haut; cette fois-ci, il

LE DOLLAR DEPUIS SA MISE EN FLOTTEMENT EN MARS 1973



menace d'être trop bas : c'est tout à fait symétrique.

Il y a dix-sept mois, le président Reagan avait cessé ses déclarations fracassantes sur « le dollar fort reflète une Amérique forte ». Maintenant, les officiels de la Maison Blanche, M. James Baker, secrétaire du Trésor, en tête, accordent désormais de déclarer que le dollar a assez baissé par rapport au mark. Pour le yen, c'était déjà chose faite. C'est là une très importante concession car la réduction du déficit commercial des Etats-Unis, qui doit provoquer la baisse du dollar, n'est pas acquise, loin de là, et le Congrès, protectionniste à tout crin, se montre tout à fait impatient.

Enfin, il ne faut pas douter que des moyens considérables seront mis en jeu pour maintenir les parités

actuelles dans des « bandes de fluctuations » volontairement non précises, comme en septembre 1985. Toutes les banques centrales interviendront, y compris la Banque de France, pour acheter massivement du dollar s'il le faut.

Dans ces conditions, il est légitime, comme l'a fait M. Nigel Lawson, le ministre des finances britannique, de qualifier l'accord de Paris de « Plaza-bis ».

Une autre dimension s'y ajoute néanmoins cette fois-ci, que les Etats-Unis ont pratiquement imposé en échange de leur concession majeure sur la stabilisation du dollar. Il s'agit de « l'intensification des efforts de coordination en matière de politique économique pour promouvoir une croissance globale plus équilibrée et réduire les déséquilibres actuels ». En clair, cela veut dire une relance de la consommation en Allemagne et au Japon pour augmenter leurs importations et réduire leur excédent commercial.

A Francfort, on proposera d'accroître le montant des allègements fiscaux déjà décidés pour 1988 et, très vraisemblablement, les avances lorsque le nouveau gouvernement sera formé. A Tokyo, on a déjà abaissé le taux d'escompte de la Banque centrale et un programme d'accord pour estimer que le dollar était trop haut; cette fois-ci, il

LE DOLLAR DEPUIS SA MISE EN FLOTTEMENT EN MARS 1973



menace d'être trop bas : c'est tout à fait symétrique.

Il y a dix-sept mois, le président Reagan avait cessé ses déclarations fracassantes sur « le dollar fort reflète une Amérique forte ». Maintenant, les officiels de la Maison Blanche, M. James Baker, secrétaire du Trésor, en tête, accordent désormais de déclarer que le dollar a assez baissé par rapport au mark. Pour le yen, c'était déjà chose faite. C'est là une très importante concession car la réduction du déficit commercial des Etats-Unis, qui doit provoquer la baisse du dollar, n'est pas acquise, loin de là, et le Congrès, protectionniste à tout crin, se montre tout à fait impatient.

Enfin, il ne faut pas douter que des moyens considérables seront mis en jeu pour maintenir les parités

est une tâche extrêmement difficile que n'avait été celle de la faire baisser à partir de septembre 1985. A l'époque, le billet vert était déjà « sur » pour la baisse, et de toute façon même un profane en aviation peut imaginer qu'il est beaucoup plus facile d'engager un avion en panne que de le redresser et de le faire atterrir. Il y a dix-sept mois, le seul engagement qui liait les Etats-Unis était, pour la première fois, il est vrai, de ne pas intervenir sur le marché des changes à la baisse, et de toute façon, le prix payé avait été bien faible : la vente d'une dizaine de milliards de dollars par les banques centrales, bien vite récupérés.

Aujourd'hui, en revanche, l'engagement de réduire le déficit budgétaire américain apparaît tout à fait hypothétique, tant la crédibilité de la Maison Blanche est ébranlée par l'« étranglement », comme l'exposent nos correspondants à Washington, Bernard Gauthier, dans le Monde du 22-23 février. Or c'est bien la permission de ce déficit et l'augmentation de la dette extérieure des Etats-Unis qui empêchent le plus les prêteurs internationaux de baisser le dollar.

Le déficit commercial américain augmente aussi, mais il est permis de penser que la diminution pourrait tout de même finir par s'amorcer. On voit, dans ce février 1987, le

LE DOLLAR DEPUIS SA MISE EN FLOTTEMENT EN MARS 1973



menace d'être trop bas : c'est tout à fait symétrique.

Il y a dix-sept mois, le président Reagan avait cessé ses déclarations fracassantes sur « le dollar fort reflète une Amérique forte ». Maintenant, les officiels de la Maison Blanche, M. James Baker, secrétaire du Trésor, en tête, accordent désormais de déclarer que le dollar a assez baissé par rapport au mark. Pour le yen, c'était déjà chose faite. C'est là une très importante concession car la réduction du déficit commercial des Etats-Unis, qui doit provoquer la baisse du dollar, n'est pas acquise, loin de là, et le Congrès, protectionniste à tout crin, se montre tout à fait impatient.

Enfin, il ne faut pas douter que des moyens considérables seront mis en jeu pour maintenir les parités

ÉTRANGER

Le moratoire sur la dette décidé par le Brésil pèsera sur les négociations des autres pays latino-américains

La décision du Brésil de suspendre le paiement des intérêts de sa dette extérieure (108 milliards de dollars) va servir de référence aux autres pays latino-américains qui sont en train, eux aussi, de renégocier leur dette. Ainsi, le gouvernement vénézuélien, qui négocie actuellement à New York un réajustement de sa dette extérieure publique (22,1 milliards de dollars) avec ses banques créancières, n'envisage pas de suspendre ses discussions. Mais son ministre des finances, M. Manuel Azpurrá, n'a pas caché sa volonté de se retirer à la position brésilienne pour obtenir de meilleures conditions de remboursement. Caracas, affecté par la baisse du cours du pétrole, cherche vainement, depuis quelques semaines, à différer à 1988 et 1989 le paiement de 1,2 milliard de dollars dus en 1987.

L'Argentine, qui aborde, mercredi 25 février, une étape décisive des négociations qu'elle mène avec le comité de ses banques créan-

cières, ne pourra pas ne pas tenir compte de la décision brésilienne. Le chef de la délégation argentine, le ministre des finances, M. Mario Broderick, doit d'ailleurs se rendre mardi à Brasília. Avec une dette extérieure de 52 milliards de dollars et une forte réduction de son excédent commercial du fait de la baisse des prix agricoles, l'Argentine cherche à obtenir de nouveaux prêts (2,15 milliards de dollars) de la part de ses banques créancières et une substantielle baisse des taux d'intérêt.

La République dominicaine, qui doit rembourser, en 1987, 700 millions de dollars d'une dette de 4,2 milliards, pourrait imiter « aujourd'hui, demain ou bientôt » le Brésil, a précisé le 22 février le gouverneur de la banque centrale, M. Luis Julian Perez.

Enfin le Pérou, qui, le premier, a décidé de limiter ses remboursements à 10 % de ses recettes d'exportation, a salué « la courageuse décision du Brésil » (AFP).

Accord confirmé entre l'Egypte et le FMI

L'Egypte et le Fonds monétaire international sont parvenus à un accord de principe sur les mesures économiques que le gouvernement du Caire compte prendre afin d'obtenir du FMI un crédit « stand-by » de 300 millions de dollars. L'information a été confirmée, samedi 27 février, par l'agence égyptienne d'information MENA, contrôlée par l'Etat. Parmi les mesures prévues figurent un relèvement progressif des taux d'intérêt pour la rémunération de l'épargne sur les comptes en livres égyptiennes, une hausse des produits énergétiques — largement subventionnés sur le marché local — et, dans un délai non précisé, l'unification des taux de change. L'Egypte, dont la dette extérieure est estimée à 35 milliards de dollars, devrait ensuite se présenter devant le Club de Paris, qui regroupe ses principaux créanciers. Elle devrait aussi obtenir de la Banque mondiale quelque 800 millions de dollars de prêts.

— (AFP.)

A l'issue de la réunion de dimanche, M. Edouard Balladur, saluant le triomphe des idées françaises sur la coordination des politiques et la stabilisation des taux de change, constatait un « changement d'atmosphère ». « Ce qui s'est passé, c'est qu'on a rendu les gens conscients qu'il fallait coopérer », a-t-il ajouté (allusion aux attaques sur le dollar du début de l'année et au réajustement du système monétaire européen). « Chacun a pris conscience de l'urgence. C'est plus important que la dette, et nous nous sommes séparés assez satisfaits les uns des autres », a précisé le ministre. Les marchés des changes le seront-ils aussi ? Les semaines et les mois qui viennent le diront.

FRANÇOIS RENARD.

agissent

Garc

Les p...
des p...
aujourd'hui
garagistes
Nos accords
réparation
des accords
après de notr
(16.1) 47.74.20

Economie

réagissent avec calme et prudence

Pour M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, qui préside la réunion, c'est un « réel bon résultat » et un « changement d'atmosphère ». Pour M. Gerhard Stoltenberg, ministre ouest-allemand des finances : « Nous ne serions pas tombés d'accord sur ce point il y a quelques mois, en septembre ». Il fait ainsi allusion « aux fortes fluctuations dans les taux de change qui font courir

plus de danger à l'économie mondiale qu'elles ne constituent de chances ». Pour M. James Baker, secrétaire américain au Trésor, « la stabilité des taux de change est un facteur très important, car le monde des affaires a besoin de cette stabilité pour travailler ». M. Kuchi Miyazawa, ministre des finances du Japon, « très satisfait » des résultats de la réunion, a annoncé que son gouvernement allait mener une politique de réduction de

son excédent commercial, et M. Nigel Lawson, chancelier de l'Echiquier britannique, a qualifié l'accord du Louvre de « Plaza bis ».

Au-delà de ces commentaires, officiels ou officieux, le « juge de paix » en matière de stabilisation des parités sera le marché des changes lui-même, qui ne manquera pas de « tâter » la détermination des banques centrales, dans une fourchette qui pourrait atteindre, par exemple,

1,75 DM à 1,85 DM. En ce domaine, il est certain que les opérateurs prêteront attention au « non-dit » de l'accord du Louvre, c'est-à-dire à l'ampleur des moyens mis en œuvre pour stabiliser les parités. Déjà, la Banque nationale suisse s'est déclarée « prête à offrir son concours à toute opération concertée », ce qui est un signe non négligeable, et sera perçu comme tel par les marchés des changes.

Un nouvel enjeu politique

(Suite de la première page.)

Les cours d'aujourd'hui — autour de 6 F à Paris et de 1,8 DM à Francfort — peuvent être effectivement considérés comme très bas, si on les compare au 10,60 F et au 2,47 DM atteints en février 1985. Mais ces cours, il ne faut pas l'oublier, sont ceux auxquels s'est arrêtée la chute du dollar. Et si la chute s'est arrêtée, c'est parce que, sur les principaux marchés des changes — ceux de Francfort et de Tokyo — de massives opérations de soutien ont eu lieu à la fin de l'année dernière et au début de 1987, sur une échelle encore jamais vue.

En intervenant à l'achat, les banques centrales se comportent fondamentalement de la même manière que les organismes de soutien des prix agricoles. Pour empêcher le cours du dollar de baisser encore plus vite, la banque d'émission allemande (Bundesbank) et la Banque du Japon, ainsi que quelques autres (Banque nationale suisse, Banque nationale des Pays-Bas) ont racheté sur le marché les dollars qui ne trouvaient pas preneurs au prix que ce jour-là elles estimaient « convenable ». Il est difficile de ne pas qualifier de « surévaluation » le cours d'une monnaie qui résulte de telles opérations artificielles de soutien.

Il n'est pas inutile de rappeler que telle était déjà la situation il y a plus de vingt ans, quand le général de Gaulle, avec une solennité qui lui a été beaucoup reprochée, faisait grief aux Américains de racheter les entreprises européennes, alors que leur balance des paiements continuait à être en déficit. Cela ne pouvait se faire — telle était alors la thèse officielle française — que parce que la monnaie américaine était monnaie de réserve internationale jouissant d'un pouvoir d'achat surévalué, grâce précisément au fait que les banques centrales d'Europe (et du Japon) rachetaient sur le marché tous les dollars offerts et non demandés en cours officiel de l'époque.

Le problème supposé résolu

Dans leur dernier paragraphe, le dixième, les ministres et gouverneurs affirment qu'au terme de la baisse du dollar, à laquelle nous ne cessons d'assister depuis février 1985, les monnaies (dans leur rapport avec le dollar) ont été conduites « dans des bandes de fluctuations globalement compatibles avec les données économiques fondamentales » se référant plus à la notion traditionnelle. Si l'on comprend bien, ces données économiques fondamentales se réfèrent plus ou moins à la notion traditionnelle de parités de pouvoir d'achat selon laquelle, à leur niveau actuel, les taux de change ne donneraient un avantage de prix décisif, à aucun des grands concurrents en présence sur le marché des biens et services.

Cependant, les déséquilibres commerciaux existants, considérables, ne semblent pas compatibles avec cette vision optimiste. Il est vrai que, dans leur sagesse, les ministres ont ajouté que les taux de change devaient être considérés comme convenables, « compte tenu des engagements de politique économique résumés dans cette déclaration ».

En d'autres termes, les Six ont supposé le problème résolu : si chacun d'eux conforme effectivement sa politique à l'obtention de l'équilibre de sa balance des paiements constants, ce qui signifie, en bons logiciens, politique restrictive pour les États déficitaires — ce que ne dit pas le communiqué en ce qui concerne les États-Unis, — au contraire politique expansionniste pour les pays excédentaires tels l'Allemagne et le Japon — ce que dit explicitement le communiqué, — alors on pourrait espérer la stabilisation des taux de change.

En attendant que l'accord fasse, sur ce point essentiel, la preuve de sa longévité, c'est à la lumière des considérations qui précèdent qu'il convient de renvoyer dos à dos les deux sortes de critiques qui n'ont pas manqué de lui être adressées, à peine l'accord a-t-il été communiqué, rédigé dimanche matin rue de Rivoli, était-elle sèche.

Financement automatique du déficit budgétaire

La première de ces critiques consiste à observer que le texte officiel reste muet sur le dispositif d'intervention que les banques centrales ont ou non prévues à mettre en œuvre, au cas où le dollar viendrait à déborder de la « bande de fluctuations » à laquelle les ministres, sans la définir, ont fait dans leur texte une allusion apparemment claire. Ce regret s'inscrit dans le droit fil de la tradition française ; sans doute parce que le franc étant lui-même une monnaie presque en permanence menacée, le souci de ses gestionnaires est de se constituer un filet de sécurité.

Cependant, rien n'est plus éloigné de la vérité que de penser que la stabilité d'un marché des changes est liée à la précision et à la fréquence des interventions. Qu'est-ce que font la Banque d'Allemagne ou la Banque du Japon quand elles soutiennent le dollar ? Les dollars qu'elles acquièrent à cet effet sont immédiatement par elles placés en bons du Trésor américain (ou autres titres émis par celui-ci). Tout se passe en conséquence comme si le soutien apporté à la devise américaine signifiait en réalité un soutien artificiel donné aux titres de la dette libellée en dollars.

Actuellement, les banques centrales des pays autres que les États-Unis possèdent globalement quelque 230 à 240 milliards de dollars. Ce

chiffre mesure leur contribution au soutien de la valeur des créances de toutes sortes sur les États-Unis. C'est là un phénomène relativement commun, mais il ne prend tout son relief qu'à la condition qu'on le rapproche d'un autre.

L'institut d'émission américain (système de réserve fédéral) est lui-même un très important acheteur net de bons et obligations émis par le Trésor américain. Son portefeuille dépasse 190 milliards de dollars. Les deux chiffres qui viennent d'être cités, si on les additionne, font un total impressionnant de quelque 400 milliards de dollars, soit 20 % de la dette publique des États-Unis. C'est là une proportion considérable. Un marché sur lequel pèse un tel stock est par nature malsain. Il suffit d'imaginer ce qui se passerait si seulement une fraction de ces 400 milliards en titres venait à être vendue soudainement sur le marché, par exemple si l'Allemagne, comme elle le fit déjà en 1980, devait soudainement faire face à un déficit et vendre une partie de ses réserves. Ce qui se passerait serait une baisse profonde de la valeur des bons du Trésor américain, comme cela se produisit en février 1980, et, par conséquent, une hausse extrêmement dangereuse des taux d'intérêt.

En souscrivant à la fin de l'année dernière et au début de cette année, l'équivalent de quelque 15 à 18 milliards de dollars de bons du Trésor américain, les banques d'Allemagne et du Japon ont financé automatiquement, cela conviendrait d'être souligné, la concurrence de ce montant, le déficit budgétaire américain. Or la perpétuation d'un déficit des finances publiques ne tient pas tellement, en définitive, à la détermination plus ou moins grande des hommes politiques de le faire disparaître. Elle ne tient pas non plus principalement à la démagogie des parlementaires. Les recettes étant limitées et les dépenses, au contraire, sans bornes, la tentation du déséquilibre est permanente sous tous les régimes et dans tous les pays. L'honneur restera dévolu à la volonté de s'y opposer, aussi longtemps que le déficit sera aisé à financer. C'est pourquoi aujourd'hui, plus encore qu'hier, tout accord monétaire prévoyant des interventions automatiques ne pourrait que favoriser la persistance du déficit budgétaire des États-Unis, lui-même cause majeure de l'instabilité des changes.

Le faux argument des mouvements de capitaux

En sens contraire, d'autres critiques font valoir que, étant donnée l'énormité des transactions financières sur les marchés des changes, il aurait été vain que les six ministres prévoient un dispositif précis de stabilisation. Selon les chiffres aujourd'hui couramment cités, chaque jour le montant de ces transactions serait de l'ordre de 150 mil-

liards de dollars, un chiffre triple, remarquons-le, de celui qui était habituellement mentionné il y a moins de trois ans.

Dans ces conditions, affirment les spécialistes des changes, dont l'argumentation est reprise par nombre d'économistes et d'experts, la sagesse commande aux gouvernements de limiter leurs ambitions.

L'argument cependant est plus spécieux qu'il n'y paraît. Comme l'a fait remarquer à plusieurs reprises le directeur de la Banque des règlements internationaux, M. Alexandre Lamfalussy, un volume très important d'opérations financières (sous la forme de SWAPS, notamment) a précédé pour raison d'être le besoin qu'éprouvent les opérateurs de se couvrir contre l'instabilité des cours des monnaies.

Les ministres ont, une fois de plus, reconnu quelle était la bonne méthode : rendre compatibles entre elles leurs politiques respectives. C'est la raison d'être de la stratégie dite des indicateurs qu'ils entendent mettre en œuvre, afin d'être en mesure de surveiller mutuellement leurs politiques.

On a toutefois quelque raison de douter de l'efficacité de certains des indicateurs choisis. C'est ainsi qu'il est affirmé que les Sept (en omettant l'Italie) reviendra à la table de négociations devront se fixer des « objectifs à moyen terme » de croissance. Sur le plan national, il y a belle lurette qu'on s'est avisé de l'impossibilité d'y parvenir. Les objectifs à moyen terme en question engloberont aussi, au dire du communiqué, les taux de change. Mais pourquoi aurait-on besoin de se livrer à de telles « projections » si vraiment le taux actuel du dollar est aussi convenable qu'il est affirmé par ailleurs ? Les critères étant des plus imprécis, le risque véritable est celui d'une politisation accentuée de la gestion des taux de change. N'est-ce pas après s'être livré à un formidable exercice de « dévaluation compétitive » que M. Baker a pu imposer son taux convenable du dollar ?

PAUL FABRA.

● RECTIFICATIF : le baron Empain et le nucléaire. — Après la publication dans le Monde du 17 février d'un article sur le nouveau patron des patrons belges (le patron sans frontières) qui laisse entendre que le baron Empain n'avait pas joué de rôle dans l'industrie nucléaire, un lecteur, M. Fauvelais, nous écrit à juste titre : « Le groupe Empain-Schneider, dont l'actionnaire principal de 1983 à 1981 a été le baron Empain, est à l'origine, avec sa filiale Framatome, exploitant les brevets de la filière américaine Westinghouse PWR (Pressurized Water Reactor), de la quasi-totalité de l'industrie atomique nucléaire des centrales électriques de l'EDF. »

Le retrait italien : maladresse diplomatique et arrière-pensées de politique intérieure

Dénouant une « substantielle violation des accords » de Tokyo (6 mai 1986), l'Italie n'a pas participé à la réunion monétaire du G-7 du 22 février à Paris, et n'a pas signé le communiqué final. A Rome, nous signale notre correspondant Jean-Pierre Clère, on indiquait, de source proche de la présidence du conseil italien, que le sommet économique de Venise des grands pays industrialisés qui doit se tenir en juin ne pourrait avoir lieu « dans la forme et les délais prévus » si une « clarification » des accords de Tokyo n'intervenait pas auparavant.

Pour régenter les affaires monétaires du monde, il y avait jusqu'à présent le G-5, le groupe des cinq grands pays qui disposent d'un siège permanent au conseil d'administration du Fonds monétaire international (les États-Unis, le Japon, la RFA, la Grande-Bretagne et la France), et dont les monnaies constituent la base des droits de tirage spéciaux. Le sommet de Tokyo, en mai dernier, donnait naissance au G-7. Les chefs d'État et de gouvernement des sept grands pays industrialisés demandaient, en effet, aux membres du G-5 d'inclure dans leurs réunions l'Italie et le Canada, et ceci « à chaque fois que l'organisation ou l'amélioration du système monétaire international et les mesures de politique économique qui y sont liées doivent être discutées ». Y a-t-il, après le sommet de Paris, un G-6 (les Sept moins l'Italie) ?

Invitée à participer au sommet des Sept de dimanche, la délégation italienne, composée du ministre du Trésor, M. Giovanni Goria, et du gouverneur de la Banque d'Italie, M. Carlo Ciampi, était arrivée samedi soir à Paris. Elle publiait, dimanche dans la matinée, un communiqué annonçant que l'Italie ne participerait pas à la réunion du G-7, celle-ci ayant été précédée « de fait par des réunions entre les seuls ministres et gouverneurs composant le groupe des Cinq, une substantielle violation des accords précédents ».

L'accord du Louvre n'est donc paraphé que par six des sept grands pays industrialisés. En ce la conséquence d'une maladresse diplomatique de la part des Français ou celle de préoccupations de politique intérieure de la part des Italiens ?

Ayant obtenu l'assurance « à un haut niveau » que la réunion du G-7 de dimanche ne serait pas précédée d'un sommet du G-5, M. Goria, le ministre du Trésor italien, se déclarait optimiste, samedi soir, sur la perspective d'un accord, expliquant que « l'entente élaborée la semaine dernière (entre les Sept) semble bonne » et ajoutant qu'il y a eu une foule de contacts « agréables à

l'absence de la signature italienne ne devrait pas réduire l'impact de l'accord du Louvre » sur les marchés des changes. En revanche, cet accord pourrait avoir des conséquences sur l'organisation du sommet des sept pays industrialisés qui doit normalement se tenir en juin prochain à Venise.

ERIK TZARALEWICZ.

Garagistes, rejoignez l'UAP.

Les prix de la réparation automobile ont été libérés... dans l'intérêt de tous, ne les laissons pas dérapier ! L'UAP a décidé d'engager une vaste campagne de sensibilisation sur ce thème, et aujourd'hui, nous nous proposons de passer, avec les garagistes qualifiés, des « accords de modération ».

Garagistes ! associez-vous à l'UAP pour contenir la hausse des tarifs de réparation.

Nos assurés, ils sont plus de 2 millions, auront alors intérêt à faire effectuer l'ensemble de leurs réparations chez vous.

Ces accords sont ouverts à tous ! Renseignez-vous auprès de notre agent local, ou téléphonez au (16.1) 47.74.20.91 ou (16.1) 47.74.24.91.

UAP

PLUS DE 30.000 PERSONNES À VOTRE SERVICE, N'Y OBLIGE.

La première biographie de Nelson MANDELA

Un livre qui fait voir la si l'on est contre l'apartheid...

200 PAGES DONT 32 DE PHOTOS INÉDITES
FORMAT : 14,5 x 21 CM

JEUNE AFRIQUE LIVRES

Mandela l'indomptable



COLLECTION "DESTINS". GROUPE JEUNE AFRIQUE. VENTE ET RENSEIGNEMENTS AUX BUREAUX DE DIFFUSION (TEL. 1/42 65 69 30). HORS AFRIQUE, VENTE PAR CORRESPONDANCE, ÉCRIRE À DIFFUSION, 3, RUE ROQUEPINE, 75008 PARIS (FRANCE). PRIX : FRANCE EUROPE : 63 F. F. FRANCE DE PORT. AUTRES PAYS : 70 F. (FRANCO DE PORT). RÈGLEMENT PAR CHEQUE BANCAIRE (UNIQUEMENT FRANCE METROPOLITAINE) OU PAR MANDAT POSTAL (AUTRES PAYS) À L'ORDRE DE DIFFUSION.

هكذا من الاصل

BOURSE DE PARIS

20 FEVRIER Cours relevés à 17 h 31

| Compan | VALEURS | Compt | Prer | Dar | % | Compan | VALEURS | Compt | Prer | Dar | % | Compan | VALEURS | Compt | Prer | Dar | % | Compan | VALEURS | Compt | Prer | Dar | % |
|--------|----------------|-------|------|------|--------|--------|---------|-------|------|-----|---|--------|---------|-------|------|-----|---|--------|---------|-------|------|-----|---|
| 1622 | A.B. 97 | 1622 | 1538 | 1546 | + 1.44 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1430 | A.B. 97 | 4300 | 4300 | 4300 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1376 | A.B. 97 | 1376 | 1376 | 1376 | + 0.43 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1376 | A.B. 97 | 1376 | 1376 | 1376 | + 0.43 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1115 | Châ. Lyon T.P. | 1115 | 1108 | 1108 | - 0.81 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2010 | Châ. Lyon T.P. | 2010 | 2006 | 2006 | - 0.40 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2170 | Châ. Lyon T.P. | 2170 | 2170 | 2170 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 2170 | Châ. Lyon T.P. | 2170 | 2170 | 2170 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | 0 | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 918 | Châ. Lyon T.P. | 918 | 918 | 918 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Comptant (selection)

| Obligations | | | Étrangères | | | | | |
|-------------------|--------------|----------------|-------------------|----------------|------------------|-----------------|----------------|------------------|
| VALEURS | % du nom. | % du coupon | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
| 4.5 % 1975 L.A.L. | | | Comex (R) | 550 | 550 | New Western | 108 | 105 80 |
| Exp. 7 % 1973 | 7780 | | 1400 | 520 | 520 | Reps. (Ind. A) | 288 | 288 |
| Exp. 8.80 % 1977 | 122 80 | 8 808 | 2350 | 2201 | 2201 | OPV Telecom | 491 | 476 |
| 9.50 % 75/76 | 107 76 | 8 034 | 608 | 480 | 480 | Qatar | 315 | 315 |
| 10.50 % 75/76 | 104 20 | 8 030 | Comex | 678 | 661 | Qatar I.C.L.C. | 3025 | 3025 |
| 11.50 % 75/76 | 105 80 | 8 047 | Ch Industrielle | 3649 | 3700 | Qatar-Dominica | 1120 | 1185 |
| 13.00 % 80/87 | 102 27 | 8 438 | Comex (L) | 1030 | 1010 | Qatar-Honolulu | 910 | 948 |
| 13.50 % 80/89 | 108 50 | 1 369 | CAMP | 34 20 | 32 20 | Qatar-Panama | 482 | 476 |
| 14.75 % 80/82 | 104 78 | 7 828 | Cell. Ind. Int. | 1150 | 1180 | Qatar-Paris | 390 | 376 |
| 15.25 % 82/89 | 117 95 | 7 315 | Cell. (Lyonville) | 701 | 701 | Qatar-Rabat | 360 | 346 |
| 15.50 % 82/87 | 118 60 | 11 040 | Cell. (Lima) | 817 | 812 | Qatar-Sao Paulo | 580 | 580 |
| 15.80 % 84/83 | 117 38 | 14 400 | Comex | 172 | 155 50 | Qatar-Tripoli | 736 | 752 |
| 16.00 % 85/83 | 120 40 | 2 276 | Dubai S.A. | 325 | 325 | Qatar-Tripoli | 213 | 228 |
| 16.25 % 85/84 | 112 40 | 4 446 | Dubai S.A. 6 p. | 379 | 373 10 | Qatar-Tripoli | 980 | 980 |
| 17 % 86/85 | 112 40 | 1 | Dubai S.A. 6 p. | 323 | 310 | Qatar-Tripoli | 112 | 112 |
| 17.50 % 87/89 | 107 40 | 9 728 | Dubai S.A. 6 p. | 1519 | 1380 | Qatar-Tripoli | 217 | 214 |
| QAT 0.75 % 83 | 7700 | | Dubai S.A. 6 p. | 540 | 550 | Qatar-Tripoli | 680 | 545 |
| QAT 0.75 % 2000 | 105 46 | 7 927 | Dubai S.A. 6 p. | 1450 | 1450 | Providence S.A. | 1620 | 1685 |
| QAT 0.75 % 1998 | 105 08 | 1 889 | Dubai S.A. 6 p. | 1715 | 1715 | Rafid. Soud. R. | 2450 | 2500 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Dubai S.A. 6 p. | 700 | 715 | Reps. (Ind. A) | 180 | 180 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Electro-Paris | 480 | 460 | Reps. (Ind. B) | 365 | 365 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | EP-Antarct. | 580 | 580 | Reps. (Ind. C) | 244 40 | 251 70 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | E.L.M. Lubrizol | 580 | 580 | Reps. (Ind. D) | 280 | 280 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | EP-Ind. Ind. | 585 | 585 | Reps. (Ind. E) | 122 80 | 125 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Paris | 600 | 587 | Reps. (Ind. F) | 470 | 470 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. G) | 365 | 365 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Accumul. | 91 80 | 82 | Reps. (Ind. H) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. I) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. J) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. K) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. L) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. M) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. N) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. O) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. P) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. Q) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. R) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. S) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. T) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. U) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. V) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. W) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. X) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. Y) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. Z) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AA) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AB) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AC) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AD) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AE) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AF) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AG) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AH) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AI) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AJ) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AK) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AL) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AM) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AN) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AO) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AP) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AQ) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AR) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AS) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AT) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AU) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AV) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AW) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AX) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AY) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. AZ) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BA) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BB) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BC) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BD) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BE) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BF) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BG) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BH) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BI) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BJ) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BK) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BL) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BM) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BN) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BO) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BP) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BQ) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BR) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BS) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BT) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BU) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BV) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BW) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BX) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BY) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. BZ) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CA) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CB) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CC) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CD) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CE) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CF) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CG) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CH) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CI) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CJ) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CK) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CL) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CM) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CN) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CO) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CP) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CQ) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CR) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CS) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CT) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CU) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CV) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CW) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CX) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CY) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. CZ) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. DA) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. DB) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. DC) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. DD) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. DE) | 320 | 320 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2240 | Reps. (Ind. DF) | 118 20 | 122 80 |
| Ch. France 5 % | 101 85 | 1 148 | Europ. Ind. Ind. | 3000 | 2 | | | |

Second marché (collection)

| VALEURS | Cours prix. | Dernier cours | VALEURS | Cours prix. | Dernier cours | VALEURS | Cours prix. | Dernier cours |
|-----------------------|----------------|------------------|--------------------|----------------|------------------|-----------------------|----------------|------------------|
| A.B.P. S.A. | 1337 | 1323 | Dewilly | 2640 | 2630 | Mélin | 379 80 | 374 80 |
| Alain International | 1223 | 1220 | Dowling | 501 | 511 | Méville-Delmas | 778 | 778 |
| Alcatel | 1223 | 1220 | Drouin-Duboué | 500 | 510 | Orléans-Lopert | 573 | 573 |
| A.L.C.M. | 780 | 780 | Drouin-Ed. com. et | 3480 | 3455 | Orst. Gen. Fin. | 576 | 596 |
| B.A.P. | 1370 | 1368 | Euro | 285 | 285 | Pavane-R.L.S. | 3290 | 3250 |
| Banque d'Indochine | 1300 | 1300 | Et. S. de Saint | 755 | 755 | Petit Brest | 220 | 218 |
| Banque d'Indochine | 710 | 700 | Filipacchi | 855 | 851 | Petitjean | 322 | 318 |
| Cable de Lyon | 1350 | 1350 | Gaillard | 520 | 520 | Perrier | 1430 | 1435 |
| Calfron | 800 | 800 | Garnier | 450 | 450 | S.C. S. Etalange | 1331 | 1321 |
| C.C.F. | 3025 | 3025 | Genet | 260 | 260 | S.E.P. | 1802 | 1802 |
| Cap. General | 2600 | 2790 | L.C.C. | 271 | 281 80 | S.G.S.P.M. | 207 30 | 208 |
| C.A.M.E. | 1196 | 1141 | W. International | 351 | 350 | S.E.M.-Matis | 1682 | 1688 |
| C. E. de St. B. | 303 | 303 | Le G. de St. de | 350 | 372 | S.E.P. | 1450 | 1455 |
| C.E.D.I. | 2580 | 2580 | Les-Boussiers | 360 | 355 | S.E.P. | 1802 | 1801 |
| C.E.P.-Comptable | 1408 | 1500 | Louicor | 700 | 728 | S.A.T. Group | 280 | 280 |
| C.F. International | 1078 | 1035 | Nacoma | 620 | 620 | Stalring | 1580 | 1580 |
| C.O. C. F. de St. B. | 180 | 182 | M. International | 484 | 484 | Stelmas | 394 | 378 80 |
| C. O. C. F. de St. B. | 180 | 182 | M. de St. B. | 163 | 165 | Suez | 394 | 394 |
| Dauphine O.P.A. | 3250 | 3250 | M.A.L. | 785 | 785 | Valeurs de l'étranger | 398 | 398 |

SICAV 1999[illegible]

20/2

[illegible]

| VALEURS | Cours prix | Dossier compte |
|---------|---------------|-------------------|
|---------|---------------|-------------------|

| ACTIONS | | | |
|-----------------------|--------|--------|--|
| Adair Freight | 760 | 906 | |
| A.G. (S. Pac. Fin.) | 1610 | 1870 | |
| A.G.F. (St. Paul) | 850 | 879 | |
| A.G. Ry. Ind. | 882 | | |
| Am. Ry. Ex. | 211 | 211 | |
| Amalg. | 211 | 211 | |
| Amalg. Ry. | 2140 | 2146 | |
| Am. S. W. Co. | 406 | 416 | |
| Amalg. Ry. Ex. | 432 | 433 | |
| Amalg. Ry. Ex. (N.Y.) | 432 | 433 | |
| Amalg. Ry. Ex. (N.Y.) | 464 | 464 | |
| B.N.P. Co. | 336 | 336 | |
| B.N.P. Co. | 485 | 480 | |
| B.N.P. Co. | 360 | 362 | |
| B.N.P. Co. | 4076 | | |
| B.N.P. Co. | 768 | 768 | |
| B.N.P. Co. | 1076 | 1076 | |
| B.N.P. Co. | 626 | 626 | |
| C.A.M.E. | 410 | 401 | |
| Carson Bros. | 770 | 781 | |
| Cashier-Luxon | 770 | 800 | |
| C.B.R. Ry. | 970 | 725 | |
| Cashier-Luxon | 3150 | 3250 | |
| Cashier-Luxon | 110 | 126.20 | |
| Cashier-Luxon | 878 | 820 | |
| C.B.R. Ry. | 2000 | | |
| Cashier-Luxon (N.Y.) | 190 | 190 | |
| Cashier-Luxon (N.Y.) | 190 | 190 | |
| C.C. Ry. Ex. | 280 | 281 | |
| C.C. Ry. Ex. | 350 | 350 | |
| C.C. Ry. Ex. | 1010 | 1010 | |
| Coastal | 1080 | 1080 | |
| Coastal | 360 | 360 | |
| Coastal | 770 | 770 | |
| Coastal | 1020 | 1020 | |
| Coastal | 426 | 426 | |
| Coastal | 2406 | 2406 | |
| Coastal | 560 | 560 | |
| Coastal | 360 | 360 | |
| Coastal | 3696 | 3710 | |
| Coastal | 611 | 611 | |
| Coastal | 268 | 268 | |
| Coastal | 1480 | 1400 | |
| Coastal | 506 | 618 | |
| Coastal | 360 | 364 | |
| Coastal | 514 | 514 | |
| Coastal | 780 | 780 | |
| Coastal | 3500 | 3500 | |
| Coastal | 674 | 675 | |
| Coastal | 3480 | 3500 | |
| Coastal | 246 | 241 | |
| Coastal | 880 | 880 | |
| Coastal | 180 | 180 | |
| Coastal | 1180 | 1180 | |
| Coastal | 350 | 340 | |
| Coastal | 460 | 460 | |
| Coastal | 426 | 442 | |
| Coastal | 1070 | 1070 | |
| Coastal | 46 | 46.70 | |
| Coastal | 190 | 190 | |
| Coastal | 426 | 426 | |
| Coastal | 470 | 470 | |
| Coastal | 1080 | 1080 | |
| Coastal | 226 | 224 | |
| Coastal | 170 | 170 | |
| Coastal | 192 | 192 | |
| Coastal | 76 | 76 | |
| Coastal | 80 | 80 | |
| Coastal | 222 | 231.4 | |
| Coastal | 827 | 836 | |
| Coastal | 510 | 510 | |
| Coastal | 268 | 268 | |
| Coastal | 122 | 122.20 | |
| Coastal | 278 | 278 | |
| Coastal | 400 | 400 | |
| Coastal | 306 | 306 | |
| Coastal | 408 | 425.40 | |
| Coastal | 1346 | 1402 | |
| Coastal | 2176 | | |
| Coastal | 370 | 361 | |
| Coastal | 870 | 865 | |
| Coastal | 50.2 | 50.2 | |
| Coastal | 1179 | 1202 | |
| Coastal | 840 | 836 | |
| Coastal | 870 | 870 | |
| Coastal | 17 | 17.50 | |
| Coastal | 911 | 944 | |
| Coastal | 1375 | 1386 | |
| Coastal | 859 | 825 | |
| Coastal | 2410 | | |
| Coastal | 331 | 344 | |
| Coastal | 528 | 528 | |
| Coastal | 700 | 728 | |
| Coastal | 2280 | 2280 | |
| Coastal | 2862 | | |
| Coastal | 1104 | 1146 | |
| Coastal | 1870 | 1880 | |
| Coastal | 220 | 214 | |
| Coastal | 586 | 587 | |
| Coastal | 136 | 140 | |
| Coastal | 119 | | |
| Coastal | 33.80 | | |
| Coastal | 198 | | |
| Coastal | 530 | | |
| Coastal | 630 | | |
| Coastal | 100 | | |
| Coastal | 263.20 | | |
| Coastal | 289.20 | | |
| Coastal | 118.80 | | |
| Coastal | 280.70 | | |
| Coastal | 87 | | |
| Coastal | 281 | | |
| Coastal | 97 | | |
| Coastal | 343.50 | | |
| Coastal | 50 | | |
| Coastal | 27.50 | | |
| Coastal | 800 | | |
| Coastal | 500 | | |
| Coastal | 17.00 | | |

| Hors-cote | | | |
|-----------|------|--------|--|
| Amalg. | 1500 | 1235 | |
| C.B.R. | 186 | | |
| Coastal | 105 | | |
| Coastal | 176 | | |
| Coastal | 176 | | |
| Coastal | 330 | | |
| Coastal | 250 | | |
| Coastal | 1006 | 1050 | |
| Coastal | 461 | | |
| Coastal | 1463 | 147.90 | |
| Coastal | 250 | | |
| Coastal | 381 | | |
| Coastal | 142 | | |

Droits et bons

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 20/2 | COURS DES BILLOTS | MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 20/2 |
|---------------------|----------------|------------------|-----------------------|----------------|---------------|-------------------|------------------------|----------------|---------------|
| Attribution | | | | | | | | | |
| Air Liquide | | | Eco-Union (5 %) | 8 195 | 8 102 | 5 880 | Or 1/2 baie au barreau | 76400 | 75700 |
| Café | | | Alcatraz (100 %) | 6 688 | 6 688 | | Or 1/4 (au gram) | 76500 | 76500 |
| Cash, Foster France | 238 | | Belgium (100 %) | 332 940 | 332 980 | 322 500 | Pilco tramping (20 %) | 516 | 512 |
| Fluorol Hovim | | | Page One (100 %) | 16 086 | 16 080 | 15 400 | Pilco tramping (10 %) | 365 | |
| | | | Page One (20 %) | 254 510 | 254 728 | 250 500 | Pilco tramping (20 %) | 600 | 590 |
| | | | Page One (50 %) | 39 350 | 39 350 | 39 350 | Pilco tramping (10 %) | 470 | 464 |
| | 6 40 | | Navigant (100 %) | 87 389 | 87 180 | 84 800 | Swissmil | 598 | 590 |
| | | | Groupa Stranica (5 %) | 9 354 | 9 315 | 9 | Pilco de 20 dollars | 3020 | 3030 |
| | | | Grèce (100 %) | 4 962 | 4 962 | 3 600 | Pilco de 10 dollars | 1452 | 1452 50 |
| | | | Grèce (100 %) | 4 962 | 4 962 | 4 500 | Pilco de 5 dollars | 680 | |
| | | | Salem (100 %) | 383 940 | 384 070 | 382 | Pilco de 50 pence | 3180 | 3150 |
| | | | Sachs (100 %) | 95 340 | 95 340 | 95 340 | Pilco de 10 shilling | 498 | 498 |
| | | | Sachs (100 %) | 47 330 | 47 345 | 48 100 | Or Londres | 383 50 | 387 50 |
| | | | Sachs (100 %) | 4 736 | 4 734 | 4 650 | Or Londres | 383 50 | 388 50 |
| | | | Portugal (100 %) | 4 304 | 4 301 | 3 700 | Or Hongkong | 538 05 | 535 05 |
| | | | Grèce (100 %) | 3 994 | 3 994 | 3 994 | Or Londres | 3 32 | 5 44 |

MINITEL

La gestion en direct
de votre portefeuille personnel

30.15 Tappez LEMONDE puis BOURSE

Cote des changes

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 20/2 | COURS DES BILLOTS | MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 20/2 |
|---------------------|----------------|------------------|------------------------|----------------|---------------|-------------------|------------------------|----------------|---------------|
| Attribution | | | | | | | | | |
| Air Liquide | | | Eco-Union (5 %) | 8 195 | 8 102 | 5 880 | Or 1/2 baie au barreau | 76400 | 75700 |
| Café | | | Alcatraz (100 %) | 6 688 | 6 688 | | Or 1/4 (au gram) | 76500 | 76500 |
| Cash, Foster France | 238 | | Belgium (100 %) | 332 940 | 332 980 | 322 500 | Pilco tramping (20 %) | 516 | 512 |
| Fluorol Homet | | | Page One (100 %) | 16 086 | 16 080 | 15 400 | Pilco tramping (10 %) | 365 | |
| | 6 40 | | Page One (20 %) | 254 510 | 254 728 | 250 500 | Pilco tramping (20 %) | 600 | 590 |
| | | | Page One (50 %) | 39 350 | 39 350 | 39 350 | Pilco tramping (10 %) | 470 | 464 |
| | | | Navigant (100 %) | 87 389 | 87 180 | 84 800 | Swissmil | 598 | 590 |
| | | | Groupa-Stratopac (5 %) | 9 354 | 9 315 | 9 | Pilco de 20 dollars | 3020 | 3030 |
| | | | Grèce (100 %) | 4 962 | 4 962 | 3 600 | Pilco de 10 dollars | 1452 | 1452 50 |
| | | | Grèce (100 %) | 4 962 | 4 962 | 4 500 | Pilco de 5 dollars | 680 | |
| | | | Saché (100 %) | 383 940 | 384 070 | 382 | Pilco de 50 pence | 3180 | 3150 |
| | | | Saché (100 %) | 95 340 | 95 340 | 95 340 | Pilco de 10 shilling | 488 | 408 |
| | | | Saché (100 %) | 47 330 | 47 345 | 48 100 | Or Londres | 383 50 | 387 50 |
| | | | Saché (100 %) | 4 736 | 4 734 | 4 650 | Or Londres | 383 50 | 388 50 |
| | | | Portugal (100 %) | 4 304 | 4 301 | 3 700 | Or Hongkong | 582 05 | 585 05 |
| | | | Portugal (100 %) | 4 304 | 4 301 | 3 700 | Argent Londres | 3 38 | 5 44 |
| | | | Portugal (100 %) | 3 994 | 3 988 | 2 610 | | | |

Marché libre de l'or

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours | MARCHÉ OFFICIEL | COURS préc. | COURS 20/2 | COURS DES BILLOTS | MONNAIES ET DEVISES | COURS préc. | COURS 20/2 |
|---------------------|----------------|------------------|-------------------|----------------|---------------|-------------------|---------------------------|----------------|---------------|
| Attribution | | | | | | | | | |
| Air Liquide | | | Eco-Union (5 %) | 8 195 | 8 102 | 5 880 | Or 1/2 baie au barreau | 76400 | 75700 |
| Café | | | Alcatraz (100 %) | 6 688 | 6 688 | | Or 1/4 (au gram) | 76500 | 76500 |
| Cash, Fonder France | 238 | | Alcatraz (100 %) | 332 940 | 332 980 | 322 500 | Pièces françaises (20 fr) | 516 | 512 |
| Fluoréolène | | | Belgium (100 %) | 16 086 | 16 080 | 15 400 | Pièces françaises (10 fr) | 365 | |
| Fluoréolène | | | Page One (100 %) | 254 510 | 254 728 | 250 500 | Pièces suisses (20 fr) | 600 | 590 |
| Fluoréolène | | | Page One (100 %) | 254 510 | 254 728 | 250 500 | Pièces suisses (10 fr) | 470 | 464 |
| Fluoréolène | | | Navigant (100 %) | 87 389 | 87 180 | 84 800 | Swiss franc | 598 | 590 |
| Fluoréolène | | | Compagnie (100 %) | 9 354 | 9 315 | 9 | Pièces de 20 dollars | 3020 | 3030 |
| Fluoréolène | | | Compagnie (100 %) | 9 354 | 9 315 | 9 | Pièces de 10 dollars | 1452 | 1450 |
| Fluoréolène | | | Compagnie (100 %) | 9 354 | 9 315 | 9 | Pièces de 5 dollars | 690 | |
| Fluoréolène | | | Compagnie (100 %) | 9 354 | 9 315 | 9 | Pièces de 50 francs | 3180 | 3150 |
| Fluoréolène | | | Compagnie (100 %) | 9 354 | 9 315 | 9 | Pièces de 10 francs | 498 | 498 |
| Fluoréolène | | | Compagnie (100 %) | 9 354 | 9 315 | 9 | Or Londres | 383 | 389 |
| Fluoréolène | | | Compagnie (100 %) | 9 354 | 9 315 | 9 | Or Zurich | 383 | 389 |
| Fluoréolène | | | Compagnie (100 %) | 9 354 | 9 315 | 9 | Or Hongkong | 383 | 389 |
| Fluoréolène | | | Compagnie (100 %) | 9 354 | 9 315 | 9 | Argent Londres | 528 | 544 |

MINITEL
La gestion en direct
de votre portefeuille personnel
98.15 Tapez LEMONDE puis BOURSE

e : coupon détaché
 o : offert
 d : droit détaché
 d : demandé
 p : prix précédent
 * : marché contin.

هكذا من الاصل

صكزا من الاجل

Le Monde

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | CULTURE | ÉCONOMIE | SERVICES | MINITEL |
|--|---|--|---|--|---|--|
| 3 Les troupes de Damas accueillies avec chaleur dans la banlieue chite de Beyrouth. 4 Ouganda : quand tout est à recommencer. 6 Etats-Unis : la démission probable de M. Donald Regan. | 7 Controverses sur l'outremer : le point de vue de M. Michaux-Chevry et celui de l'UDF. | 8 à 10 L'arrestation de quatre responsables d'Action directe. 10 Le procès Abdallah. SPORTS 17 Athlétisme. Rugby. Ski alpin. | 11 Musiques du Japon au Centre Georges Pompidou. 12 La mort d'Andy Warhol. COMMUNICATION 13 Les choix de la CNCL pour la Ciné et TVS. | 32-33 L'accord monétaire de Paris. 34 Six pays du Golfe décident de s'entraider pour soutenir les prix du pétrole. 34-35 Marchés financiers. | Radio-télévision 15 Annonces classées 18 à 28 Cartes 16 Météorologie 15 Mots croisés 16 Loto, Loto sportif 16 Spectacles 14 | ● Abdallah : le procès. ● Action directe démantelée : vos réactions. ● Musique : les derniers disques. ● Jeu : Gagnez le Monde. Actualité, Immobilier, Météo, Bourse, Télémarketing, Loisirs. 36.15 Tapez LEMONDE |

Un avis du Comité d'éthique Les cellules humaines ne peuvent être « ni achetées ni vendues »

Le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé doit rendre public, ce lundi 23 février, un avis sur l'utilisation médicale et commerciale des cellules humaines et de leurs dérivés. Ce comité estime que les produits d'origine humaine ne peuvent être « ni achetés, ni vendus », et que la personne qui fournit au départ des cellules demeure étrangère à l'utilisation qui peut en être faite.

Avec le développement des techniques de culture cellulaire, de manipulations génétiques et les progrès de la biologie moléculaire, l'utilisation des cellules humaines à des fins médicales (diagnostiques ou thérapeutiques) connaît un développement sans précédent. La question avait, en son temps, été réglée en France par la loi relative au sang et à la sperme. Les produits d'origine humaine, expliquait-on, n'ont pas de prix et ne peuvent donc être ni achetés ni vendus. Le principe est identique en ce qui concerne la moelle osseuse ou les organes prélevés en vue d'être transplantés sur les malades. Mais ce qui est vrai pour les tissus permettant de sauver une vie (le sang, la moelle osseuse, etc.) ou de donner la vie (le sperme) l'est-il encore pour des cellules mises en culture et utilisées comme matière première pour la production industrielle de produits diagnostiques (anticorps monoclonaux) ou thérapeutiques (interférons, hormones, etc.) ? Un être humain a-t-il, en d'autres termes, un droit de regard sur l'utilisation qui peut être faite en laboratoire de ses cellules ? La question mérite d'être posée.

Pour le Comité national d'éthique, la réponse est sans ambiguïté : « Un sujet duquel proviennent les cellules demeure étranger aux conséquences de leur traitement et de leur utilisation ; ses héritiers ne peuvent avoir sur ces cellules et leurs dérivés davantage de droits que lui-même ». Ce principe s'applique à la fois aux cas dans lesquels le produit obtenu est une substance (la moelle osseuse ou un fragment de patrimoine génétique) et à ceux dans lesquels c'est la cellule elle-même qui est utilisée, notamment comme réactif de laboratoire. « Ce

La crise du porc Les agriculteurs barrent les routes dans le Finistère

BREST
de notre correspondant

Les producteurs de porc sont à nouveau passés à l'action dans le Finistère. A l'appel de la FDSEA, ils ont barré, samedi 21 février, les voies express de Brest-Morlaix, de Brest-Quimper et de Quimper-Lorient.

La police est intervenue en plusieurs endroits pour faire dégager les routes. Il n'y a pas eu d'incidents notables. En revanche, dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22, les perceptions de Lannilis et de Saint-Renan, dans le nord du département, ont été la cible des commandes qui ont incendié les portes d'entrée à moyen de pneus.

La chute historique du cours du porc - 8,91 franc le kilo au marché de Châteauneuf-du-Faou, jeudi dernier - est à l'origine de cette vague

Sur le vif Bêtes

Vous connaissez ce mot de V.C. Fields à propos de la ne sais quel repris de justice : il ne peut pas être entièrement mauvais, voyons, cet homme-là : il déteste les animaux et les enfants. Pour moi, je vous raconte ça ? Ben, tiens, à cause de Nathalie Morin. C'est son amour des bêtes qui l'a perdu, que dis-je, condamnée ! Parait qu'il était un vrai petit zoo, la ferme-repaire d'Action directe.

On ne se méfie jamais assez des amoureux de la nature, des verts, des écologistes. Pensez donc, ça ressemble à quoi tous ces lapins qui trottaient dans la cuisine, ces cochons, ces poules, ces canards, ces coquilles d'Inde. Moi, je comprends pas les flics. Il y a belle lurette que j'ai l'air repéré, la Nathalie. Remarque, c'est quand même en position des hommes qui les a mis sur la piste. A force d'aller en ville leur acheter des graines, elle a fini par se faire repérer. Faut voir comment elle les soignait ! Elle avait même découpé la serviette de sa pauvre Bessie en lençres, pour qu'elle puissent se faire les dents et les griffes sur du vrai cuir.

Si c'est pas malheureux, quand même ! Ou est-ce qu'ils vont devenir maintenant ? Heureusement qu'elle avait prévu le coup. Elle les a confiés, par écrit, à une voisine, une brave fermière, au cas où... Faut les entendre, ces gens, à la radio, les cultivateurs du coin. Ils étaient scotchés ! Après tout le mal qu'ils s'étaient donné pour lui apprendre à traire les vaches à la main. C'était son truc, elle en démolissait pas, elle les suppliait : allez, soyez chics, montrez-moi, ça me ferait tellement plaisir. Alors, pour lui en donner, du plaisir, ils s'arrangeaient à débrancher les traveuses électriques et ils essayaient de faire patienter la Rousselette, la Sue Ellen et la Pamela, pendant qu'elle leur tirait les pis. C'est doux, c'est chaud, c'est élastique ! Tant qu'à faire, c'est plus agréable que de tirer sur la queue de détente d'un revolver.

CLAUDE SARRAUTE

BOURSE DE PARIS

Matinée du 23 février
Légère hausse : + 0,15 %

La Bourse de Paris s'inscrivait en légère hausse lundi matin après l'accord du Louvre sur la stabilisation des parités de change. Au chapitre des hausses, on relevait Ecoo (+ 3,6 %), Lyonnaise des eaux (+ 3,4 %), Signaux (+ 2,9 %), Moteurs Leroy-Somer (+ 2,4 %), Simco (+ 2,4 %). A celui des baisses figurait Locafin (- 2,2 %), Ciments français (- 2,2 %), Guyenne et Gascogne (- 1,7 %) et Bouygues (- 1,5 %).

Valeurs françaises

| | Cours précédent | Premier cours | Dernier cours |
|---------------------|-----------------|---------------|---------------|
| Accor | 525 | 525 | 532 |
| Agencia France | 2020 | 2020 | 2023 |
| Al Liquide (L) | 695 | 695 | 695 |
| Bancarm (Cie) | 1012 | 1014 | 1020 |
| Bergson | 2280 | 2280 | 2280 |
| Bouygues | 1230 | 1230 | 1220 |
| B.S.N. | 4610 | 4605 | 4605 |
| Carrefour | 3880 | 3885 | 3940 |
| Chargem S.A. | 1831 | 1830 | 1835 |
| Club Méditerranée | 665 | 665 | 671 |
| Elf-Aquitaine | 1438 | 1440 | 1439 |
| Elf-Aquitaine | 340 | 340 | 340 |
| Elf-Aquitaine | 3380 | 3370 | 3380 |
| Lafarge-Cordier | 1356 | 1356 | 1356 |
| Michelin | 2881 | 2840 | 2865 |
| Midi (Cie) | 1530 | 1535 | 1545 |
| Mod-Hennepin | 2383 | 2400 | 2410 |
| Navig. Méditerranée | 1030 | 1030 | 1026 |
| Oréal (L) | 3050 | 3050 | 3050 |
| Paroisse-Hérel | 1003 | 1003 | 1008 |
| Peugeot S.A. | 1295 | 1290 | 1275 |
| Santef | 805 | 803 | 805 |
| Socoma Perrier | 750 | 752 | 750 |
| Télécoms | 1465 | 1465 | 1465 |
| Thomson C.S.F. | 460 | 462 | 461 |
| T.T.T. | 2080 | 2080 | 2080 |
| Vallo | 475 | 480 | 476 |

Le numéro du « Monde » daté 22-23 février 1987 a été tiré à 435 347 exemplaires.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36.15 + ISLM

Le choix des sites pour les déchets nucléaires La Gâtine abasourdie

PARTHENAY
de notre envoyé spécial

On ne revient pas en Gâtine. Dans ce bocage vendéen des Deux-Sèvres voué à la chèvre, au mouton et aux charolaises, l'annonce de la « poubelle nucléaire » a fait l'effet d'une bombe. Il faut imaginer ces neuf maires convoqués le 20 février à la sous-préfecture pour se voir décrire un projet dont ils n'ont jamais, au grand jamais, entendu parler avant : un laboratoire dans la granit à plus de 1 000 mètres sous terre, dans ce même granit qu'il leur faut brûler à grande peine pour la moindre conduite en surface ! Ils sont fous, ces savants atomistes ! Ils avaient bien vu, parfois, des techniciens procéder à des sondages, mais ils pensaient que c'était pour l'uranium, voire le pétrole. Certainement pas pour des déchets nucléaires !

« Je suis blessé dans mon amour-propre de petit Gâtinais », explique Paul Gonnard, le maire de Trèves (cent quarante-quatre habitants). Pour une fois qu'on s'occupe de nous, c'est pour nous coller des déchets ! Encore cet effleur de vaches laitières a-t-il eu droit aux explications des ingénieurs de l'ANDRA (1). Tel n'est pas le cas du député de la circonscription, M. Michel Hervé, maire socialiste de Parthenay, encore sous le coup de la surprise : « J'ai reçu un coup de téléphone du ministère de l'Industrie la veille de la réunion et un courrier de l'ANDRA le jour même. C'est tout. Jamais on n'avait évoqué devant moi pareille éventualité ».

M. Hervé, pourtant, n'est pas un dangereux opposant : PDG d'une société de climatisation qui emploie six cents personnes dans le département, « seul chef d'entreprise du groupe socialiste de l'Assemblée nationale », il a été élu député en 1985 en plein reflux de la gauche, et il se revendique rocardien. « Le principe du laboratoire d'études souterrain ne me choque pas, dit-il. C'est le procédé qui est pour le moins cavalier. Le secret qui a entouré l'affaire discrédite l'idée que le nucléaire est dangereux ».

A Neuville-Bouin, soudain promue à la célébrité nationale à cause de ses effondrements de granit, on est positivement abasourdi. Lors du dîner organisé samedi soir pour la fête de l'école Saint-Joseph, les conversations allaient bon train parmi les trois cents convives : « Qui voudrait du lait de la Gâtine lorsque nos parthenayaises auront brouté l'herbe de la poubelle ? » dit l'un, « il paraît que cela va richauffer la terre », dit l'autre. « On aura les canchons, mais pas les red-vanons », prévient un troisième, qui sait que les trois sites de forage envisagés ne sont pas sur la commune de Neuville-Bouin mais chez les voisins immédiats - un à Trèves et deux à Largesse. « En fait de deux cents emplois, rattachés un autre, on aura droit à une équipe d'ingénieurs et des ouvriers arabes. Et rien pour nous ! »

Sau le maire, M. Jean Maurin, un paisible agriculteur de soboite-trois ans qui se veut « ouvert au progrès », ne manifeste aucune inquiétude : « S'ils peuvent creuser dans le granit, pourquoi pas ? Les rayons ne pourront certainement pas s'en échapper ! » Ses soucs à lui, le « naisseur » ce sont les nuits blanches passées au village des charolaises, la désertion de son village par les jeunes et la pollution par « les engrais ammoniacaux, les désherbants et autres seloperettes »...

Un seul maire heureux

L'unique élu local qui ait véritablement applaudi à l'initiative de l'ANDRA, c'est le maire de Largesse (neuf cents habitants), M. Guy Gonnard, cousin du maire de Trèves, conseiller général (sans étiquette) de Moncoutant. « J'ai confiance dans la science, dit ce négociant en viande de porc aujourd'hui en préretraite. Je suis de ceux qui vont de l'avant. N'est-ce pas à l'origine du « premier réseau rural de tout l'épandage du département » ?

De là à ce que certains le soupçonnent d'avoir « soufflé la Gâtine à Paris » pour l'implantation du laboratoire, il n'y a qu'un pas, allègrement franchi par certains militants du mouvement Faire - le parti des Deux-Sèvres.

Le mouvement a immédiatement convoqué une réunion à Parthenay où ont convergé instituteurs, éducateurs, éleveurs de chèvres ou de poulets biologiques, bref tout ce que la Gâtine et le Bocage comptent d'écoles barbus et d'alternatifs.

Certains veulent s'opposer au projet par principe. D'autres préfèrent en discuter, à commencer par les responsables du mouvement, comme Didier Coupeau, directeur d'école à Thénac, et Bernard Paineau, cadre d'entreprises à Thouars, qui a fait 3,21 % aux dernières élections régionales. « Dire simplement « non », ça veut dire pas chez nous, mais chez les autres. Cela devient une querelle de clocher », disent-ils. Ils vont donc mettre sur pied un comité de vigilance pour faire venir des spécialistes et informer ensuite la population. C'est seulement après que la lutte commencera.

A la sortie de la messe à Largesse, un soir distribuant des tracts intitulés : « Il faut s'y opposer ! », l'homme, M. Jean Croisé, solitaire-trois ans, n'est pas un écolo mais un gros éleveur d'oies et de canards qui emploie treize personnes en plus de sa nombreuse famille. Autrefois militant de la JAC (Jeunesse agricole catholique), ancien syndicaliste agricole qui avait fondé un comité de défense nationale des aviculteurs il y a vingt ans, il veut aujourd'hui prendre la tête des Gâtinais opposés à la poubelle. « Ce n'est pas de l'écologie, dit-il, c'est la défense de notre travail. L'exporte mes canards dans les Landes, je tiens à notre réputation. Je me fous des explications techniques. » Les paroissiens de Largesse ont lu ce tract avec attention.

ROGER CANS.

(1) Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

Au conseil général des Ardennes Quand un socialiste soutient un président RPR...

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES
de notre correspondant

André Fuzellier, conseiller général socialiste du canton de Nouzévilles, a créé la surprise vendredi soir 20 février au conseil général des Ardennes, en votant le budget présenté par le président RPR, M. Jacques Sourdis. « Je suis socialiste, je reste socialiste », a pris soin de préciser M. Fuzellier, mais, se plaçant d'un strict point de vue de « gestionnaire », il a qualifié le budget départemental d'« acceptable » même si « à des réserves marginales ».

Il est vrai que la décision de la majorité RPR-UDF du conseil général d'abaisser de quatre points la pression fiscale a placé l'opposition socialiste dans une position inconfortable. Les élus du PS ont d'ailleurs admis qu'« il s'en est fait le peu de chose » qu'ils ne votent ce budget

(trois conseillers socialistes sur sept y étaient favorables). Le groupe socialiste a finalement choisi l'abstention. Un choix lui aussi assez inattendu dans la mesure où on sait que depuis plusieurs années les socialistes reprochent à M. Sourdis sa « gestion autoritaire ».

Il reste que la position adoptée par M. Fuzellier, susceptible de quelques reproches, n'est pas si « délicate » que l'on a pu le croire. Selon le mot de leur porte-parole, M. Lucien Bouchard, ils entendent à l'évidence demander quelques explications à leur camarade rocardien. En effet, le vote de M. Fuzellier ne peut que conforter le président RPR et fragiliser davantage le groupe déjà très minoritaire des socialistes, composé de sept conseillers alors que les socialistes RPR-UDF en comptent vingt-sept et le PC trois.

J. D.

Les suites du mouvement étudiant Les jeunes du PS interpellent leurs dirigeants

Quatre-vingt-neuf socialistes, tous âgés de moins de trente-cinq ans, et membres de tous les courants du PS (sauf de l'ex-CERES), viennent d'envoyer aux membres du bureau exécutif de leur parti une lettre où, le leur demandant de tirer les leçons de ces derniers mois, marqués par « l'irruption du social, dont l'urgence a été cristallisée par la jeunesse, plaine sensible de toute la société, autour des valeurs de démocratie et d'égalité des droits ».

Les signataires de la lettre remarquent que « les intérêts sociaux (...) sont devenus pluriels, autonomes et aspirent plus à être reconnus qu'à être représentés », ce qui donne « aux corps intermédiaires et au parti (socialiste) des rôles spécifiques » : les organisations politiques doivent « exprimer ces intérêts » ; le PS doit « s'informer, écouter, permettre le dialogue entre les différents intérêts et en articuler l'ensemble dans une certaine « vision du monde ».

Cette démarche n'est pas sans rappeler celle qui avait abouti au dépôt d'une contribution préparatoire au congrès inspirée du mouvement étudiant et qui demandait au PS d'« ouvrir un débouché politique aux luttes sociales » (le Monde du 15 janvier). Néanmoins, les signataires de la lettre des quatre-vingt-neuf ont, selon l'un d'eux,

M. Thierry Mandon, secrétaire général du club Espaces 89, une position qu'il qualifie de « moins idéologique » et qui vise à « enrichir la synthèse » réalisée le 8 février dernier entre les différents courants du PS.

D'ailleurs, M^{me} Isabelle Thomas, qui avait signé la contribution, ne figure pas parmi les auteurs de cette lettre, dont plusieurs sont des responsables ou des animateurs du récent mouvement étudiant, notamment M^{me} Claire Dufour, M^{me} Jean-Claude Cambédou et Philippe Campinchi.

Neuf pays européens s'unissent pour soutenir le cinéma et l'audiovisuel

Neuf pays - la France, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, la Luxembourg et le Portugal - ont décidé, vendredi 20 février à Paris, d'« unir leurs efforts pour mettre en place un mécanisme multilatéral de soutien à l'industrie de production cinématographique et audiovisuelle ».

Le projet, indique le ministère de la culture et de la communication française, repose sur les bases suivantes : contributions volontaires des Etats participants qui tiennent compte de critères démographiques et économiques ainsi que de l'importance de leur activité de production audiovisuelle ; aides à la distribution, à la diffusion (double, sous-titrage) et à la promotion de programmes originaux de pays membres ; attribution d'incitations financières au développement de coproductions entre au moins trois pays signataires.

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier / Permanence téléphonique
Sur options : Permanence télé / bureau multiligne
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/42-96-41-12 58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Le Monde sur minitel
TeleMarket
achetez chez vous, hors de la cohue.
36.15 TAPEZ LEMONDE

LE BON CÔTÉ DE LA MODE
CHEZ RODIN
LES PRIX
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS